



Compte Rendu Du Conseil Municipal



Séance du 04 JUILLET 2016



1, place de la Mairie – B.P. n°5 – 82700 MONTECH
Tél. 05 63 64 82 44 / Fax : 05 63 64 87 62

www.ville-montech.fr

e-mail : mairie-montech@info82.com

COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 04 juillet 2016.

SESSION ORDINAIRE

Monsieur le Maire certifie que le Conseil Municipal a été régulièrement convoqué en séance publique pour le lundi 04 juillet 2016 à 18h30, en son lieu habituel des séances.

Montech, le 24 juin 2016.

Le Maire,

Jacques MOIGNARD.

~~~~~

L'an deux mille seize, le 04 juillet à 18 h 30, le Conseil Municipal de **MONTECH**, dûment convoqué le 24 juin 2016, s'est réuni au lieu habituel (salle de réception de la mairie arrêté n° A.M.2014/09/348), sous la présidence de Monsieur Jacques MOIGNARD, Maire.

**Conseillers** : 29

**Présents** : 21    **Procurations** : 6    **Absent** : 1    **Absent excusé** : 1    **Votants** : 27

**Membres présents** :

Monsieur MOIGNARD Jacques, Maire

Mmes MM ARAKELIAN Marie-Anne, GAUTIE Claude, LAVERON Isabelle, DAIME Guy MONBRUN Chantal, TAUPIAC Gérard, LLAURENS Nathalie, CASSAGNEAU Grégory Adjoints.

Mmes. MM. BELY Robert, BOSCO-LACOSTE Fabienne, CARCELLE Corinne, DAL SOGLIO Didier, DOSTES Fanny, JEANDOT Philippe, LOY Bernard, ROUSSEAUX Xavier, SOUSSIRAT Bruno, PERLIN Yves, RIESCO Karine, VALMARY Claude.

**Membres représentés** : Mme DECOUDUN Isabelle représentée par M. GAUTIE Claude

Mme EDET Céline représentée par Mme LAVERON Isabelle

Mme TAUPIAC-ANGE Corinne représentée par M. CASSAGNEAU

M. LENGARD Eric représenté par M. ROUSSEAUX Xavier

Mme RAZAT Christelle représentée par M. MOIGNARD Jacques

M. RIVA Thierry représenté par Mme RIESCO Karine

**Membre absent** : Mme PUIGDEVALL Xaviera

**Membre absent excusé** : Mme RABASSA Valérie

Monsieur Grégory CASSAGNEAU est désigné secrétaire de séance.

## Ordre du jour

Compte rendu des décisions du Maire prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT,

- 1) Répartition du Fonds Nationale de Péréquation des ressources intercommunales et communale ..... *rapporteur : M. le Maire*
- 2) Demande de Fonds de concours pour la création d'une voie nouvelle (voie de la gendarmerie)..... *rapporteur : M. GAUTIE*
- 3) Gestion d'un logement communal : remboursement d'un dépôt de garantie.....*rapporteur : Mme LAVERON*
- 4) Admissions en non-valeur de titres de recettes des années 2007 à 2013 sur le budget principal de la commune ..... *rapporteur : M. LENGARD*
- 5) Admissions en non-valeur de titres de recettes des années 2008 à 2014 sur le budget annexe du complexe hôtelier de plein air..... *rapporteur : M. DAIME*
- 6) Demande de subvention au titre de la DETR et du FIPD) pour l'implantation d'un système de vidéo protection sur la commune de Montech – modification de la délibération 2015\_02\_D15.*rapporteur : Monsieur GAUTIE*
- 7) Accord pour l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Garonne – Quercy – Gascogne (PETR) ..... *rapporteur : Monsieur le Maire*
- 8) Décision Modificative n° 1 au budget annexe d'assainissement ..... *rapporteur : Mme MONBRUN*
- 9) Décision Modificative n° 1 au budget annexe du Complexe hôtelier de plein air ..... *rapporteur : M. DAIME*
- 10) Décision Modificative n° 1 au budget principal de la Commune ..... *rapporteur : Mme MONBRUN*
- 11) Nature et durée des autorisations spéciales d'absence autorisées par la commune de Montech ..... *rapporteur : M. TAUPIAC*
- 12) Suppression de 4 emplois permanents d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet ..... *rapporteur : M. TAUPIAC*
- 13) Suppression d'un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet ..... *rapporteur : M. TAUPIAC*
- 14) Suppression d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet..... *rapporteur : M. TAUPIAC*
- 15) Suppression d'un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet ..... *rapporteur : M. TAUPIAC*

- 16) Ecole de musique : création d'un emploi lié à un  
accroissement temporaire d'activité .....*rapporteur : Mme ARAKELIAN*
- 17) Tarifs de la restauration scolaire .....*rapporteur : Mme CARCELLE*
- 18) Tarifs l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)  
de l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (ALAE)  
et de l'Accueil Ados Montech (AAM). ..... *rapporteur : Mme DOSTES*
- 19) Accueil Ados Montech : grille tarifaire .....*rapporteur : Mme LLAURENS*
- 20) Tarifs des études surveillées .....*rapporteur : Mme TAUPIAC-ANGE*
- 21) Tarifs de l'Ecole de Musique .....*rapporteur : Mme ARAKELIAN*
- 22) Attribution de subvention aux coopératives scolaires.....*rapporteur : Mme ARAKELIAN*
- 23) Programme Européen Erasmus au titre de l'action mobilité  
de l'enseignement scolaire ..... *rapporteur : Mme ARAKEALIAN*
- 24) Ratification de la convention d'occupation temporaire du  
domaine public communal avec la société MGM Sablières réunies ..... *rapporteur : M.  
SOUSSIRAT*
- 25) Modification de la délibération cimetièrre..... *rapporteur : M. GAUTIE*
- 26) Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du  
Service (RPQS) d'assainissement collectif – exercice 2015 ..... *rapporteur : M. JEANDOT*
- 27) Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du  
Service (RPQS) d'assainissement non collectif – exercice 2015 *rapporteur : M. JEANDOT*
- 28) Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du  
Service (RPQS) d'eau potable – exercice 2015 ..... *rapporteur : M. ROUSSEAUX*
- 29) Approbation du Rapport Annuel et du compte  
d'affermage du Délégué sur le service d'adduction  
en eau potable – exercice 2015 ..... *rapporteur : Mme DECOUDUN*
- 30) Approbation du Rapport Annuel et du compte  
d'affermage du Délégué sur le service  
d'assainissement collectif – exercice 2015 .....*rapporteur : M. PERLIN*
- 31) Cession de la parcelle ZI7 Route de Montbartier .....*rapporteur : M. CASSAGNEAU*
- 32) Tarifs des services et prestations de la régie du  
complexe hôtelier de plein air..... *rapporteur : M. DAIME*

(point 32 rajouté en début de séance)

## **Questions diverses**

Monsieur le Maire ouvre la séance.

**Monsieur le Maire** : J'ai les excuses de Madame RABASSA, ainsi que des autres qui ont donné procuration. Puisque madame DECOUDUN a donné procuration à monsieur GAUTIE, madame Céline EDET à madame LAVERON, monsieur Eric LENGARD à monsieur Xavier ROUSSEAU, madame RAZAT à moi-même, madame TAUPIAC-ANGE à monsieur CASSAGNEAU et monsieur RIVA à madame RIESCO.

Le quorum est donc atteint. J'ai fais circuler la feuille de présence vous penserez à la faire remonter au pupitre.

Je vous propose de nommer un secrétaire de séance en la personne de monsieur CASSAGNEAU Grégory si vous le souhaitez, est-ce que vous en êtes d'accord ? très bien.

Vous dire, je viens de le faire passer sur table, parce que c'est l'urgence qui l'impose, nous allons modifier si vous le souhaitez les tarifs des services et prestations de la régie du complexe hôtelier de plein air du camping pour tout dire, à des centimes des euros etc, il faut que l'on change nos tarifs mais c'est une question qui est rajoutée à l'ordre du jour et qui n'aura pas d'incidence financières sur notre budget c'est le fonctionnement de notre camping qui est en plein essor quand il fait beau, vous le savez.

En question diverse, nous évoquerons si vous le souhaitez, parce que j'avais adressé un courrier aux maires et aux conseillers communautaires de Garonne et Canal leur demandant d'alerter les maires, donc je le fais on le verra en question diverse, pour trouver un nom à la nouvelle intercommunalité.

Nous en passons à l'ordre du jour modifié de la sorte uniquement par ce rajout de questions.

Les décisions que j'ai eu à prendre. J'ai eu à prendre 5 décisions dans l'intervalle.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D01**

**Objet : Compte rendu des décisions du Maire**

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

En application de l'article L 2122-23, alinéa 5, Monsieur le Maire rend compte au Conseil Municipal des actes accomplis dans le cadre de la délégation consentie en vertu de l'article L2122-22 du CGCT.

**Le Conseil Municipal, prend acte, des décisions suivantes :**

|                   |                                                                                                                                          |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DECM - N° 20/2016 | Décision fixant le montant de la redevance pour occupation du domaine public d'électricité                                               |
| DECM - N° 21/2016 | Décision fixant le montant de la redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz |

**Monsieur le Maire** : Avec cette belle équation, nous donnons de l'argent ou nous en touchons Monsieur COQUERELLE ?

**Monsieur COQUERELLE** : Nous touchons 939,89 €.

|                   |                                                                                                                             |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DECM - N° 22/2016 | Décision portant passation d'une convention de partenariat                                                                  |
| DECM - N° 23/2016 | Décision portant passation d'un contrat de prestation de service pour l'animation de la ludothèque de la commune de Montech |

---

**Monsieur le Maire** : Monsieur PERLIN

**Monsieur PERLIN** : Est-ce que l'on peut savoir quel type de prestation exactement c'est ?

**Monsieur le Maire** : Madame ARAKELIAN qui est très joueuse va vous le dire.

**Madame ARAKELIAN** : Pose ton pion anime la médiathèque 20 heures par semaine, assure 20 heures d'ouverture. Tous les jours de 14 h à 18 h, sauf le jeudi de mémoire, le vendredi ça fini à 20 heures. L'ouverture du samedi est également assurée par pose ton pion et les matinées de 10 heures à midi sont, pour l'été en tout cas à voir comment nous continuerons en septembre, assurées par un agent municipal. Au-delà du temps passé c'est aussi la compétence de Guillaume FONTAINE au travers de pose ton pion qui met en place l'organisation de la ludothèque, la rotation des jeux, l'animation de la ludothèque les après-midis et le matin l'agent municipal a aussi travaillé avec lui donc on a deux personnes qui sont capables de constituer un binôme intéressant pour l'animation de la ludothèque.

**Monsieur le Maire** : Merci madame ARAKELIAN.

|                   |                                                                                                                                    |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DECM - N° 24/2016 | Décision portant passation d'un contrat de prestation de service pour la gestion des cautions pour le camping municipal de montech |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Monsieur le Maire** : Nous en venons à l'ordre du jour du conseil municipal de ce 4 juillet. Tout d'abord vous parler comme chaque année puisque ça fait cinq ans que ça dure, ou quatre je ne sais plus du Fonds National de Péréquation des ressources intercommunales et communales.

### **1. Fonds National de Péréquation des ressources intercommunales et communales.**

*rapporteur : Monsieur le Maire*

**Monsieur le Maire** : Je dois à vous informer que de l'autre côté, pour les membres du conseil communautaire nous avons voté cela il y a une dizaine de jours à l'unanimité du conseil communautaire. Il n'y a qu'une personne ici et je vais la citer qui voit ça d'un mauvais œil parce que ça lui fait une perte dans sa gestion quotidienne de nos sous, c'est monsieur COQUERELLE Stéphane, directeur général des services, qui voit fuir ces 140 654 € de sa poche de directeur général des services vers la communauté des communes mais chaque fois j'essaie de le rassurer mais je n'y parviens pas alors que j'y parviens avec les autres communes ce qui est plus difficile normalement, que cet argent il le retrouve de toutes façons à un moment ou à un autre dans des prestations ou des réalisations que nous effectuons au titre de la communauté de communes bien sûr. Cela étant dit il n'empêche que monsieur COQUERELLE est toujours froissé mais ça va vite passer puisque je vous demande effectivement de reverser cette totalité 140 654 € j'en arrêterai là, à la communauté de communes Garonne et Canal dont je suis bien heureux en tant que Président de cette communauté de communes de les recevoir là-bas. On me les enlève ici on me les donne là-bas et je vous demande votre avis sur le fait de reverser cette somme à la communauté de communes Garonne et Canal en rappelant que les conseillers communautaires réunis il y a peu en conseil communautaire ont accepté de procéder de la sorte ainsi que pour les cinq autres communes. Je vous consulte. Y-a-t-il des oppositions ? je n'en vois pas, des abstentions ?, non plus, donc c'est un avis unanime je vous en remercie et les travaux que nous effectuons à la communauté de communes ont un moyen supplémentaire de finance et il y en a bien besoin mais tout cela va être changé dès l'an prochain avec la nouvelle intercommunalité dont nous trouverons le nom peut-être tout à l'heure.

**Vu** l'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 portant loi de finances pour 2011, relatifs à la création d'un Fonds National de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communales,

**Vu** l'article 112 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013, relatif aux modalités de répartition du Fonds National de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communales,

**Vu** les articles L2336-3 et L2336-5 du Code Général des Collectivités Locales,

**Vu** l'article 162 de la loi de finances pour 2016 modifiant les modalités de répartition interne dérogatoire,

**Vu** le courrier de la préfecture du 1<sup>er</sup> Juin 2016 ayant pour objet le Fond national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – répartition du prélèvement et/ou reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour l'exercice 2016,

**Considérant** que ce mécanisme de péréquation appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées,

**Considérant** le détail de la répartition dite « de droit commun » du prélèvement et/ou du reversement entre la Communauté de Communes Garonne et Canal et ses communes membres, établie selon les articles L2336-3 et L2336-5 du Code Général des Collectivités Locales,

**Considérant** que l'article 162 de la loi de finances pour 2016 a modifié les modalités de répartition interne dérogatoire,

**Considérant** que trois modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres sont donc possibles :

1 conserver la répartition dite « de droit commun »

2 opter pour une répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 »

3 opter pour une répartition n° 2 « dérogatoire libre »

**Considérant** les modifications apportées par la loi de finances pour 2016, les délibérations prises en 2015 n'ont pas vocation à s'appliquer en 2016,

**Considérant** que les communes membres souhaitant opter pour le régime dérogatoire n° 2 libre à la majorité des deux tiers sont tenus de prendre une nouvelle délibération, faute de quoi elles seront considérées comme avoir choisi de fait de conserver la répartition de droit commun,

**Considérant** que la commune de Montech a fait le choix en 2013, 2014 et 2015 de reverser respectivement 49 100 €, 78 608 € et 110 499 € à la Communauté de Communes Garonne et Canal,

**Considérant** que le montant attribué à la Commune pour 2016 est de 140 654 €,

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « finances » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De reverser** la totalité du montant alloué à la commune de Montech (140 654,00 €) à la Communauté de Communes Garonne et Canal selon le mode dérogatoire libre.

| Fiche d'information FPIC 2016 (Métropole + DOM) : données nécessaires au calcul de la répartition de droit commun et au calcul des répartitions dérogatoires du FPIC |                      |                |                                              |                               |                                   |                        |               |               |                                                                                |                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------|----------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|---------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Exercice                                                                                                                                                             |                      | 2016           |                                              | Département                   |                                   | 82                     |               |               |                                                                                |                                                                                |
| Ensemble intercommunal :                                                                                                                                             |                      | 248200180      |                                              | CC GARONNE ET CANAL           |                                   |                        |               |               |                                                                                |                                                                                |
| Données relatives aux communes membres de l'EPCI                                                                                                                     |                      |                |                                              |                               |                                   |                        |               |               |                                                                                |                                                                                |
| Code INSEE                                                                                                                                                           | Nom communes         | Population DGF | Données pour répartition alternative du FPIC |                               |                                   |                        |               |               |                                                                                |                                                                                |
|                                                                                                                                                                      |                      |                | Potentiel financier par habitant             | Potentiel fiscal par habitant | Revenu par habitant de la commune | Prélèvement FSRIF 2015 | Rang DSU 2015 | Rang DSR 2015 | Montant dérogatoire maximal du prélèvement à la majorité des 2/3 (limite +30%) | Montant dérogatoire minimal du reversement à la majorité des 2/3 (limite -30%) |
| 82052                                                                                                                                                                | ESCATALENS           | 1 119          | 565,62                                       | 446,96                        | 10 085,88                         |                        |               | 3 048         | 0                                                                              | 17 759                                                                         |
| 82062                                                                                                                                                                | FINHAN               | 1 544          | 482,44                                       | 377,71                        | 10 668,54                         |                        |               | 1 205         | 0                                                                              | 29 971                                                                         |
| 82085                                                                                                                                                                | LACOURT-SAINT-PIERRE | 1 178          | 429,08                                       | 346,75                        | 12 571,05                         |                        |               | 1 080         | 0                                                                              | 24 644                                                                         |
| 82114                                                                                                                                                                | MONBEQUI             | 628            | 498,77                                       | 424,64                        | 12 107,11                         |                        |               | 3 312         | 0                                                                              | 11 302                                                                         |
| 82123                                                                                                                                                                | MONTBARTIER          | 1 280          | 966,95                                       | 882,45                        | 11 408,79                         |                        |               | 22 307        | 0                                                                              | 11 883                                                                         |
| 82125                                                                                                                                                                | MONTECH              | 6 257          | 570,46                                       | 482,32                        | 11 803,15                         |                        |               | 373           | 0                                                                              | 98 458                                                                         |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                         |                      | <b>12 006</b>  |                                              |                               |                                   |                        |               |               |                                                                                |                                                                                |



| Répartition du FPIC entre communes membres |                      |                                 |                           |                                 |                           |                       |                 |
|--------------------------------------------|----------------------|---------------------------------|---------------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|
| Répartition du FPIC entre Communes membres |                      |                                 |                           |                                 |                           |                       |                 |
| Code INSEE                                 | Nom communes         | Montant prélevé de droit commun | Montant prélevé définitif | Montant reversé de droit commun | Montant reversé définitif | Solde de droit commun | Solde définitif |
| 82052                                      | ESCATALENS           | 0                               |                           | 25 370                          |                           | 25 370                |                 |
| 82062                                      | FINHAN               | 0                               |                           | 42 816                          |                           | 42 816                |                 |
| 82085                                      | LACOURT-SAINT-PIERRE | 0                               |                           | 35 206                          |                           | 35 206                |                 |
| 82114                                      | MONBEQUI             | 0                               |                           | 16 146                          |                           | 16 146                |                 |
| 82123                                      | MONTBARTIER          | 0                               |                           | 16 975                          |                           | 16 975                |                 |
| 82125                                      | MONTECH              | 0                               |                           | 140 654                         |                           | 140 654               |                 |
| <b>TOTAL</b>                               |                      | <b>0</b>                        |                           | <b>277 167</b>                  |                           | <b>277 167</b>        |                 |

| Fiche d'information FPIC 2016 (Métropole + DOM) : données nécessaires au calcul de la répartition de droit commun et au calcul des répartitions dérogatoires du FPIC |           |                                    |                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------------------------|---------------------|
| Exercice                                                                                                                                                             | 2016      | Département                        | 82                  |
| Ensemble Intercommunal :                                                                                                                                             |           | 248200180                          | CC GARONNE ET CANAL |
| Données de référence                                                                                                                                                 |           |                                    |                     |
| PFA/hab moyen                                                                                                                                                        | 645,85    | PFA/hab moyen DOM                  | 436,22              |
| Rev/hab moyen France                                                                                                                                                 | 14 134,21 | EFA moyen France                   | 1,114631            |
| Rev/hab moyen Métropole                                                                                                                                              | 14 268,86 | Rang du dernier éligible Métropole | 1 230               |
| Rev/hab moyen DOM                                                                                                                                                    | 9 497,97  | Rang du dernier éligible DOM       | 10                  |
| Données relatives à l'ensemble intercommunal (EI)                                                                                                                    |           |                                    |                     |
| Population INSEE                                                                                                                                                     | 11 886    |                                    |                     |
| Population DGF                                                                                                                                                       | 12 006    |                                    |                     |
| Population DGF pondérée                                                                                                                                              | 13 351    |                                    |                     |
| PFA                                                                                                                                                                  | 6 895 022 |                                    |                     |
| PFA par habitant de l'EI                                                                                                                                             | 516,44    |                                    |                     |
| Potentiel fiscal/hab moyen des communes de l'EI                                                                                                                      | 491,91    |                                    |                     |
| Potentiel financier/hab moyen des communes de l'EI                                                                                                                   | 580,77    |                                    |                     |
| Revenu/hab moyen de l'EI                                                                                                                                             | 11 547,79 |                                    |                     |
| Effort fiscal agrégé (EFA)                                                                                                                                           | 1,351360  |                                    |                     |
| Indice synthétique de prélèvement de l'EI                                                                                                                            | 0,000000  |                                    |                     |
| Indice synthétique de reversement de l'EI                                                                                                                            | 1,233973  |                                    |                     |
| Rang de l'EI                                                                                                                                                         | 235       |                                    |                     |
| CIF                                                                                                                                                                  | 0,209284  |                                    |                     |

**Fiche d'information FPIC 2016 (Métropole + DOM) : répartition de droit commun du FPIC au sein de l'ensemble intercommunal (entre l'EPCI et ses communes membres)**

Exercice 2016

Département 82

Ensemble intercommunal: 248200180 CC GARONNE ET CANAL

**Répartition FPIC au niveau de l'ensemble intercommunal (EI)**

|                                        |         |
|----------------------------------------|---------|
| Montant prélevé Ensemble intercommunal | 0       |
| Montant reversé Ensemble intercommunal | 350 527 |
| Solde FPIC Ensemble intercommunal      | 350 527 |

Cet Ensemble intercommunal est

**Répartition du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres**

|                       | Prélèvement             |                                                          |                                                          |                   | Reversement             |                                                          |                                                          | Solde FPIC        |                         |                   |
|-----------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
|                       | Montant de droit commun | Montant maximal de prélèvement part epci (+30%) (au 2/3) | Montant minimal de prélèvement part epci (-30%) (au 2/3) | Montant définitif | Montant de droit commun | Montant maximal de reversement part epci (+30%) (au 2/3) | Montant minimal de reversement part epci (-30%) (au 2/3) | Montant définitif | Montant de droit commun | Montant définitif |
| Part EPCI             | 0                       | 0                                                        | 0                                                        |                   | 73 360                  | 95 368                                                   | 51 352                                                   |                   | 73 360                  |                   |
| Part communes membres | 0                       | 0                                                        | 0                                                        |                   | 277 167                 | 255 159                                                  | 299 175                                                  |                   | 277 167                 |                   |
| <b>TOTAL</b>          | <b>0</b>                | <b>0</b>                                                 | <b>0</b>                                                 |                   | <b>350 527</b>          | <b>350 527</b>                                           | <b>350 527</b>                                           |                   | <b>350 527</b>          |                   |

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D02**

**Objet : Répartition du Fonds National de Péréquation des ressources**

Voteants : 27      Abstention : 0      Exprimés : 27      Contre : 0      Pour : 27

Monsieur le Maire  
lecture du rapport suivant :

**Vu** l'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 portant loi de finances pour 2011, relatifs à la création d'un Fonds National de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communales,

**Vu** l'article 112 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013, relatif aux modalités de répartition du Fonds National de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communales,

**Vu** les articles L2336-3 et L2336-5 du Code Général des Collectivités Locales,

**Vu** l'article 162 de la loi de finances pour 2016 modifiant les modalités de répartition interne dérogatoire,

**Vu** le courrier de la préfecture du 1<sup>er</sup> Juin 2016 ayant pour objet le Fond national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – répartition du prélèvement et/ou reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour l'exercice 2016,

**Considérant** que ce mécanisme de péréquation appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées,

**Considérant** le détail de la répartition dite « de droit commun » du prélèvement et/ou du reversement entre la Communauté de Communes Garonne et Canal et ses communes membres, établie selon les articles L2336-3 et L2336-5 du Code Général des Collectivités Locales,

**Considérant** que l'article 162 de la loi de finances pour 2016 a modifié les modalités de répartition interne dérogatoire,

**Considérant** que trois modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres sont donc possibles :

- 1) conserver la répartition dite « de droit commun »
- 2) opter pour une répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 »
- 3) opter pour une répartition n° 2 « dérogatoire libre »

**Considérant** les modifications apportées par la loi de finances pour 2016, les délibérations prises en 2015 n'ont pas vocation à s'appliquer en 2016,

**Considérant** que les communes membres souhaitant opter pour le régime dérogatoire n° 2 libre à la majorité des deux tiers sont tenus de prendre une nouvelle délibération, faute de quoi elles seront considérées comme avoir choisi de fait de conserver la répartition de droit commun,

**Considérant** que la commune de Montech a fait le choix en 2013, 2014 et 2015 de reverser respectivement 49 100 €, 78 608 € et 110 499 € à la Communauté de Communes Garonne et Canal,

**Considérant** que le montant attribué à la Commune pour 2016 est de 140 654 €,

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de reverser** la totalité du montant alloué à la commune de Montech (140 654,00 €) à la Communauté de Communes Garonne et Canal selon le mode dérogatoire libre.

**Monsieur le Maire :** Monsieur GAUTIE va nous parler d'un fonds de concours pour la création d'une voie nouvelle.

**Monsieur GAUTIE :** La preuve de ce que vous disiez, on va déjà récupérer un peu d'argent de la Communauté de Communes. Vous le savez tous pour desservir la nouvelle gendarmerie il a fallu créer une voirie qui au final coutera 229 822,40 €. Il se trouve que dans les compétences de la Communauté de Communes il y ait aussi la création de voirie, nous les avons sollicité et ils nous ont accordé 67 500 € de fonds de concours pour participer à la réalisation de cette voirie.

|                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>2. Demande de fond de concours pour la création d'une voie nouvelle (voie de la gendarmerie)</b><br/><i>rapporteur : Monsieur GAUTIE</i></p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5214.13 V*

**Considérant** que la Commune a pour projet la création d'une voie nouvelle sur les parcelles, cadastrées AH130 et AH80, dénommée « rue de la gendarmerie »,

**Considérant** que par délibération 2016-04-13-04 du 13 avril 2016 le conseil communautaire a voté au budget principal 2016, dans le cadre des investissements, un fond de concours pour la commune de Montech d'un montant de 67 500 €,

**Considérant** le plan de financement ci-après,

**Dépenses :**

|                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| Travaux         | 229 822,40 €        |
| <hr/>           |                     |
| <b>TOTAL HT</b> | <b>229 822,40 €</b> |

**Recettes :**

|                          |                     |
|--------------------------|---------------------|
| Fonds de concours (CCGC) | 67 500,00 €         |
| Autofinancement          | 162 322,40 €        |
| <hr/>                    |                     |
| <b>TOTAL</b>             | <b>229 822,40 €</b> |

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De l'autoriser** à déposer un dossier de demande de subvention auprès de la Communauté de Commune Garonne et Canal au titre du Fonds de Concours

**MONTECH – Voie de la Gendarmerie**

06/04/2016

Marché HT

|                                        |                   |
|----------------------------------------|-------------------|
| Installation de Chantier               | 10 700,00         |
| Travaux Préparatoires                  | 3 866,25          |
| Terrassements et chaussée              | 79 757,50         |
| Bordures et caniveaux                  | 29 185,00         |
| Trottoirs et piste cyclable            | 26 074,00         |
| Assainissement EU                      | 10 900,00         |
| Assainissement EP                      | 25 658,50         |
| Signalisation                          | 1 295,00          |
| Bandes d'Veil à la vigilance           | 1 625,00          |
| Tranchées communes réseaux secs et AEP | 15 781,25         |
| AEP                                    | 14 790,90         |
| Téléphone                              | 5 400,00          |
| Éclairage                              | 3 639,00          |
| Dossier des Ouvrages Exécutés          | 1 150,00          |
| <b>TOTAL HT Tranche Ferme</b>          | <b>229 822,40</b> |
| <b>TOTAL HT Tranche Conditionnelle</b> |                   |
| <b>TOTAL HT GENERAL</b>                | <b>229 822,40</b> |

**Monsieur le Maire** : Vous ne voyez pas d'obstacle à ce que nous demandions à Monsieur le Président de la communauté de communes ces 67 500 €, non je suppose. Merci.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D03**

**Objet : Demande de Fonds de concours pour la création d'une voie nouvelle (voie de la gendarmerie)**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5214.13 V

**Considérant** que la Commune a pour projet la création d'une voie nouvelle sur les parcelles, cadastrées AH130 et AH80, dénommée « rue de la gendarmerie »,

**Considérant** que par délibération 2016-04-13-04 du 13 avril 2016 le conseil communautaire a voté au budget principal 2016, dans le cadre des investissements, un fond de concours pour la commune de Montech d'un montant de 67 500 €,

**Considérant** le plan de financement ci-après,

**Dépenses :**

|                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| Travaux         | 229 822,40 €        |
| <b>TOTAL HT</b> | <b>229 822,40 €</b> |

**Recettes :**

|                          |                     |
|--------------------------|---------------------|
| Fonds de concours (CCGC) | 67 500,00 €         |
| Autofinancement          | 162 322,40 €        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>229 822,40 €</b> |

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Autorise** Monsieur le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès de la Communauté de Commune Garonne et Canal au titre du Fonds de Concours

**Monsieur le Maire** : Madame LAVERON le remboursement d'un dépôt de garantie.

**3. Gestion d'un logement communal : remboursement d'un dépôt de garantie**  
*rapporteur : Madame LAVERON*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée, tendant à améliorer les rapports locatifs,

**Considérant** qu'un bail a été conclu le 1<sup>er</sup> janvier 2012 aux termes duquel la Commune a donné en location à usage d'habitation, un appartement 9 rue de la mairie 82700 MONTECH, à Monsieur FERRIE Stéphane,

**Considérant** que, conformément à l'article 4 dudit contrat, une caution d'un montant de 261,76 € a été

versée par le locataire, en garantie de l'exécution de ses obligations contractuelles,  
**Considérant** que, Monsieur FERRIE Stéphane a quitté son logement le 31 mai 2016 et qu'il est opportun que lui soit restitué le dépôt de garantie versé,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'approuver** la restitution du dépôt de garantie d'un montant de 261,76 € versé initialement par le locataire Monsieur FERRIE Stéphane dans le cadre du contrat de bail susmentionné,
- **De dire** que la dépense sera imputée au Chapitre 16 article 165 du budget de la commune,
- **De l'autoriser** à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Merci, Est-ce-que vous en êtes d'accord ? que nous remboursions ce dépôt de garantie. C'est l'unanimité.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D04**

**Objet : Gestion d'un logement communal : remboursement d'un dépôt de garantie**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée, tendant à améliorer les rapports locatifs,

**Considérant** qu'un bail a été conclu le 1<sup>er</sup> janvier 2012 aux termes duquel la Commune a donné en location à usage d'habitation, un appartement 9 rue de la mairie 82700 MONTECH, à Monsieur FERRIE Stéphane,

**Considérant** que, conformément à l'article 4 dudit contrat, une caution d'un montant de 261,76 € a été versée par le locataire, en garantie de l'exécution de ses obligations contractuelles,

**Considérant** que, Monsieur FERRIE Stéphane a quitté son logement le 31 mai 2016 et qu'il est opportun que lui soit restitué le dépôt de garantie versé,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** la restitution du dépôt de garantie d'un montant de 261,76 € versé initialement par le locataire Monsieur FERRIE Stéphane dans le cadre du contrat de bail susmentionné,
- **Dit** que la dépense sera imputée au Chapitre 16 article 165 du budget de la commune,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Monsieur ROUSSEaux en remplacement de monsieur LENGlard, vous sentez-vous capable ou autorisé à considérer de nous allons perdre, pour monsieur COQUERELLE encore, 24 313,62 € sachez le lui dire comme il faut.

**Monsieur ROUSSEaux** : Je devrais y arriver.

**4. Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2007 à 2013 sur le budget principal de la commune.**

*rapporteur : Monsieur LENGlard (absent remplacé par X ROUSSEaux)*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le courriel envoyé par Madame JOLIBERT, Trésorière de Montech, en date du 10 juin 2016, relatif à une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 24 313,62 €,*

*Considérant que plusieurs titres émis à des particuliers de 2007 à 2013 pour le paiement de loyers, de prestations et le règlement des repas de cantine/ALAE/ALSH pour un montant global de 24 313,62 € n'ont pu être recouverts en raison d'insuffisances d'actifs, de décisions d'effacements de dettes par le Tribunal, ou pour absence de renseignement pouvant permettre des poursuites :*

*Considérant qu'il n'y a aucun recours possible ;*

*Considérant l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'admettre** en non-valeur les titres de recettes susmentionnés pour un montant total de 24 313,62 €,
- **De dire** que cette somme fera l'objet d'une inscription au chapitre 65, article 6541 du budget principal de la commune.

**Monsieur le Maire :** Merci. Pas d'objection à ce que nous mettions ça en non-valeur ? Non. C'est un exercice que nous faisons tous les ans, vous avez le détail sans les noms bien sûr.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D05**

**Objet : Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2007 à 2013 sur le budget principal de la commune.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le courriel envoyé par Madame JOLIBERT, Trésorière de Montech, en date du 10 juin 2016, relatif à une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 24 313,62 €,*

*Considérant que plusieurs titres émis à des particuliers de 2007 à 2013 pour le paiement de loyers, de prestations et le règlement des repas de cantine/ALAE/ALSH pour un montant global de 24 313,62 € n'ont pu être recouverts en raison d'insuffisances d'actifs, de décisions d'effacements de dettes par le Tribunal, ou pour absence de renseignement pouvant permettre des poursuites :*

*Considérant qu'il n'y a aucun recours possible ;*

*Considérant l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,*

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte d'admettre** en non-valeur les titres de recettes susmentionnés pour un montant total de 24 313,62 €,
- **Dit** que cette somme fera l'objet d'une inscription au chapitre 65, article 6541 du budget principal de la commune.

Présentation en non valeurs  
arrêtée à la date du 06/06/2016  
06/2016 TRES - MONTECH  
20000 - MONTECH -

Exercice 2015

Numéro de la liste **2292811115**

148 pièces présentes pour un total de

**24 313,62**

|             |                  |    |           |
|-------------|------------------|----|-----------|
| Tranches de | Inférieur strict | 90 | 2 212,24  |
|             | Supérieur ou     | 58 | 20 328,38 |
|             | Supérieur ou     | 1  | 1 773,00  |

| Nature Juridic | Exercice piéc | Référence de | Nom du redevable | Montant resti | Motif de la présentation                       |
|----------------|---------------|--------------|------------------|---------------|------------------------------------------------|
| Particulier    | 2007          | T-776        |                  | 160,3         | Combinaison infructueuse d actes               |
|                |               |              |                  | 160,3         |                                                |
| Particulier    | 2008          | T-466        |                  | 40            | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2008          | T-512        |                  | 291,35        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2008          | T-518        |                  | 406,6         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2008          | T-526        |                  | 47,6          | Combinaison infructueuse d actes               |
|                |               |              |                  | 785,55        |                                                |
| Fers morale    | 2009          | T-224        |                  | 1773          | Clotura insuffisance d'actif                   |
| Particulier    | 2009          | T-464        |                  | 387,54        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-516        |                  | 627,5         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-581        |                  | 627,5         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-649        |                  | 627,5         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-749        |                  | 49,85         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-749        |                  | 13,18         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-750        |                  | 12,9          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-750        |                  | 38,4          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-754        |                  | 46,5          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-754        |                  | 383,8         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-756        |                  | 134,4         | Surendettement et décision effacement de dette |
| Particulier    | 2009          | T-756        |                  | 15,5          | Surendettement et décision effacement de dette |
| Particulier    | 2009          | T-763        |                  | 206,8         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-763        |                  | 23,06         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-767        |                  | 0,58          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-767        |                  | 20,88         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-767        |                  | 170,4         | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2009          | T-97         |                  | 0,5           | Combinaison infructueuse d actes               |
|                |               |              |                  | 5159,81       |                                                |
| Particulier    | 2010          | T-112        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-12         |                  | 291,07        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-153        |                  | 504           | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-165        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-217        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-290        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-30         |                  | 141,78        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-336        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-370        |                  | 57,6          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-370        |                  | 5,8           | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-421        |                  | 11,6          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-421        |                  | 74,4          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-472        |                  | 59,9          | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-472        |                  | 7,2           | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-50         |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-583        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-666        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-762        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-854        |                  | 292,39        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2010          | T-87         |                  | 33,6          | RAR inférieur seuil poursuite                  |
| Particulier    | 2010          | T-87         |                  | 1,5           | RAR inférieur seuil poursuite                  |
| Particulier    | 2010          | T-709        |                  | 451,33        | Combinaison infructueuse d actes               |
|                |               |              |                  | 4563,68       |                                                |
| Particulier    | 2011          | T-14         |                  | 448,76        | Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier    | 2011          | T-163        |                  | 295,59        | Combinaison infructueuse d actes               |



|             |             |                                                       |
|-------------|-------------|-------------------------------------------------------|
| Particulier | 2011 T-202  | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-289  | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-32   | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-333  | 42.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2011 T-333  | 18 Combinaison infructueuse d actes                   |
| Particulier | 2011 T-373  | 456.92 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-405  | 28.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2011 T-405  | 19.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2011 T-420  | 57.4 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2011 T-420  | 17.3 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2011 T-437  | 46 Combinaison infructueuse d actes                   |
| Particulier | 2011 T-437  | 171.5 Combinaison infructueuse d actes                |
| Particulier | 2011 T-503  | 202.5 Surendettement et décision effacement de dette  |
| Particulier | 2011 T-603  | 46.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2011 T-532  | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-65   | 155 Combinaison infructueuse d actes                  |
| Particulier | 2011 T-600  | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-713  | 295.58 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-823  | 295.58 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-848  | 12.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2011 T-848  | 65 Combinaison infructueuse d actes                   |
| Particulier | 2011 T-853  | 47.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2011 T-853  | 8.5 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier | 2011 T-894  | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2011 T-925  | 16.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2011 T-925  | 45 Surendettement et décision effacement de dette     |
| Particulier | 2011 T-97   | 295.59 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-1044 | 4861.28                                               |
| Particulier | 2012 T-1044 | 9.6 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier | 2012 T-1063 | 40.95 Surendettement et décision effacement de dette  |
| Particulier | 2012 T-1079 | 40 Combinaison infructueuse d actes                   |
| Particulier | 2012 T-1137 | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-1137 | 130.55 Surendettement et décision effacement de dette |
| Particulier | 2012 T-116  | 29.4 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-197  | 301.39 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-197  | 9.5 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier | 2012 T-205  | 27.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-205  | 57.6 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2012 T-212  | 14.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2012 T-212  | 52.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-328  | 10.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-328  | 5.5 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier | 2012 T-328  | 27.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-37   | 295.45 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-375  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-437  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-517  | 10 Surendettement et décision effacement de dette     |
| Particulier | 2012 T-517  | 32.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-524  | 13.5 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2012 T-524  | 55.8 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2012 T-531  | 20 Surendettement et décision effacement de dette     |
| Particulier | 2012 T-531  | 110 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier | 2012 T-540  | 7.5 RAR inférieur seuil poursuite                     |
| Particulier | 2012 T-608  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-661  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-749  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-77   | 158 Combinaison infructueuse d actes                  |
| Particulier | 2012 T-823  | 2.4 RAR inférieur seuil poursuite                     |
| Particulier | 2012 T-823  | 19.3 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier | 2012 T-835  | 65 Surendettement et décision effacement de dette     |
| Particulier | 2012 T-835  | 14.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-838  | 8.3 Combinaison infructueuse d actes                  |
| Particulier | 2012 T-840  | 7 Combinaison infructueuse d actes                    |
| Particulier | 2012 T-840  | 25.2 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier | 2012 T-850  | 26.5 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-850  | 137.5 Surendettement et décision effacement de dette  |
| Particulier | 2012 T-870  | 93.6 Surendettement et décision effacement de dette   |
| Particulier | 2012 T-870  | 25 Surendettement et décision effacement de dette     |
| Particulier | 2012 T-976  | 645.67 Combinaison infructueuse d actes               |
| Particulier | 2012 T-929  | 15 RAR inférieur seuil poursuite                      |
| Particulier | 2012 T-929  | 1 RAR inférieur seuil poursuite                       |
| Particulier | 2012 T-93   | 16 Surendettement et décision effacement de dette     |

|              |             |                                                      |
|--------------|-------------|------------------------------------------------------|
| Particulier  | 2012 T-93   | 80 Surendettement et décision effacement de dette    |
| Particulier  | 2012 T-933  | 0,8 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-933  | 4,5 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-935  | 3,8 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-937  | 0,4 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-937  | 5 RAR inférieur seuil poursuite                      |
| Particulier  | 2012 T-938  | 6,3 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-938  | 0,5 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2012 T-95   | 57,5 Personne disparue                               |
| Particulier  | 2012 T-95   | 20,5 Personne disparue                               |
| Particulier  | 2012 T-974  | 645,67 Combinaison infructueuse d actes              |
|              |             | 7261,02                                              |
| Particulier  | 2013 T-1028 | 3,13 RAR inférieur seuil poursuite                   |
| Particulier  | 2013 T-1028 | 10,2 RAR inférieur seuil poursuite                   |
| Particulier  | 2013 T-1121 | 15,36 RAR inférieur seuil poursuite                  |
| Particulier  | 2013 T-1121 | 3,52 RAR inférieur seuil poursuite                   |
| Particulier  | 2013 T-130  | 11,4 Surendettement et décision effacement de dette  |
| Particulier  | 2013 T-130  | 48,64 Surendettement et décision effacement de dette |
| Particulier  | 2013 T-151  | 307,59 Combinaison infructueuse d actes              |
| Particulier  | 2013 T-2    | 527,59 Combinaison infructueuse d actes              |
| Particulier  | 2013 T-290  | 15 RAR inférieur seuil poursuite                     |
| Particulier  | 2013 T-290  | 0,6 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2013 T-293  | 4,62 RAR inférieur seuil poursuite                   |
| Particulier  | 2013 T-293  | 4,2 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2013 T-309  | 17,4 Surendettement et décision effacement de dette  |
| Particulier  | 2013 T-309  | 46,64 Surendettement et décision effacement de dette |
| Particulier  | 2013 T-52   | 181 Combinaison infructueuse d actes                 |
| Particulier  | 2013 T-54   | 307,59 Combinaison infructueuse d actes              |
| Particulier  | 2013 T-990  | 22,5 RAR inférieur seuil poursuite                   |
| Particulier  | 2013 T-993  | 2,8 RAR inférieur seuil poursuite                    |
| Particulier  | 2013 T-999  | 10,2 RAR inférieur seuil poursuite                   |
|              |             | 1521,98                                              |
| <b>TOTAL</b> |             | <b>24 313,62</b>                                     |

**Monsieur le Maire** : Monsieur DAIME vous avez la même chose en ce qui concerne le camping.

**5. Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2008 à 2014 sur le budget annexe du complexe hôtelier de plein air.**  
*rapporteur : Monsieur DAIME*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le courriel envoyé par Madame JOLIBERT, Trésorière de Montech, en date du 10 juin 2016, relatif à une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 18 422,76 €,

**Considérant** que plusieurs titres émis à des particuliers de 2008 à 2014 pour le paiement de loyers, de prestations pour un montant global de 18 422,76 € n'ont pu être recouvrés pour motifs : N'habite Pas à l'Adresse Indiquée, demandes de renseignements négatives, poursuites sans effet, montant inférieur au seuil,

**Considérant** qu'il n'y a aucun recours possible ;

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'admettre** en non-valeur les titres de recettes susmentionnés pour un montant total de 18 422,76 €,
- **De dire** que cette somme fera l'objet d'une inscription au chapitre 65, article 6541 du budget annexe du complexe hôtelier de plein air.

**Monsieur le Maire** : Même remède si l'on peut dire ? même ponction ? c'est d'accord.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D06**

**Objet : Admission en non-valeur de titres de recettes des années 2008 à 2014 sur le budget annexe du complexe hôtelier de plein air.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le courriel envoyé par Madame JOLIBERT, Trésorière de Montech, en date du 10 juin 2016, relatif à une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 18 422,76 €,

**Considérant** que plusieurs titres émis à des particuliers de 2008 à 2014 pour le paiement de loyers, de prestations pour un montant global de 18 422,76 € n'ont pu être recouvrés pour motifs : N'habite Pas à l'Adresse Indiquée, demandes de renseignements négatives, poursuites sans effet, montant inférieur au seuil,

**Considérant** qu'il n'y a aucun recours possible ;

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** d'admettre en non-valeur les titres de recettes susmentionnés pour un montant total de 18 422,76 €,
- **Dit** que cette somme fera l'objet d'une inscription au chapitre 65, article 6541 du budget annexe du complexe hôtelier de plein air..

Présentation en non valeurs  
arrêtée à la date du 10/06/2016  
062016 TRES, MONTECH  
25205 - COMPLEXE HOTELIER DE PLEIN AIR -

Exercice 2016

Numéro de la liste 2296210515

40 pièces présentes pour un total de 18 422,75

|             |                  |    |           |
|-------------|------------------|----|-----------|
| Tranches de | Inférieur strict | 13 | 636,82    |
|             | Supérieur ou     | 21 | 7 599,45  |
|             | Supérieur ou     | 6  | 10 186,49 |
|             | Supérieur ou     | 0  |           |

| Nature Juridic | Exercice piéc | Référence de | Nom du redevable | Montant resti   | Motif de la présentation                |
|----------------|---------------|--------------|------------------|-----------------|-----------------------------------------|
| Société        | 2008 T-99004  |              |                  | 2,50            | RAR inférieur seul poursuite            |
|                |               |              |                  | <b>2,50</b>     |                                         |
| Particulier    | 2013 T-12     |              |                  | 276,84          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2013 T-12     |              |                  | 2 715,77        | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2013 T-13     |              |                  | 95,92           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2013 T-13     |              |                  | 1 195,00        | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2013 T-14     |              |                  | 273,88          | Insuffisance actif                      |
| Particulier    | 2013 T-14     |              |                  | 648,00          | Insuffisance actif                      |
| Particulier    | 2013 T-15     |              |                  | 548,33          | Combinaison infructueuse d actes        |
| Particulier    | 2013 T-15     |              |                  | 2 715,77        | Combinaison infructueuse d actes        |
|                |               |              |                  | <b>8 469,51</b> |                                         |
| Particulier    | 2014 T-10     |              |                  | 91,96           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-10     |              |                  | 399,00          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-11     |              |                  | 115,56          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-12     |              |                  | 638,40          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-12     |              |                  | 120,16          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-13     |              |                  | 16,25           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2014 T-13     |              |                  | 399,00          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2014 T-14     |              |                  | 669,75          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2014 T-14     |              |                  | 89,05           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2014 T-15     |              |                  | 36,58           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    | 2014 T-16     |              |                  | 9,16            | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-16     |              |                  | 399,00          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-17     |              |                  | 215,39          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-18     |              |                  | 296,03          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-18     |              |                  | 38,84           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-19     |              |                  | 94,29           | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-20     |              |                  | 399,00          | NPAI et demande renseignement négativ e |
| Particulier    |               |              |                  |                 | Poursuite sans effet                    |
| Particulier    | 2014 T-20     |              |                  | 9,00            | NPAI et demande renseignement négativ e |

|             |           |          |                                         |
|-------------|-----------|----------|-----------------------------------------|
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-21 | 452,46   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-21 | 129,80   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-22 | 150,00   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-23 | 1 142,00 | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-33 | 150,00   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-35 | 1 197,00 | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-35 | 45,92    | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-40 | 798,00   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-40 | 48,80    | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier |           |          | Poursuite sans effet                    |
| Particulier | 2014 T-6  | 1 220,95 | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier | 2014 T-6  | 121,85   | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier | 2014 T-7  | 58,55    | NPAI et demande renseignements négative |
| Particulier | 2014 T-7  | 399,00   | NPAI et demande renseignements négative |
|             |           | 9 950,75 |                                         |

|              |                  |
|--------------|------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>18 422,76</b> |
|--------------|------------------|

**Monsieur le Maire** : Monsieur GAUTIE, la dotation d'équipement des territoires ruraux et le fonds interministériel de la prévention de la délinquance, expliquez-nous ça. On en a parlé depuis un moment de cette fameuse vidéo protection.

**Monsieur GAUTIE** : Le dossier avance pour ceux qui étaient un peu inquiets, nous y sommes. Le projet a été évalué par une société à 140 000 €.

**6. Demande de subvention au titre de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) et du FIPD (Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance) pour l'implantation d'un système de vidéo protection sur la commune de Montech – modification de la délibération 2015\_02\_D15**  
*rapporteur : Monsieur GAUTIE*

**Vu** la Loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010,

**Vu** l'article L2334-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les premières études réalisées par la commune en 2007 pour la mise en place d'un système de vidéo-protection sur 5 zones urbaines de la commune,

**Considérant** les réflexions engagées en 2013 et 2014 dans le cadre de la cellule communale de sécurité,

**Vu** la délibération n° 2014\_09\_D07 relative à l'opportunité de création d'un système de vidéo-protection,

**Vu** la délibération n°2015\_02\_D15 du 6 février 2015 relative à une demande de subvention au titre de la DETR pour l'implantation d'un système de vidéo-protection sur la commune de Montech

**Considérant** que le projet est estimé à 140 000€ HT

**Considérant** que le dossier déposé en 2015 ne pouvait être examiné par les services de l'Etat car la commune ne disposait pas d'un avant-projet détaillé et que l'accord de la commission n'avait pas été sollicité à la date du dépôt du dossier de demande de subvention,

**Vu** l'avant-projet détaillé réalisé par la société Inxia, assistant maîtrise d'ouvrage de la commune de Montech,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2016-05-26003 portant autorisation d'un système de vidéo-protection délivré

le 26 mai 2016,

**Considérant** que ce projet pourrait bénéficier du soutien de l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance

**Considérant** que ce projet pourrait bénéficier du soutien de l'Etat au titre de la « Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux »

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De solliciter** la participation financière de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour la réalisation de ce projet selon les modalités suivantes :

|                       |             |
|-----------------------|-------------|
| - Etat (FIPD) 40%     | 56 000,00 € |
| - Etat (DETR) 25%     | 35 000,00 € |
| - Autofinancement 35% | 49 000,00 € |

**TOTAL**

**140 000,00 €HT**

- **De l'autoriser** à prendre toutes les mesures et à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Merci. Il y aura combien de caméra finalement ?

**Monsieur GAUTIE** : Il y a cinq zones qui sont couvertes mais sur ces cinq zones il y a plusieurs caméras.

**Monsieur le Maire** : On parle en zones et pas en caméra ?

**Monsieur GAUTIE** : c'est des zones où il peut y avoir deux caméras pour augmenter les champs de vision.

**Monsieur le Maire** : Ce qui serait bien, pardon Monsieur GAUTIE, ce serait de provoquer de nouveau la commission, je ne sais pas comment vous l'appelez, sécurité ? je regarde Monsieur VALMARY, pour au moment précis voir vraiment .... il faudra y penser.  
Des prises de paroles ? non, donc 140 000 € pour 5 zones sous surveillance.

Concernant la dotation d'équipement des territoires ruraux, je vous informe, je croyais l'avoir fait bien mais semble-t-il pas très bien peut-être à quelques-uns mais pas à d'autres. Monsieur le Préfet, Monsieur le Secrétaire de Général de la Préfecture rendent visite à la ville de Montech et à la communauté de communes en partie, demain mardi 15 heures. Quiconque au conseil municipal est intéressé pour participer à cette rencontre qui se déroulera en deux temps : ici dans cette salle, un exposé des dossiers en cours etc etc celui-là en fait partie puisque la DETR c'est le Préfet qui donne et un deuxième temps de visite j'ai prévu : papeterie, pente d'eau, la maison soulié qu'on appelle comme ça, pour ce qui concerne la ville de Montech et ensuite à la communauté de communes l'entreprise d'insertion avec les serres, la pente d'eau ça fait les deux, mairie et communauté de communes, ainsi que le PEM c'est-à-dire la gare de Montbartier. J'ai peut-être oublié un détail, en gros c'est ça. Donc demain 15 h ceux qui sont intéressés et qui peuvent se libérer ici dans cette salle je reçois Monsieur le Préfet, Monsieur le Secrétaire Général pour une visite de fonctionnement.

Vous m'autorisez à prendre toutes les mesures et signer tous les actes pour que nous mettions en place ce système de vidéo protection ? oui, je ne vois pas d'objection.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D07**

**Objet : Demande de subvention au titre de la DETR et du FIPD pour l'implantation d'un**

**système de vidéo protection sur la commune de Montech – modification de la délibération 2015\_02\_D15.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la Loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010,

**Vu** l'article L2334-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les premières études réalisées par la commune en 2007 pour la mise en place d'un système de vidéo-protection sur 5 zones urbaines de la commune,

**Considérant** les réflexions engagées en 2013 et 2014 dans le cadre de la cellule communale de sécurité,

**Vu** la délibération n° 2014\_09\_D07 relative à l'opportunité de création d'un système de vidéo-protection,

**Vu** la délibération n°2015\_02\_D15 du 6 février 2015 relative à une demande de subvention au titre de la DETR pour l'implantation d'un système de vidéo-protection sur la commune de Montech

**Considérant** que le projet est estimé à 140 000€ HT

**Considérant** que le dossier déposé en 2015 ne pouvait être examiné par les services de l'Etat car la commune ne disposait pas d'un avant-projet détaillé et que l'accord de la commission n'avait pas été sollicité à la date du dépôt du dossier de demande de subvention,

**Vu** l'avant-projet détaillé réalisé par la société Inxia, assistant maîtrise d'ouvrage de la commune de Montech,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2016-05-26003 portant autorisation d'un système de vidéo-protection délivré le 26 mai 2016,

**Considérant** que ce projet pourrait bénéficier du soutien de l'Etat au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance

**Considérant** que ce projet pourrait bénéficier du soutien de l'Etat au titre de la « Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux »

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de solliciter** la participation financière de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux et du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour la réalisation de ce projet selon les modalités suivantes :

|                       |             |
|-----------------------|-------------|
| - Etat (FIPD) 40%     | 56 000,00 € |
| - Etat (DETR) 25%     | 35 000,00 € |
| - Autofinancement 35% | 49 000,00 € |

**TOTAL**

**140 000,00 €HT**

- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**7. Accord pour l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Garonne – Quercy – Gascogne (PETR)**  
*rapporteur : Monsieur le Maire*

**Considérant** que la Communauté de Communes Garonne et Canal a par délibérations du mercredi 22 juin 2016 acté sa sortie de l'association du Pays Montalbanais (D2016-06-22-07) et son adhésion au PETR du Pays Garonne-Quercy Gascogne (D2016-06-22-08),

**Considérant** que la loi du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique et notamment son article 79 acte de la création de Pôle d'Equilibre Territoriaux et Ruraux (PETR) ayant vocation à succéder aux Pays,

**Considérant** l'article L 5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales qui indique qu'à moins de dispositions contraires, confirmées par la décision institutive, l'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté. (II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales),

**Considérant** que comme les statuts de la Communauté de Communes Garonne et Canal ne lui permettent pas l'adhésion à un syndicat mixte sans l'accord des communes membres il convient au conseil municipal d'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du pays Garonne – Quercy-Gascogne,

**Considérant** que par délibération N° 11/-2015-02 le Conseil Syndical du Pays Garonne Quercy Gascogne a acté de la transformation dudit Syndicat en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural ainsi que des statuts,

**Considérant** que le PETR du Pays Garonne-Quercy-Gascogne est créé entre les communautés de Communes :

- Communauté de Communes des deux Rives
- Communauté de Communes de la Lomagne Tarn et Garonnaise
- Communauté de Communes du Pays de Serre en Quercy
- Communauté de Communes du Pays de Garonne et Gascogne
- Communauté de Communes Terrasses et Plaines des Deux Cantons
- Communauté de Communes Sère-Garonne Gimone
- Communauté de Communes Terres de Confluences
- Communauté de Communes du Terroir de Grisolles et Villebrumier
- Communauté de Communes Sud Quercy
- Communauté de Communes Garonne et Canal

**Considérant** que le PETR a en charge l'élaboration et de la mise en œuvre du projet de territoire dans les conditions prévues aux articles L5741-2 du code général des collectivités territoriales. Celui-ci aura vocation à conclure tout contrat avec l'Union Européenne ; le Conseil Régional ; le Conseil Départemental ainsi que tout organisme public ou privé portant sur les principales politiques qui concourent au développement durable du PETR,

**Considérant** que cette nouvelle structure de regroupement intercommunal a pour vocation à assurer conformément à l'article 79 de la loi du 27 janvier 2014 le développement économique, social, culturel et environnemental du territoire, à l'échelle la plus adaptée.

**Considérant** que le Pays Garonne-Quercy-Gascogne a travaillé à la préparation d'une candidature au programme européen LEADER pour la période 2014-2020. Le dossier de candidature pour le programme européen a été accepté,

**Considérant** que ce programme européen, financé par le FEADER sous l'autorité des Régions, est dédié aux territoires ruraux et permet de bénéficier de financements spécifiques pour des actions ciblées s'insérant dans une stratégie globale. Les aides financières mobilisées dans le cadre de LEADER s'adressent à des porteurs de projets publics et privés.

**Considérant** que l'adhésion des Communautés de Communes au PETR du Pays Garonne-Quercy-Gascogne est fixée à 1.50€ par habitant.

**Considérant** que la représentation de l'EPCI Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du Pays Garonne-Quercy-Gascogne est une représentation à 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants.

Ont été désignés :

délégués titulaires : Marie Anne ARRAKELIAN, Jacques MOIGNARD, Jean Claude RAYNAL délégués

Suppléants : Robert BELY, Jean François FERNANDEZ, Nathalie LLAURENS



**Monsieur le Maire propose au conseil municipal :**

- **D'approuver** l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du pays Garonne –Quercy-Gascogne
- **D'acter** de la désignation :
  - de Madame Marie- Anne ARRAKELIAN, Messieurs Jacques MOIGNARD, Jean Claude RAYNAL comme délégués titulaires
  - et de Madame Nathalie LLAURENS, Messieurs ROBERT BELY, Jean François FERNANDEZ comme délégués suppléants

**Monsieur le Maire** : Pour ce qui concerne le PETR, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Garonne-Quercy-Gascogne. Là aussi il s'agit d'une délibération concomitante ou découlant d'une délibération du conseil communautaire aussi, puisque je vous rappelle que nous avons acté, nous, la sortie de l'association du Pays Montalbanais qui n'existe plus, qui a été dissoute il y a peu par une assemblée générale et nous adhérons au PETR du Pays-Garonne-Quercy-Gascogne qui est un large territoire, j'allais dire uniquement, ça va être enregistré mais on peut le dire quand même, uniquement pour mettre en place une politique d'un très grand territoire, un pôle d'équilibre et surtout pour glaner des fonds Européens. C'est le seul moyen pour pouvoir aspirer des fonds européens qui sont dévolus à la Région et laquelle Région les distribue à ces fameux pôles d'équilibre territorial. C'est un très vaste domaine.  
A titre d'information toutes les communes de notre communauté de communes, les 6 sont d'accord, enfin la nôtre va y être tout de suite je l'espère.

En voix off mais qui sera enregistrée et marquée au procès-verbal, je vous dis tout de suite pour l'exercice 2016 ce ne sera pas appliqué, nous sommes déjà début juillet il n'est pas prévu à ce jour de faire quoique ce soit d'ici le 31 décembre sauf exception d'un appel à cotisation de 1/12 en décembre 2016 par exemple donc ces 1,50 € par habitant ce n'est pas rien quand même, ne seront pas appelés même si l'on adhère durant l'exercice 2016. A partir de 2017 nous verrons ça avec l'intercommunalité.

Y-a-t-il des remarques ? oui monsieur PERLIN.

**Monsieur PERLIN** : J'ai deux remarques la première, cette adhésion au PETR du pays Garonne-Quercy-Gascogne, est-ce que s'est lié rien qu'à la communauté de communes la nouvelle qui va y avoir ou est-ce que c'est plus large ?

**Monsieur le Maire** : Il n'y a pas demandé, d'autres questions ? Vous avez, page 21, la liste. C'est très large je vous dis ça représente quasiment, je n'ai pas la carte, de tête la seconde circonscription du Tarn-et-Garonne. Vous avez toutes les communautés de communes ce qui fait que lorsque nous allons fusionner, les communes qui sont dans ce territoire vont se retrouver bon an mal an dans le nouvel organisme, vous avez les Communautés de communes du Pays de Garonne et Gascogne, Verdun pour faire simple, du Terroir de Grisolles et Villebrumier et Garonne et Canal. Nous y sommes ça ne change rien pour nous et chacun a dû délibérer puisqu'ils y sont.

**Monsieur PERLIN** : Merci. La deuxième question. L'adhésion à ce PETR c'est 1,50 € par habitant, ça se traduit par quoi ? C'est un impôt supplémentaire ?

**Monsieur le Maire** : C'est une adhésion, une cotisation annuelle.

**Monsieur PERLIN** : Qui va être prélevée de quelle façon ? Est-ce ça va être prélevé dans les impôts locaux ?

**Monsieur le Maire** : Ca va être prélevé par le syndicat. Je ne connais pas la formule technique. Monsieur COQUERELLE.

**Monsieur COQUERELLE** : Oui, c'est un syndicat mixte mais ce n'est pas un EPCI à fiscalité propre donc lui va solliciter chaque communauté de communes pour que les communautés de communes paient l'adhésion directement à partir de leur budget. Il n'y a pas de prélèvement d'impôt direct auprès des contribuables ou des entreprises. Après charge à la communauté de communes de trouver les ressources pour le financer.

**Monsieur le Maire** : Par répercussion, comme tous les syndicats. Il n'y a pas de secret, c'est le particulier toujours qui paie. Oui Monsieur DAIME.

**Monsieur DAIME** : C'était déjà la même chose au Pays Montalbanais, où nous étions avant.

**Monsieur le Maire** : C'est un glissement de structures, mais l'avantage, du Pays Montalbanais nous avons quelques bénéfices bien heureusement d'ailleurs et là nous en aurons aussi j'espère plus pour des grands projets puisque ce sont les fonds européens qui sont appelés en suppléments. Je pense surtout à la Pente d'Eau. Y-en-a-t-il qui sont contre cette adhésion ? Non. Il n'y a pas d'abstention ? non plus. C'est l'unanimité.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D08**

**Objet : Accord pour l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Garonne – Quercy – Gascogne (PETR)**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Considérant** que la Communauté de Communes Garonne et Canal a par délibérations du mercredi 22 juin 2016 acté sa sortie de l'association du Pays Montalbanais (D2016-06-22-07) et son adhésion au PETR du Pays Garonne-Quercy Gascogne (D2016-06-22-08),

**Considérant** que la loi du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique et notamment son article 79 acte de la création de Pôle d'Equilibre Territoriaux et Ruraux (PETR) ayant vocation à succéder aux Pays,

**Considérant** l'article L 5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales qui indique **qu'à moins de dispositions contraires**, confirmées par la décision institutive, **l'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes**, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté. (II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales),

**Considérant** que comme les statuts de la Communauté de Communes Garonne et Canal ne lui permettent pas l'adhésion à un syndicat mixte sans l'accord des communes membres il convient au conseil municipal d'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du pays Garonne –Quercy-Gascogne,

**Considérant** que par délibération N° 11/-2015-02 le Conseil Syndical du Pays Garonne Quercy Gascogne a acté de la transformation dudit Syndicat en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural ainsi que des statuts,

**Considérant** que le PETR du Pays Garonne–Quercy-Gascogne est créé entre les communautés de Communes :

- Communauté de Communes des deux Rives
- Communauté de Communes de la Lomagne Tarn et Garonnaise
- Communauté de Communes du Pays de Serre en Quercy
- Communauté de Communes du Pays de Garonne et Gascogne
- Communauté de Communes Terrasses et Plaines des Deux Cantons
- Communauté de Communes Sère-Garonne Gimone
- Communauté de Communes Terres de Confluences
- Communauté de Communes du Terroir de Grisolles et Villebrumier
- Communauté de Communes Sud Quercy
- Communauté de Communes Garonne et Canal

**Considérant** que le PETR a en charge l'élaboration et de la mise en œuvre du projet de territoire dans les conditions prévues aux articles L5741-2 du code général des collectivités territoriales. Celui-ci aura vocation à conclure tout contrat avec l'Union Européenne ; le Conseil Régional ; le Conseil Départemental ainsi que tout organisme public ou privé portant sur les principales politiques qui concourent au développement durable du PETR,

**Considérant** que cette nouvelle structure de regroupement intercommunal a pour vocation à assurer conformément à l'article 79 de la loi du 27 janvier 2014 le développement économique, social, culturel et environnemental du territoire, à l'échelle la plus adaptée.

**Considérant** que le Pays Garonne-Quercy-Gascogne a travaillé à la préparation d'une candidature au programme européen LEADER pour la période 2014-2020. Le dossier de candidature pour le programme européen a été accepté,

**Considérant** que ce programme européen, financé par le FEADER sous l'autorité des Régions, est dédié aux territoires ruraux et permet de bénéficier de financements spécifiques pour des actions ciblées s'insérant dans une stratégie globale. Les aides financières mobilisées dans le cadre de LEADER s'adressent à des porteurs de projets publics et privés.

**Considérant** que l'adhésion des Communautés de Communes au PETR du Pays Garonne-Quercy-Gascogne est fixée à 1.50€ par habitant.

**Considérant** que la représentation de l'EPCI Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du Pays Garonne–Quercy-Gascogne est une représentation à 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants.

Ont été désignés :

délégués titulaires : Marie Anne ARRAKELIAN, Jacques MOIGNARD, Jean Claude RAYNAL

délégués Suppléants : Robert BELY, Jean François FERNANDEZ, Nathalie LLAURENS

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** l'adhésion de la Communauté de Communes Garonne et Canal au PETR du pays Garonne –Quercy-Gascogne
- **Acte** de la désignation :
  - de Madame Marie- Anne ARRAKELIAN, Messieurs Jacques MOIGNARD, Jean Claude RAYNAL comme délégués titulaires
  - et de Madame Nathalie LLAURENS, Messieurs ROBERT BELY, Jean François FERNANDEZ comme délégués suppléants

**Monsieur le Maire** : Madame MONBRUN, décision modificative n° 1 au budget annexe d'assainissement.

## 8. Décision Modificative n°1 au budget annexe d'assainissement

*rapporteur : Madame MONBRUN*

**Madame MONBRUN** : Dans les trois délibérations qui vont suivre, nous allons trouver les écritures comptables liées à l'un des deux emprunts toxiques DEXIA renégocié en même temps que l'emprunt pour le terrain du lycée. Se rajoutent d'autres écritures liées à la côte part annuelle de recettes du fonds de soutien que la commune va encaisser suite justement à la renégociation de cet emprunt. Tout ceci aujourd'hui en parfait accord avec la trésorerie. L'emprunt touchant trois budgets assainissement, camping et celui de la commune. Nous commençons par le budget assainissement.

On commence par le remboursement du capital restant dû de l'ancien emprunt DEXIA en section d'investissement soit la somme de 61 832,06 € et en contrepartie bien sur le nouvel emprunt du même montant, puisque nous réempruntons. On emprunte aussi la côte part de l'indemnité de remboursement anticipé de l'emprunt à risque pour un montant de 10 303,81 € mais en section de fonctionnement on retrouve aussi la charge financière. Ces 10 303,81 € sont amortis sur 13 ans d'où la dotation aux amortissements de 792,60 €. Pour finir avec les chiffres nous allons recevoir la somme de 6 223,10 du fonds de soutien pour la sortie de l'emprunt à risque, à part que ce fonds nous sera versé réparti sur 13 ans d'où le montant des 478,70 €.

*Vu le Code général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n° 2016\_14\_04\_D03 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget annexe d'assainissement,*

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- *D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,*
- *D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.*

*Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- ***D'accepter les inscriptions budgétaires suivantes :***

### **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Sens                                | Articles/<br>Chapitres | Libellés                                                        | Dépenses         | Recettes         |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| D                                   | 6681 – 042             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque        | 10 303,81        |                  |
| D                                   | 6862 – 042             | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 792,60           |                  |
| R                                   | 70613 – 70             | Participation pour assainissement collectif                     |                  | 313,90           |
| R                                   | 7681 – 76              | Fonds de soutien – sortie des emprunts à risque                 |                  | 478,70           |
| R                                   | 796 - 042              | Transferts de charges financières                               |                  | 10 303,81        |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> |                        |                                                                 | <b>11 096,41</b> | <b>11 096,41</b> |

### **SECTION D'INVESTISSEMENT**

| Sens | Articles/<br>Chapitres | Libellés               | Dépenses  | Recettes |
|------|------------------------|------------------------|-----------|----------|
| D    | 166 – 041              | Refinancement de dette | 61 832,06 |          |
| D    | 2313 – 23              | Constructions          | 792,60    |          |

|                                       |            |                                        |                  |                  |
|---------------------------------------|------------|----------------------------------------|------------------|------------------|
| D                                     | 4817 – 040 | Pénalités de renégociation de la dette | 10 303,81        |                  |
| R                                     | 1641 – 040 | Emprunts                               |                  | 10 303,81        |
| R                                     | 166 - 041  | Refinancement de dette                 |                  | 61 832,06        |
| R                                     | 4817 - 040 | Pénalités de renégociation de la dette |                  | 792,60           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |            |                                        | <b>72 928,47</b> | <b>72 928,47</b> |

- **D'approuver** la décision modificative n° 1 du Budget annexe d'assainissement.
- **De l'autoriser** à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## VUE D'ENSEMBLE

A1

## EXPLOITATION

|                                 |                                                                      | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|
|                                 | CREDITS D'EXPLOITATION<br>PROPOSES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (1) | 11 096,41                                | 11 096,41                                |
|                                 | +                                                                    | +                                        | +                                        |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)            |                                          |                                          |
|                                 | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION<br>REPORTE (2)                           | (si déficit)                             | (si excédent)                            |
|                                 | =                                                                    | =                                        | =                                        |
|                                 | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION<br>(3)                            | 11 096,41                                | 11 096,41                                |

## INVESTISSEMENT

|                                 |                                                                                                                | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
|                                 | CREDITS D'INVESTISSEMENT<br>PROPOSES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (1) (y compris les comptes 1064<br>et 1068) | 72 928,47                                  | 72 928,47                                  |
|                                 | +                                                                                                              | +                                          | +                                          |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)                                                      |                                            |                                            |
|                                 | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br>SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE<br>(2)                                         | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
|                                 | =                                                                                                              | =                                          | =                                          |
|                                 | TOTAL DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT (3)                                                                    | 72 928,47                                  | 72 928,47                                  |
| <b>TOTAL</b>                    |                                                                                                                |                                            |                                            |
|                                 | TOTAL DU BUDGET (3)                                                                                            | 84 024,88                                  | 84 024,88                                  |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans commission avec deux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après la vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'annulation des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En matière, il s'agit des recettes constatées n'ayant pas donné lieu à l'emission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes constatées n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap.                                             | Libellé                                                       | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3)  |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|---------------------|
| 011                                               | Charges à caractère général                                   | 68 500,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 68 500,00           |
| 012                                               | Charges de personnel et frais assimilés                       | 70 000,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 70 000,00           |
| 014                                               | Atténuations de produits                                      | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 65                                                | Autres charges de gestion courante                            | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                                               | <b>138 500,00</b>             | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>138 500,00</b>   |
| 66                                                | Charges financières                                           | 81 868,44                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 81 868,44           |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                                       | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 022                                               | Dépenses imprévues ( exploitation )                           | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |                                                               | <b>220 368,44</b>             | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>220 368,44</b>   |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement (8)                    | 887 781,58                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 887 781,58          |
| 042                                               | Opérations d'ordre de transfert entre section (6)             | 121 704,23                    | 0,00                       | 17 096,41              |          | 132 800,64          |
| 043                                               | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |                                                               | <b>989 485,81</b>             | <b>0,00</b>                | <b>17 096,41</b>       |          | <b>1 000 582,22</b> |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                               | <b>1 209 854,25</b>           | <b>0,00</b>                | <b>11 096,41</b>       |          | <b>1 220 950,66</b> |

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) 0,00

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES 1 220 950,66

## RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap.                                             | Libellé                                                       | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3) |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|--------------------|
| 013                                               | Atténuations de charges                                       | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| 70                                                | Ventes de produits fabriqués, prestas de service              | 239 000,00                    | 0,00                       | 313,90                 |          | 239 313,90         |
| 74                                                | Subventions d'exploitation                                    | 28 000,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 28 000,00          |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante                           | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                                               | <b>267 000,00</b>             | <b>0,00</b>                | <b>313,90</b>          |          | <b>267 313,90</b>  |
| 76                                                | Produits financiers                                           | 35 507,00                     | 0,00                       | 478,70                 |          | 35 985,70          |
| 77                                                | Produits exceptionnels                                        | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |                                                               | <b>302 507,00</b>             | <b>0,00</b>                | <b>792,60</b>          |          | <b>303 299,60</b>  |
| 042                                               | Opérations d'ordre de transfert entre section (6)             | 30 891,86                     | 0,00                       | 10 303,81              |          | 41 195,67          |
| 043                                               | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |                                                               | <b>30 891,86</b>              | <b>0,00</b>                | <b>10 303,81</b>       |          | <b>41 195,67</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                               | <b>333 398,86</b>             | <b>0,00</b>                | <b>11 096,41</b>       |          | <b>344 495,27</b>  |

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) 876 455,39

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES 1 220 950,66

Pour information :

|                                                                                                 |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (8)</b> | <b>792,60</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondantes à l'exécution des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement de capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote.

(2) Insère en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des personnes morales budgétaires, elle est soumise pour la détermination des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs réalisables de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 - RI 021 - DI 040 - RE 042 - RI 040 - DE 042 - DI 041 - RI 041, DE 043 - RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 au solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= (1)+(2)+(3)) |
|-------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|-----------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 21    | Immobilisations corporelles                        |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 1 849 549,46                  | 0,00                       | 792,60                 |          | 1 850 342,06          |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>1 849 549,46</b>           | <b>0,00</b>                | <b>792,60</b>          |          | <b>1 850 342,06</b>   |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 13    | Subventions d'investissement                       |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 53 090,82                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 53 090,82             |
| 18    | Compte de liaison - affectation (5)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 26    | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 27    | Autres immobilisations financières                 |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 020   | Dépenses imprévues ( investissement )              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>53 090,82</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>53 090,82</b>      |
| 4581  | <b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>   | <b>16 800,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>16 800,00</b>      |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>1 919 440,28</b>           | <b>0,00</b>                | <b>792,60</b>          |          | <b>1 920 232,88</b>   |
| 040   | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 30 897,98                     |                            | 10 303,81              |          | 41 201,79             |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 81 573,92                     |                            | 67 832,06              |          | 149 405,98            |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>112 471,90</b>             |                            | <b>78 135,87</b>       |          | <b>190 607,77</b>     |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>2 031 906,06</b>           | <b>0,00</b>                | <b>72 928,47</b>       |          | <b>2 104 834,53</b>   |

|                                                                |                     |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b> | <b>0,00</b>         |
| <b>=</b>                                                       |                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            | <b>2 104 834,53</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= (1)+(2)+(3)) |
|-------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|-----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       | 12 473,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 12 473,00             |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 105)           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 21    | Immobilisations corporelles                        |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 23    | Immobilisations en cours                           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>12 473,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>12 473,00</b>      |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 18    | Compte de liaison - affectation (5)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 26    | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 81 573,92                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 81 573,92             |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>81 573,92</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>81 573,92</b>      |
| 4582  | <b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>   | <b>16 800,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>16 800,00</b>      |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>110 846,92</b>             | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>110 846,92</b>     |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)          | 857 781,58                    |                            | 0,00                   |          | 857 781,58            |
| 040   | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 121 704,23                    |                            | 11 098,41              |          | 132 802,64            |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 87 573,92                     |                            | 67 832,06              |          | 155 405,98            |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>1 067 059,73</b>           |                            | <b>78 930,47</b>       |          | <b>1 145 990,20</b>   |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>1 181 906,65</b>           | <b>0,00</b>                | <b>72 928,47</b>       |          | <b>1 254 835,12</b>   |

|                                                                |                     |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>849 999,41</b>   |
| <b>=</b>                                                       |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            | <b>2 104 834,53</b> |

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|                                                                                         |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (8)</b> | <b>792,60</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|

(1) Cf. Modalités de vote.

(2) Inscrire en cas de report des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 003 - RI 021 ; DI 040 - RI 042 - RI 040 - DE 042 ; DI 041 - RI 041 ; DE 043 - RE 043.

(5) A saisir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recette, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexes IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un affecté du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 au solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.



|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)**

| EXPLOITATION                           |                                            | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|----------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| 011                                    | Charges à caractère général                | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 012                                    | Charges de personnel et frais assimilés    | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 014                                    | Atténuations de produits                   | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 65                                     | Autres charges de gestion courante         | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 66                                     | Charges financières                        | 0,00                   | 10 303,81              | 10 303,81        |
| 67                                     | Charges exceptionnelles                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 68                                     | Dotations aux amortissements et provisions | 0,00                   | 792,60                 | 792,60           |
| 022                                    | Dépenses imprévues ( exploitation )        | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 023                                    | Virement à la section d'investissement     |                        | 0,00                   | 0,00             |
| <b>Dépenses d'exploitation - Total</b> |                                            | <b>0,00</b>            | <b>11 096,41</b>       | <b>11 096,41</b> |

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|------------------------------------|------|

|                                                   |                  |
|---------------------------------------------------|------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>11 096,41</b> |
|---------------------------------------------------|------------------|

| INVESTISSEMENT                           |                                                     | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 13                                       | Subventions d'investissement                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 16                                       | Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)       | 0,00                   | 61 832,08              | 61 832,08        |
| 18                                       | Compte de liaison : affectation                     | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (6)                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (6)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (6)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 23                                       | Immobilisations en cours (6)                        | 792,60                 | 0,00                   | 792,60           |
| 26                                       | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 45..                                     | Total des opérations pour compte de tiers (7)       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 481                                      | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 10 303,81              | 10 303,81        |
| 020                                      | Dépenses imprévues ( investissement )               | 0,00                   |                        | 0,00             |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |                                                     | <b>792,60</b>          | <b>72 135,87</b>       | <b>72 928,47</b> |

|                                                     |      |
|-----------------------------------------------------|------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|-----------------------------------------------------|------|

|                                                     |                  |
|-----------------------------------------------------|------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>72 928,47</b> |
|-----------------------------------------------------|------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de réajuster les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 48.  
(5) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.  
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe M-A7).

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)**

|     | EXPLOITATION                                                     | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|-----|------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| 013 | Atténuations de charges                                          | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 70  | Ventes de produits fabriqués, prestat* de services, marchandises | 313,90                 |                        | 313,90           |
| 74  | Subventions d'exploitation                                       | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 75  | Autres produits de gestion courante                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 76  | Produits financiers                                              | 478,70                 | 0,00                   | 478,70           |
| 77  | Produits exceptionnels                                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 79  | Transferts de charges                                            |                        | 10 303,81              | 10 303,81        |
|     | <b>Recettes d'exploitation - Total</b>                           | <b>792,60</b>          | <b>10 303,81</b>       | <b>11 096,41</b> |

|   |                                           |             |
|---|-------------------------------------------|-------------|
| + | <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------------------------------------|-------------|

|   |                                                   |                  |
|---|---------------------------------------------------|------------------|
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>11 096,41</b> |
|---|---------------------------------------------------|------------------|

|     | INVESTISSEMENT                                      | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL            |
|-----|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| 13  | Subventions d'investissement                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.)  | 0,00                   | 72 135,87              | 72 135,87        |
| 18  | Compte de liaison - affectation                     | 0,00                   |                        | 0,00             |
| 20  | Immobilisations incorporelles (5)                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 21  | Immobilisations corporelles (5)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (5)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 23  | Immobilisations en cours (5)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 26  | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 27  | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00             |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 792,60                 | 792,60           |
| 021 | Virement de la section d'exploitation               |                        | 0,00                   | 0,00             |
|     | <b>Recettes d'investissement - Total</b>            | <b>0,00</b>            | <b>72 928,47</b>       | <b>72 928,47</b> |

|   |                                                            |             |
|---|------------------------------------------------------------|-------------|
| + | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|------------------------------------------------------------|-------------|

|   |                                    |             |
|---|------------------------------------|-------------|
| + | <b>AFFECTATION AUX COMPTES 166</b> | <b>0,00</b> |
|---|------------------------------------|-------------|

|   |                                                     |                  |
|---|-----------------------------------------------------|------------------|
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>72 928,47</b> |
|---|-----------------------------------------------------|------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Se la règle applicable le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A/1).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M.01, en M.03 et en M.04.

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>A1</b>  |

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                            | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 011              | <b>Charges à caractère général (5)(6)</b>                                                              | <b>68 500,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 6061             | Fournitures non stockables (eau, énergie...)                                                           | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6068             | Autres matières et fournitures                                                                         |                                         | 0,00                        |                                        |
| 611              | Sous-traitance générale                                                                                | 30 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 612              | Ratévances de crédit-bail                                                                              | 4 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 61528            | Entretien et réparations autres biens immobiliers                                                      | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 617              | Etudes et recherches                                                                                   | 20 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 623              | Publicité, publications, relations publiques                                                           | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 628              | Divers                                                                                                 | 6 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 012              | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b>                                                         | <b>70 000,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 621              | Personnel extérieur au service                                                                         | 70 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 014              | <b>Atténuations de produits (7)</b>                                                                    |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 65               | <b>Autres charges de gestion courante</b>                                                              |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a) = (011+012+014+65)</b>                             | <b>138 500,00</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 66               | <b>Charges financières (b)(8)</b>                                                                      | <b>81 868,44</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 66111            | Intérêts réglés à l'échéance                                                                           | 83 632,21                               | 0,00                        |                                        |
| 66112            | Intérêts - Rattachement des ICNE (8)                                                                   | -1 763,77                               | 0,00                        |                                        |
| 67               | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                                                                     |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 022              | <b>Dépenses imprévues ( exploitation ) (f)</b>                                                         |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>                                                        | <b>220 368,44</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 023              | <b>Virement à la section d'investissement</b>                                                          | <b>867 781,58</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 042              | <b>Opérations d'ordre de transfert entre section (11)(12)</b>                                          | <b>121 704,23</b>                       | <b>11 096,41</b>            |                                        |
| 6681             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque                                               |                                         | 10 303,81                   |                                        |
| 6811             | Dotations aux amortissements immos corporelles et incorp                                               | 121 704,23                              | 0,00                        |                                        |
| 6862             | Dotations aux amort. des charges financières à répartir                                                |                                         | 792,60                      |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                             | <b>989 485,81</b>                       | <b>11 096,41</b>            |                                        |
| 043              | <b>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitati</b>                                     |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>                                                                      | <b>989 485,81</b>                       | <b>11 096,41</b>            |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total<br/>des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>1 209 854,25</b>                     | <b>11 096,41</b>            |                                        |

|   |                                                   |                  |
|---|---------------------------------------------------|------------------|
| + | <b>RESTES A REALISER 2015 (13)</b>                | <b>0,00</b>      |
| + | <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>    | <b>0,00</b>      |
| = | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>11 096,41</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                                                                                       | Libellé (1)                                                               | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 013                                                                                                    | Atténuations de charges                                                   |                                         | 0,00                        |                                        |
| 70                                                                                                     | Ventes de produits fabriqués, prestat <sup>r</sup> de services, mar       | 239 000,00                              | 313,90                      |                                        |
| 70611                                                                                                  | Redevance d'assainissement collectif                                      | 170 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 70613                                                                                                  | Participations pour assainissement collectif                              | 65 000,00                               | 313,90                      |                                        |
| 7062                                                                                                   | Redevances d'assainissement non collectif                                 | 4 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 74                                                                                                     | Subventions d'exploitation                                                | 28 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74                                                                                                     | Subventions d'exploitation                                                | 28 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 75                                                                                                     | Autres produits de gestion courante                                       |                                         | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a) = (70+74+75+013)</b>                               |                                                                           | <b>267 000,00</b>                       | <b>313,90</b>               |                                        |
| 76                                                                                                     | Produits financiers (b)                                                   | 35 507,00                               | 478,70                      |                                        |
| 7681                                                                                                   | Fonds de soutien - Sortie des emprunts à risque                           |                                         | 478,70                      |                                        |
| 7688                                                                                                   | Autres produits financiers                                                | 35 507,00                               | 0,00                        |                                        |
| 77                                                                                                     | Produits exceptionnels (c)                                                |                                         | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>                                                            |                                                                           | <b>302 507,00</b>                       | <b>792,60</b>               |                                        |
| 042                                                                                                    | Opérations d'ordre de transfert entre section (8)                         | 30 891,86                               | 10 303,81                   |                                        |
| 777                                                                                                    | Quote-part des subvent <sup>r</sup> d'inv. virées au résultat de l'exerci | 30 891,86                               | 0,00                        |                                        |
| 796                                                                                                    | Transferts de charges financières                                         |                                         | 10 303,81                   |                                        |
| 043                                                                                                    | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitat                |                                         | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>                                                                      |                                                                           | <b>30 891,86</b>                        | <b>10 303,81</b>            |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total<br/>des opérations réelles et d'ordre)</b> |                                                                           | <b>333 398,86</b>                       | <b>11 096,41</b>            |                                        |

|                                                   |           |
|---------------------------------------------------|-----------|
| +                                                 |           |
| <b>RESTES A REALISER 2015 (10)</b>                | 0,00      |
| +                                                 |           |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>    | 0,00      |
| =                                                 |           |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | 11 096,41 |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) Cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cet article n'existe pas en M99.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M11, M43 et M44.

(7) Si la région applique le régime des provisions sous-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RC 042 - DI 040, RC 043 - DC 043.

(9) Si la région a opté pour les provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                           | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 20               | Immobilisations incorporelles (hors opérations)                                                       |                                         | 0,00                        |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles (hors opérations)                                                         |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2156             | Matériel spécifique d'exploitation                                                                    |                                         | 0,00                        |                                        |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
| 23               | Immobilisations en cours (hors opérations)                                                            | 1 849 549,46                            | 792,60                      |                                        |
| 2313             | Constructions                                                                                         | 591 655,16                              | 792,60                      |                                        |
| 2315             | Installations, matériel et outillage techniques                                                       | 1 257 894,30                            | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                                                                | <b>1 849 549,46</b>                     | <b>792,60</b>               |                                        |
| 16               | Emprunts et dettes assimilées                                                                         | 53 090,82                               | 0,00                        |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                                                                     | 53 090,82                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses financières</b>                                                                 | <b>53 090,82</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 458104           | Opé. pour compte de tiers n° 04 (6)                                                                   | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458105           | Opé. pour compte de tiers n° 05 (6)                                                                   | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458106           | Opé. pour compte de tiers n° 06 (6)                                                                   | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458107           | Opé. pour compte de tiers n° 07 (6)                                                                   | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>                                           | <b>16 800,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE</b>                                                           | <b>1 919 440,28</b>                     | <b>792,60</b>               |                                        |
| 040              | Opérations d'ordre de transfert entre sections (7)                                                    | 30 891,86                               | 10 303,81                   |                                        |
|                  | Reprises sur autofinancement antérieur                                                                | 30 891,86                               | 0,00                        |                                        |
| 1391             | Subventions d'équipement                                                                              | 30 460,89                               | 0,00                        |                                        |
| 13933            | P.A.E.                                                                                                | 410,98                                  | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Charges transférées</b>                                                                            |                                         | <b>10 303,81</b>            |                                        |
| 4817             | Pénalités de renégociation de la dette                                                                |                                         | 10 303,81                   |                                        |
| 041              | Opérations patrimoniales (9)                                                                          | 81 573,92                               | 61 832,06                   |                                        |
| 166              | Refinancement de dette                                                                                |                                         | 61 832,06                   |                                        |
| 2762             | Créances sur transfert de droits à déduction de TVA                                                   | 81 573,92                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                           | <b>112 465,78</b>                       | <b>72 135,87</b>            |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des dépenses réelles et d'ordre) | <b>2 031 906,06</b>                     | <b>72 928,47</b>            |                                        |
|                  |                                                                                                       |                                         |                             | +                                      |
|                  | <b>RESTES A REALISER 2015 (10)</b>                                                                    |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  |                                                                                                       |                                         |                             | +                                      |
|                  | <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>                                       |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  |                                                                                                       |                                         |                             | =                                      |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>                                                   |                                         | <b>72 928,47</b>            |                                        |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de forçage doit être porté uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état B13 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE, 042.

(8) Le compte 15\_2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la région applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = R, 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats).

B4-1-3-B1

|                                                       |            |
|-------------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>B2</b>  |

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                            | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 13               | Subventions d'investissement (hors 138)                                                                | 12 473,00                               | 0,00                        |                                        |
| 131              | Subventions d'équipement                                                                               | 12 473,00                               | 0,00                        |                                        |
| 16               | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)                                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
| 20               | Immobilisations incorporelles                                                                          |                                         | 0,00                        |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles                                                                            |                                         | 0,00                        |                                        |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation                                                                  |                                         | 0,00                        |                                        |
| 23               | Immobilisations en cours                                                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>                                                                 | <b>12 473,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 27               | Autres immobilisations financières                                                                     | 81 573,92                               | 0,00                        |                                        |
| 2762             | Créances sur transfert de droits à déduction de TVA                                                    | 81 573,92                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes financières</b>                                                                  | <b>81 573,92</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 458204           | Opé. pour compte de tiers n° 04 (5)                                                                    | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458205           | Opé. pour compte de tiers n° 05 (5)                                                                    | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458206           | Opé. pour compte de tiers n° 06 (5)                                                                    | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 458207           | Opé. pour compte de tiers n° 07 (5)                                                                    | 4 200,00                                | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>                                            | <b>16 800,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>                                                                          | <b>110 846,92</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 021              | Virement de la section d'exploitation                                                                  | 867 781,58                              | 0,00                        |                                        |
| 040              | Opérations d'ordre de transfert entre sections (6)                                                     | 121 704,23                              | 11 096,41                   |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                                                                      |                                         | 10 303,81                   |                                        |
| 2803             | Frais d'études, de recherche et de développ. et frais d'inserti                                        |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2813             | Constructions                                                                                          | 52 674,82                               | 0,00                        |                                        |
| 28156            | Matériel spécifique d'exploitation                                                                     | 1 549,96                                | 0,00                        |                                        |
| 28158            | Autres                                                                                                 | 62 028,72                               | 0,00                        |                                        |
| 2818             | Autres immobilisations corporelles                                                                     | 5 450,73                                | 0,00                        |                                        |
| 4817             | Pénalités de renégociation de la dette                                                                 |                                         | 792,60                      |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION<br/>D'EXPLOITATION</b>                               | <b>989 485,81</b>                       | <b>11 096,41</b>            |                                        |
| 041              | Opérations patrimoniales (8)                                                                           | 81 573,92                               | 61 832,06                   |                                        |
| 166              | Refinancement de dette                                                                                 |                                         | 61 832,06                   |                                        |
| 2315             | Installations, matériel et outillage techniques                                                        | 81 573,92                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                            | <b>1 071 059,73</b>                     | <b>72 928,47</b>            |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des opérations réelles et ordres) | <b>1 181 906,65</b>                     | <b>72 928,47</b>            |                                        |

|                                                                |                  |
|----------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>RESTES A REALISER 2015 (9)</b>                              | <b>0,00</b>      |
| +                                                              |                  |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b> | <b>0,00</b>      |
| =                                                              |                  |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            | <b>72 928,47</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.  
(2) Cf. I - Modalités de vote.  
(3) Pire restes à réaliser.  
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.  
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, IR 040 - DR 042.  
(7) Si la région applique le régime des provisions budgétaires.  
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DR 041 - IR 041.  
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES  
 ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE  
 REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Organisme prêteur ou<br>chef de file  | Date de<br>signature | Date<br>d'émission<br>ou date de<br>mobilisation | Date du<br>premier<br>remb. | Nominal (2)         | Type de<br>taux<br>d'intérêt<br>(3) | Index<br>(4) | Taux initial                               |                                      | Devise | Périodicité<br>des<br>rembourse-<br>ments (6) | Profil<br>d'amortissement<br>(7) | Possibilité de<br>rembour-<br>sement<br>anticipé partiel<br>O/N | Catégorie<br>d'emprunt<br>(8) |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|-------------------------------------|--------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|--------|-----------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------|
|                                                              |                                       |                      |                                                  |                             |                     |                                     |              | Niveau<br>de taux<br>actua-<br>riel<br>(5) | Taux<br>de<br>taux<br>actua-<br>riel |        |                                               |                                  |                                                                 |                               |
| 164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)       |                                       |                      |                                                  |                             | 2 330 777,81        |                                     |              |                                            |                                      |        |                                               |                                  |                                                                 |                               |
| 1641 Emprunts en euros (Total)                               |                                       |                      |                                                  |                             | 2 330 777,81        |                                     |              |                                            |                                      |        |                                               |                                  |                                                                 |                               |
| 83720900342                                                  | CREDIT AGRICOLE NORD<br>MIDI PYRENEES | 15/08/2007           |                                                  | 15/03/2008                  | 2 200 000,00 F      |                                     |              | 4,25                                       | 4,4346                               | A      | V                                             |                                  | N                                                               | A-1                           |
| 260564                                                       | EDFMA CREDIT LOCAL                    | 27/04/2010           |                                                  | 01/04/2011                  | 87 841,84 F         |                                     | 100 EUR      | 3,75                                       | 3,20126                              | A      | X                                             |                                  | N                                                               | E-3                           |
| 34092-01                                                     | SE-E                                  | 21/01/2014           |                                                  | 07/04/2016                  | 79 135,87 F         |                                     |              | 3,15                                       | 3,25156                              | A      | X                                             |                                  | N                                                               | A-1                           |
| <b>Total général</b>                                         |                                       |                      |                                                  |                             | <b>2 330 777,81</b> |                                     |              |                                            |                                      |        |                                               |                                  |                                                                 |                               |

(1) : Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.  
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.  
 (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable à terme ; C : convertible fixe-à-échéance en taux variable qui n'est pas seulement défini comme le simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.  
 (4) Mécanisme de ou des types d'index (ex : Euro3 mois).  
 (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.  
 (6) Indiquer le mode de remboursement : A : annuités ; M : mensuels ; B : trimestriels ; T : trimestriels ; X autre.  
 (7) Indiquer le mode d'amortissement : A : par annuités ; P : par intérêts et principal ; C : par intérêts.  
 (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 est la classification des emprunts émis en application de la circulaire BOCP 01/00/71C du 25 Juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales.

**IV - ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE**  
**REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)**

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)  | Couverture ?<br>O/N<br>(10) | Montant<br>couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle (11) | Capital restant<br>dû au<br>01/01/2016 | Durée résiduelle<br>(en années) | Taux d'intérêt       |            |                                                                    | Annuités de l'exercice |                           | ICNE 08<br>Exercice |                          |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------|----------------------|------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------|
|                                                               |                             |                    |                                                                  |                                        |                                 | Type de<br>taux (12) | Index (13) | Niveau de<br>taux d'intérêt à<br>la date de vote<br>du budget (14) | Capital                | Charges<br>d'intérêt (15) |                     | Intérêts<br>parqués (16) |
|                                                               |                             |                    |                                                                  |                                        |                                 |                      |            |                                                                    |                        |                           |                     |                          |
| <b>164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)</b> |                             |                    |                                                                  |                                        |                                 |                      |            |                                                                    |                        |                           |                     |                          |
| 1641 Emprunts en euros (161)                                  |                             | 0,00               |                                                                  | 1 880 359,42                           |                                 |                      |            |                                                                    | 53 092,81              | 83 832,22                 | 0,00                | 81 188,39                |
| 8372096342                                                    |                             | 0,00               |                                                                  | 1 888 200,42                           |                                 |                      |            |                                                                    | 53 092,81              | 83 832,22                 | 0,00                | 81 188,39                |
| 203564                                                        | N                           | 0,00               |                                                                  | 1 827 987,34                           | 20,67                           | F                    | 4,4944     |                                                                    | 51 608,60              | 81 277,60                 | 0,00                | 59 636,00                |
| 203564                                                        | N                           | 0,00               |                                                                  | 61 832,08                              | 0,00                            | C                    | CMS EUR    | 3,20738                                                            | 0,00                   | 1 075,00                  | 0,00                | 0,00                     |
| 203564-01                                                     | N                           | 0,00               |                                                                  | 0,00                                   | 21,75                           | F                    | 3,25185    |                                                                    | 2 484,13               | 383,52                    | 0,00                | 1 898,49                 |
| <b>Total général</b>                                          |                             | 0,00               |                                                                  | 1 880 359,42                           |                                 |                      |            |                                                                    | 53 092,81              | 83 832,22                 | 0,00                | 81 188,39                |

(10) Si aucun des emprunts assortis d'une ligne de budgèment, il leur sera reporté le remboursement au capital de la dette inférieure pour l'exercice correspondant au versement effectif.  
 (11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau ci-dessus des opérations de couverture.  
 (12) Catégorie d'emprunt. Esquisse A-1) la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IODE-01/07/10 du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales.  
 (13) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable annuel ; C : composite (préfixe à dire un taux variable qui s'ajoute par exemple à un taux fixe ou à un taux variable à terme).  
 (14) Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget.  
 (15) Les opérations de couverture éventuelles, s'agissant d'un niveau de taux, pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.  
 (16) Indiquer les intérêts parqués à l'échéance (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et capitalisés à l'exercice 08.  
 (17) Indiquer les intérêts parqués au titre de l'échange et capitalisés au 31/12.

**Monsieur le Maire** : Bien peut-on faire ainsi ? je vous consulte. Oui. Merci.

**La délibération suivante est adoptée :**



**Délibération n° 2016\_07\_D09****Objet : Décision modificative n° 1 au budget annexe d'assainissement**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération n° 2016\_14\_04\_D03 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget annexe d'assainissement,

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,
- D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** les inscriptions budgétaires suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Sens                                | Articles/<br>Chapitres | Libellés                                                        | Dépenses         | Recettes         |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| D                                   | 6681 – 042             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque        | 10 303,81        |                  |
| D                                   | 6862 – 042             | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 792,60           |                  |
| R                                   | 70613 – 70             | Participation pour assainissement collectif                     |                  | 313,90           |
| R                                   | 7681 – 76              | Fonds de soutien – sortie des emprunts à risque                 |                  | 478,70           |
| R                                   | 796 - 042              | Transferts de charges financières                               |                  | 10 303,81        |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> |                        |                                                                 | <b>11 096,41</b> | <b>11 096,41</b> |

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

| Sens                                  | Articles/<br>Chapitres | Libellés                               | Dépenses         | Recettes         |
|---------------------------------------|------------------------|----------------------------------------|------------------|------------------|
| D                                     | 166 – 041              | Refinancement de dette                 | 61 832,06        |                  |
| D                                     | 2313 – 23              | Constructions                          | 792,60           |                  |
| D                                     | 4817 – 040             | Pénalités de renégociation de la dette | 10 303,81        |                  |
| R                                     | 1641 – 040             | Emprunts                               |                  | 10 303,81        |
| R                                     | 166 - 041              | Refinancement de dette                 |                  | 61 832,06        |
| R                                     | 4817 - 040             | Pénalités de renégociation de la dette |                  | 792,60           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                        |                                        | <b>72 928,47</b> | <b>72 928,47</b> |

- **Approuve** la décision modificative n° 1 du Budget annexe d'assainissement.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Monsieur DAIME pareil, donc madame MONBRUN vous en a parlé.

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>9. Décision Modificative n°1 au budget annexe du Complexe hôtelier de plein air</b><br/> <i>rapporteur : Monsieur DAIME</i></p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Monsieur DAIME** : C'est exactement la même chose sur la partie hôtellerie de plein air. Ca concerne le refinancement de la dette, vous avez en section d'investissement 1 622 060,75 € et on le retrouve dans les recettes à même hauteur puisqu'on a évidemment emprunté la même somme plus un emprunt de 270 303,35 € qui correspond aux pénalités que nous avons eu sur le remboursement du prêt du capital restant dû.

Nous avons d'autres écritures qui vont concerner la restitution de la cuve de gaz, ce sont les 1 300 € que l'on va retrouver en recettes au niveau des dépôts et cautionnement versés en sections d'investissement mais que l'on va retrouver aussi en dépenses sur les titres annulés et les valeurs comptables sur la partie dépenses en section de fonctionnement.

Après nous avons, comme dans le cas évoqué précédemment, la dotation du fonds de soutien de sortie de l'emprunt à risque 12 563,48 €, ce fonds de soutien correspond à ce que l'on touche pendant 13 ans en compensation des pénalités que nous avons eu sur le remboursement du principal de la dette que nous avons remboursé.

*Vu le Code général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la délibération n° 2016\_14\_04\_D06 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget annexe du complexe hôtelier de plein air,*

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,
- D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.
- Procéder à la sortie de l'inventaire de la cuve de gaz suite à un changement de prestataire,
- De procéder à un virement de crédit du chapitre 21 au chapitre 20.

**Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,**

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** les inscriptions budgétaires suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Sens | Articles/<br>Chapitres | Libellés                                                        | Dépenses   | Recettes   |
|------|------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------|------------|
| D    | 6681 - 042             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque        | 270 303,35 |            |
| D    | 673 – 67               | Titres annulés sur exercices antérieurs                         | - 1 300,00 |            |
| D    | 675 – 042              | Valeurs comptables des immobilisations cédées                   | 1 300,00   |            |
| D    | 6862 - 042             | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 20 792,57  |            |
| R    | 706 – 70               | Prestations de services                                         |            | 8 229,09   |
| R    | 7681 – 76              | Fonds de soutien sortie emprunt à risque                        |            | 12 563,48  |
| R    | 796 – 042              | Transfert de charges financières                                |            | 270 303,35 |

|                                     |                   |                   |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> | <b>291 095,92</b> | <b>291 095,92</b> |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

| <b>Sens</b>                           | <b>Articles/<br/>Chapitres</b> | <b>Libellés</b>                                                        | <b>Dépenses</b>     | <b>Recettes</b>     |
|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| D                                     | 166 – 041                      | Refinancement de la dette                                              | 1 622 060,75        |                     |
| D                                     | 2188 – 21                      | Autres                                                                 | 22 092,57           |                     |
| D                                     | 4817 – 040                     | Pénalités de renégociation de la dette                                 | 270 303,35          |                     |
| D                                     | 2135 - 21                      | Installations générales, agencements,<br>aménagement des constructions | - 100,00            |                     |
| D                                     | 2051 - 20                      | Concessions et droits similaires                                       | 100,00              |                     |
| R                                     | 1641 – 040                     | Emprunts                                                               |                     | 270 303,35          |
| R                                     | 166 – 041                      | Refinancement de dette                                                 |                     | 1 622 060,75        |
| R                                     | 275 – 040                      | Dépôts et cautionnements versés                                        |                     | 1 300,00            |
| R                                     | 4817 – 040                     | Pénalités de renégociation de la dette                                 |                     | 20 792,57           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                                |                                                                        | <b>1 914 456,67</b> | <b>1 914 456,67</b> |

- **D'approuver** la décision modificative n° 1 du Budget annexe du complexe hôtelier de plein air,
- **De l'autoriser** à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## VUE D'ENSEMBLE

A1

## EXPLOITATION

|                                 |                                                                      | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|
|                                 | CREDITS D'EXPLOITATION<br>PROPOSES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (1) | 291 095,92                               | 291 095,92                               |
|                                 | +                                                                    | +                                        | +                                        |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)            |                                          |                                          |
|                                 | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION<br>REPORTE (2)                           | (si déficit)                             | (si excédent)                            |
|                                 | =                                                                    | =                                        | =                                        |
|                                 | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION<br>(3)                            | 291 095,92                               | 291 095,92                               |

## INVESTISSEMENT

|                                 |                                                                                                                | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
|                                 | CREDITS D'INVESTISSEMENT<br>PROPOSES AU TITRE DU PRESENT<br>BUDGET (1) (y compris les comptes 1064<br>et 1068) | 1 914 456,67                               | 1 914 456,67                               |
|                                 | +                                                                                                              | +                                          | +                                          |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)                                                      |                                            |                                            |
|                                 | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br>SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE<br>(2)                                         | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
|                                 | =                                                                                                              | =                                          | =                                          |
|                                 | TOTAL DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT (3)                                                                    | 1 914 456,67                               | 1 914 456,67                               |
| <b>TOTAL</b>                    |                                                                                                                |                                            |                                            |
|                                 | TOTAL DU BUDGET (3)                                                                                            | 2 205 552,59                               | 2 205 552,59                               |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A venir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent.

En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandonnées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap.                                             | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3) |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|--------------------|
| 011                                               | Charges à caractère général                        | 115 308,85                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 115 308,85         |
| 012                                               | Charges de personnel et frais assimilés            | 60 200,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 60 200,00          |
| 014                                               | Atténuations de produits                           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| 85                                                | Autres charges de gestion courante                 | 20 950,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 20 950,00          |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                                    | <b>196 458,85</b>             | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>196 458,85</b>  |
| 96                                                | Charges financières                                | 60 264,26                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 60 264,26          |
| 67                                                | Charges exceptionnelles                            | 38 691,00                     | 0,00                       | -1 300,00              |          | 37 391,00          |
| 69                                                | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)          |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| 022                                               | Dépenses imprévues ( fonctionnement )              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |                                                    | <b>295 414,11</b>             | <b>0,00</b>                | <b>-1 300,00</b>       |          | <b>294 114,11</b>  |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement (6)         |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00               |
| 042                                               | Opérations d'ordre de transfert entre section (6)  | 47 886,63                     |                            | 292 395,92             |          | 340 282,55         |
| 043                                               | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'o |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |                                                    | <b>47 886,63</b>              |                            | <b>292 395,92</b>      |          | <b>340 282,55</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                    | <b>343 300,74</b>             | <b>0,00</b>                | <b>291 095,92</b>      |          | <b>634 396,66</b>  |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

634 396,66

## RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap.                                             | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3) |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|--------------------|
| 013                                               | Atténuations de charges                            |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| 70                                                | Ventes de produits fabriqués, prestas* de servic   | 259 000,00                    | 0,00                       | 8 229,09               |          | 267 229,09         |
| 74                                                | Subventions d'exploitation                         |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante                | 10,00                         | 0,00                       | 0,00                   |          | 10,00              |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                                    | <b>259 010,00</b>             | <b>0,00</b>                | <b>8 229,09</b>        |          | <b>267 239,09</b>  |
| 76                                                | Produits financiers                                |                               | 0,00                       | 12 563,48              |          | 12 563,48          |
| 77                                                | Produits exceptionnels                             |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |                                                    | <b>259 010,00</b>             | <b>0,00</b>                | <b>20 792,57</b>       |          | <b>279 802,57</b>  |
| 042                                               | Opérations d'ordre de transfert entre section (6)  | 13 838,89                     |                            | 270 303,35             |          | 284 142,24         |
| 043                                               | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'o |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00               |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |                                                    | <b>13 838,89</b>              |                            | <b>270 303,35</b>      |          | <b>284 142,24</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                    | <b>272 848,89</b>             | <b>0,00</b>                | <b>291 095,92</b>      |          | <b>563 944,81</b>  |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

70 451,85

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

634 396,66

Pour information :

|                                                                                        |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT (8) | 22 092,57 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si le régime applique le régime des provisions non-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 85.

(6) DE 023 - RE 021, DI 040 - RE 042 - R0 040 - DE 042, DI 041 - R0 041, DE 043 - RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M61, M63 et M44.

(8) Somme de l'opération DE 021 + DE 042 - RE 042 ou soit de l'opération R0 021 + R0 040 - DI 040.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                                   | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3)  |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|---------------------|
| 20                                                      | Immobilisations incorporelles                      |                               | 0,00                       | 100,00                 |          | 100,00              |
| 21                                                      | Immobilisations corporelles                        | 66 420,31                     | 0,00                       | 21 992,57              |          | 66 412,88           |
| 22                                                      | Immobilisations reçues en affectation              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 23                                                      | Immobilisations en cours                           | 10 000,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 10 000,00           |
|                                                         | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>76 420,31</b>              | <b>0,00</b>                | <b>22 092,57</b>       |          | <b>98 512,88</b>    |
| 21                                                      | Immobilisations corporelles                        |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 10                                                      | Dotations, fonds divers et réserves                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 13                                                      | Subventions d'investissement                       |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 16                                                      | Emprunts et dettes assimilées                      | 65 166,89                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 65 166,89           |
| 18                                                      | Compte de liaison : affectation (5)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 26                                                      | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 27                                                      | Autres immobilisations financières                 |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 020                                                     | Dépenses imprévues ( investissement )              |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00                |
|                                                         | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>65 166,89</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>65 166,89</b>    |
| 4581                                                    | Total des op. pour le compte de tiers (6)          |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
|                                                         | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>141 587,20</b>             | <b>0,00</b>                | <b>22 092,57</b>       |          | <b>163 679,77</b>   |
| 040                                                     | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 13 838,69                     |                            | 270 303,35             |          | 284 142,04          |
| 041                                                     | Opérations patrimoniales (4)                       |                               |                            | 1 622 060,75           |          | 1 622 060,75        |
|                                                         | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>13 838,69</b>              |                            | <b>1 892 364,10</b>    |          | <b>1 906 202,99</b> |
|                                                         | <b>TOTAL</b>                                       | <b>155 426,09</b>             | <b>0,00</b>                | <b>1 914 456,67</b>    |          | <b>2 069 882,76</b> |
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1) |                                                    |                               |                            |                        |          | 0,00                |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>     |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>2 069 882,76</b> |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                                   | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3)  |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|---------------------|
| 13                                                      | Subventions d'investissement                       | 18 397,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 18 397,00           |
| 16                                                      | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 20                                                      | Immobilisations incorporelles                      |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 21                                                      | Immobilisations corporelles                        |                               | 0,00                       | 3,00                   |          | 0,00                |
| 22                                                      | Immobilisations reçues en affectation              |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 23                                                      | Immobilisations en cours                           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
|                                                         | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>18 397,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>18 397,00</b>    |
| 10                                                      | Dotations, fonds divers et réserves                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 18                                                      | Compte de liaison : affectation (5)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 26                                                      | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
| 27                                                      | Autres immobilisations financières                 |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
|                                                         | <b>Total des recettes financières</b>              |                               | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>0,00</b>         |
| 4582                                                    | Total des op. pour le compte de tiers (6)          |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                |
|                                                         | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>18 397,00</b>              | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>18 397,00</b>    |
| 021                                                     | Virement de la section d'exploitation (4)          |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00                |
| 040                                                     | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 47 886,63                     |                            | 292 395,92             |          | 340 282,55          |
| 041                                                     | Opérations patrimoniales (4)                       |                               |                            | 1 622 060,75           |          | 1 622 060,75        |
|                                                         | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>47 886,63</b>              |                            | <b>1 914 456,67</b>    |          | <b>1 962 343,30</b> |
|                                                         | <b>TOTAL</b>                                       | <b>66 283,63</b>              | <b>0,00</b>                | <b>1 914 456,67</b>    |          | <b>1 980 740,30</b> |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) |                                                    |                               |                            |                        |          | 89 142,46           |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>     |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>2 069 882,76</b> |

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'exécution des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement de capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|                                                                                         |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (8)</b> | <b>22 092,57</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

(1) Cf. Modalités de vote.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DE 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

## 1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

|     | EXPLOITATION                               | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|
| 011 | Charges à caractère général                | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés    | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 014 | Atténuations de produits                   | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 66  | Charges financières                        | 0,00                   | 270 303,35             | 270 303,35        |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | -1 300,00              | 1 300,00               | 0,00              |
| 68  | Dotations aux amortissements et provisions | 0,00                   | 20 792,57              | 20 792,57         |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)  | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 022 | Dépenses imprévues ( fonctionnement )      | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 023 | Virement à la section d'investissement     |                        | 0,00                   | 0,00              |
|     | <b>Dépenses d'exploitation - Total</b>     | <b>-1 300,00</b>       | <b>292 395,92</b>      | <b>291 095,92</b> |

+

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|------------------------------------|------|

=

|                                                   |                   |
|---------------------------------------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>291 095,92</b> |
|---------------------------------------------------|-------------------|

|     | INVESTISSEMENT                                      | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|-----|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 13  | Subventions d'investissement                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 16  | Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)       | 0,00                   | 1 622 060,75           | 1 622 060,75        |
| 18  | Compte de liaison : affectation                     | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20  | Immobilisations incorporelles (6)                   | 100,00                 | 0,00                   | 100,00              |
| 21  | Immobilisations corporelles (6)                     | 21 992,57              | 0,00                   | 21 992,57           |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (6)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23  | Immobilisations en cours (6)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 26  | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27  | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 45  | Total des opérations pour compte de tiers (7)       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 270 303,35             | 270 303,35          |
| 020 | Dépenses imprévues ( investissement )               | 0,00                   |                        | 0,00                |
|     | <b>Dépenses d'investissement - Total</b>            | <b>22 092,57</b>       | <b>1 892 364,10</b>    | <b>1 914 456,67</b> |

+

|                                                     |      |
|-----------------------------------------------------|------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|-----------------------------------------------------|------|

=

|                                                     |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>1 914 456,67</b> |
|-----------------------------------------------------|---------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir titre des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre résulte des IM 48.

(5) Si le régime appliqué le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe I-V-17).

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)**

|     | EXPLOITATION                                                     | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|
| 013 | Atténuations de charges                                          | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 70  | Ventes de produits fabriqués, prestat* de services, marchandises | 8 229,09               |                        | 8 229,09          |
| 74  | Subventions d'exploitation                                       | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 75  | Autres produits de gestion courante                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 76  | Produits financiers                                              | 12 563,48              | 0,00                   | 12 563,48         |
| 77  | Produits exceptionnels                                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 79  | Transferts de charges                                            |                        | 270 303,35             | 270 303,35        |
|     | <b>Recettes d'exploitation - Total</b>                           | <b>20 792,57</b>       | <b>270 303,35</b>      | <b>291 095,92</b> |

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|------------------------------------|------|

|                                            |            |
|--------------------------------------------|------------|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | 291 095,92 |
|--------------------------------------------|------------|

|     | INVESTISSEMENT                                      | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|-----|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 13  | Subventions d'investissement                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.)  | 0,00                   | 1 892 364,10           | 1 892 364,10        |
| 16  | Compte de liaison : affectation                     | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20  | Immobilisations incorporelles (5)                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 21  | Immobilisations corporelles (5)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (5)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23  | Immobilisations en cours (5)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 26  | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27  | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 1 300,00               | 1 300,00            |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 20 792,57              | 20 792,57           |
| 021 | Virement de la section d'exploitation               |                        | 0,00                   | 0,00                |
|     | <b>Recettes d'investissement - Total</b>            | <b>0,00</b>            | <b>1 914 456,67</b>    | <b>1 914 456,67</b> |

|                                                     |      |
|-----------------------------------------------------|------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|-----------------------------------------------------|------|

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| AFFECTATION AUX COMPTES 106 | 0,00 |
|-----------------------------|------|

|                                              |              |
|----------------------------------------------|--------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 1 914 456,67 |
|----------------------------------------------|--------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de restituer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.  
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A2).  
(7) Ce chapitre existe uniquement en M.41, en M.43 et en M.44.



## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES

A1

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                            | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| <b>011</b>       | <b>Charges à caractère général (5)(6)</b>                                                              | <b>115 308,85</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 6061             | Fournitures non stockables (eau, énergie...)                                                           | 38 358,85                               | 0,00                        |                                        |
| 6063             | Fournitures d'entretien et de petit équipement                                                         | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6064             | Fournitures administratives                                                                            |                                         | 0,00                        |                                        |
| 6068             | Autres matières et fournitures                                                                         | 20 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 611              | Sous-traitance générale                                                                                | 8 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6122             | Crédit-bail mobilier                                                                                   | 28 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6125             | Crédit-bail immobilier                                                                                 |                                         | 0,00                        |                                        |
| 6135             | Locations mobilières                                                                                   | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6155B            | Autres biens mobiliers                                                                                 | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6156             | Maintenance                                                                                            | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 618              | Divers                                                                                                 | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6231             | Annonces et insertions                                                                                 | 2 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6237             | Publications                                                                                           | 500,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 6238             | Divers                                                                                                 | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6262             | Frais de télécommunications                                                                            | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 627              | Services bancaires et assimilés                                                                        | 400,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 6281             | Concours divers (cotisations...)                                                                       | 50,00                                   | 0,00                        |                                        |
| 637              | Autres impôts, taxes, ... (autres organismes)                                                          | 3 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| <b>012</b>       | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b>                                                         | <b>60 200,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 6215             | Personnel affecté par la collectivité de rattachement                                                  | 60 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6475             | Médecine du travail, pharmacie                                                                         | 200,00                                  | 0,00                        |                                        |
| <b>014</b>       | <b>Atténuations de produits (7)</b>                                                                    |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>65</b>        | <b>Autres charges de gestion courante</b>                                                              | <b>20 950,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 651              | Redevances pour concessions, brevets, licences, ...                                                    | 2 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6535             | Formation                                                                                              |                                         | 0,00                        |                                        |
| 6541             | Créances admises en non-valeur                                                                         | 18 450,00                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES<br/>(a) = (011+012+014+65)</b>                             | <b>196 458,85</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>66</b>        | <b>Charges financières (b)(8)</b>                                                                      | <b>60 264,26</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 66111            | Intérêts réglés à l'échéance                                                                           | 61 764,26                               | 0,00                        |                                        |
| 66112            | Intérêts - Rattachement des ICNE (8)                                                                   | -1 500,00                               | 0,00                        |                                        |
| <b>67</b>        | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                                                                     | <b>38 691,00</b>                        | <b>-1 300,00</b>            |                                        |
| 6718             | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion                                               | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 673              | Titres annulés (sur exercices antérieurs)                                                              | 36 691,00                               | -1 300,00                   |                                        |
| <b>69</b>        | <b>Impôts sur les bénéfices et assimilés (e)(10)</b>                                                   |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 022              | Dépenses imprévues ( fonctionnement ) (f)                                                              |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>                                                        | <b>295 414,11</b>                       | <b>-1 300,00</b>            |                                        |
| <b>023</b>       | <b>Virement à la section d'investissement</b>                                                          |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>042</b>       | <b>Opérations d'ordre de transfert entre section (11)(12)</b>                                          | <b>47 886,63</b>                        | <b>292 395,92</b>           |                                        |
| 6681             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque                                               |                                         | 270 303,35                  |                                        |
| 675              | Valeurs comptables des immobilisations cédées                                                          |                                         | 1 300,00                    |                                        |
| 6811             | Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles                                            | 47 886,63                               | 0,00                        |                                        |
| 6862             | Dotations aux amort. des charges financières à répartir                                                |                                         | 20 792,57                   |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT</b>                             | <b>47 886,63</b>                        | <b>292 395,92</b>           |                                        |
| <b>043</b>       | <b>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation</b>                                   |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>                                                                      | <b>47 886,63</b>                        | <b>292 395,92</b>           |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total<br/>des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>343 300,74</b>                       | <b>291 095,92</b>           |                                        |

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>A1</b>  |

|                                                   |                   |  |
|---------------------------------------------------|-------------------|--|
|                                                   | +                 |  |
| RESTES A REALISER 2015 (13)                       | 0,00              |  |
|                                                   | +                 |  |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)           | 0,00              |  |
|                                                   | =                 |  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>291 095,92</b> |  |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 021 est rattaché au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 024 est uniquement ouvert en M 41.

(7) Le compte 720 est uniquement ouvert en M 43 et en M 44.

(8) Si le manquement aux ICNE, ou l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la règle appliquée le régime des provisions sur-budgétaires, ainsi que pour le dotations aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(11) Cf. Définition du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6615 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la règle appliquée le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                                                                                       | Libellé (1)                                                               | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 013                                                                                                    | Atténuations de charges                                                   |                                         | 0,00                        |                                        |
| 70                                                                                                     | Ventes de produits fabriqués, prestat <sup>n</sup> de services, mar       | 259 000,00                              | 8 229,09                    |                                        |
| 706                                                                                                    | Prestations de services                                                   | 259 000,00                              | 8 229,09                    |                                        |
| 74                                                                                                     | Subventions d'exploitation                                                |                                         | 0,00                        |                                        |
| 74                                                                                                     | Subventions d'exploitation                                                |                                         | 0,00                        |                                        |
| 75                                                                                                     | Autres produits de gestion courante                                       | 10,00                                   | 0,00                        |                                        |
| 758                                                                                                    | Produits divers de gestion courante                                       | 10,00                                   | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b><br>(a) = (70+74+75+013)                                |                                                                           | <b>259 010,00</b>                       | <b>8 229,09</b>             |                                        |
| 76                                                                                                     | Produits financiers (b)                                                   |                                         | 12 563,48                   |                                        |
| 7681                                                                                                   | Fonds soutien-Sortie emprunts à risque                                    |                                         | 12 563,48                   |                                        |
| 77                                                                                                     | Produits exceptionnels (c)                                                |                                         | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>                                                            |                                                                           | <b>259 010,00</b>                       | <b>20 792,57</b>            |                                        |
| 042                                                                                                    | Opérations d'ordre de transfert entre section (8)                         | 13 838,89                               | 270 303,35                  |                                        |
| 777                                                                                                    | Quote-part des subvent <sup>n</sup> d'inv. virées au résultat de l'exerci | 13 838,89                               | 0,00                        |                                        |
| 796                                                                                                    | Transferts de charges financières                                         |                                         | 270 303,35                  |                                        |
| 043                                                                                                    | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitat                |                                         | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>                                                                      |                                                                           | <b>13 838,89</b>                        | <b>270 303,35</b>           |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total<br/>des opérations réelles et d'ordre)</b> |                                                                           | <b>272 848,89</b>                       | <b>291 095,92</b>           |                                        |

|                                                   |                   |
|---------------------------------------------------|-------------------|
| <b>RESTES A REALISER 2015 (10)</b>                | <b>0,00</b>       |
| +                                                 |                   |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>    | <b>0,00</b>       |
| =                                                 |                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>291 095,92</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Cf 1 - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cet article n'existe pas en M45.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf déclarations du chapitre des opérations d'ordre, RC 042 - DI 040, RE 043 - DE 043.

(9) Si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

(10) Insérer un zéro de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

B4-1-3-A2

## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                           | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 20               | Immobilisations incorporelles (hors opérations)                                                       |                                         | 100,00                      |                                        |
| 2051             | Concessions et droits similaires                                                                      |                                         | 100,00                      |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles (hors opérations)                                                         | 66 420,31                               | 21 992,57                   |                                        |
| 2131             | BâtimENTS                                                                                             | 30 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 2135             | Installat° générales, agencements, aménagements des con                                               | 20 000,00                               | -100,00                     |                                        |
| 2138             | Autres constructions                                                                                  |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2184             | Mobilier                                                                                              | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 2188             | Autres                                                                                                | 14 420,31                               | 22 092,57                   |                                        |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
| 23               | Immobilisations en cours (hors opérations)                                                            | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 2315             | Installations, matériel et outillage techniques                                                       | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                                                                | <b>76 420,31</b>                        | <b>22 092,57</b>            |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles (hors opérations)                                                         |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2135             | Installat° générales, agencements, aménagements des con                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
| 16               | Emprunts et dettes assimilées                                                                         | 65 166,89                               | 0,00                        |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                                                                     | 65 166,89                               | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses financières</b>                                                                 | <b>65 166,89</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE</b>                                                           | <b>141 587,20</b>                       | <b>22 092,57</b>            |                                        |
| 040              | Opérations d'ordre de transfert entre section (7)                                                     | 13 838,89                               | 270 303,35                  |                                        |
|                  | <i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>                                                         | <i>13 838,89</i>                        | <i>0,00</i>                 |                                        |
| 13911            | Etat et établissements nationaux                                                                      | 8 629,32                                | 0,00                        |                                        |
| 13912            | Régions                                                                                               | 4 981,16                                | 0,00                        |                                        |
| 13913            | Départements                                                                                          | 47,25                                   | 0,00                        |                                        |
| 13918            | Autres                                                                                                | 181,16                                  | 0,00                        |                                        |
|                  | <i>Charges transférées</i>                                                                            |                                         | <i>270 303,35</i>           |                                        |
| 4817             | Pénalités de renégociation de la dette                                                                |                                         | 270 303,35                  |                                        |
| 041              | Opérations patrimoniales (9)                                                                          |                                         | 1 622 060,75                |                                        |
| 166              | Refinancement de dette                                                                                |                                         | 1 622 060,75                |                                        |
|                  | <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                           | <b>13 838,89</b>                        | <b>1 892 364,10</b>         |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des dépenses réelles et d'ordre) | <b>155 426,09</b>                       | <b>1 914 456,67</b>         |                                        |

+

RESTES A REALISER 2015 (10) 0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10) 0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 1 914 456,67

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la n°g.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état RB3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexes N A 7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 - RE 042.

(8) Le compte 10\_2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la n°g applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 - RE 041.

(10) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent. (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|                                                       |            |
|-------------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>B2</b>  |

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                                                            | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 13               | Subventions d'investissement (hors 138)                                                                | 18 397,00                               | 0,00                        |                                        |
| 1313             | Départements                                                                                           | 18 397,00                               | 0,00                        |                                        |
| 16               | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)                                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
| 20               | Immobilisations incorporelles                                                                          |                                         | 0,00                        |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles                                                                            |                                         | 0,00                        |                                        |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation                                                                  |                                         | 0,00                        |                                        |
| 23               | Immobilisations en cours                                                                               |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>                                                                 | <b>18 397,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 10               | Dotations, fonds divers et réserves                                                                    |                                         | 0,00                        |                                        |
| 10228            | Autres fonds d'investissement                                                                          |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes financières</b>                                                                  |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>                                                                          | <b>18 397,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 021              | Virement de la section d'exploitation                                                                  |                                         | 0,00                        |                                        |
| 040              | Opérations d'ordre de transfert entre section (6)                                                      | 47 886,63                               | 292 395,92                  |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                                                                      |                                         | 270 303,35                  |                                        |
| 275              | Dépôts et cautionnements versés                                                                        |                                         | 1 300,00                    |                                        |
| 2805             | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques                                           |                                         | 0,00                        |                                        |
| 28131            | Bâtiments                                                                                              | 1 170,42                                | 0,00                        |                                        |
| 28135            | Installat <sup>7</sup> générales, agencements, aménagement des cons                                    | 36 557,00                               | 0,00                        |                                        |
| 28153            | Installations à caractère spécifique                                                                   | 255,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 28155            | Outils industriel                                                                                      | 134,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 28157            | Agencements et aménagements du matériel et outillage ind                                               | 600,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 28183            | Matériel de bureau et matériel informatique                                                            | 61,00                                   | 0,00                        |                                        |
| 28184            | Mobilier                                                                                               | 261,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 28188            | Autres                                                                                                 | 8 848,21                                | 0,00                        |                                        |
| 4817             | Pénalités de renégociation de la dette                                                                 |                                         | 20 792,57                   |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION<br/>D'EXPLOITATION</b>                               | <b>47 886,63</b>                        | <b>292 395,92</b>           |                                        |
| 041              | Opérations patrimoniales (8)                                                                           |                                         | 1 622 060,75                |                                        |
| 166              | Refinancement de dette                                                                                 |                                         | 1 622 060,75                |                                        |
|                  | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                            | <b>47 886,63</b>                        | <b>1 914 456,67</b>         |                                        |
|                  | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des opérations réelles et autres) | <b>66 283,63</b>                        | <b>1 914 456,67</b>         |                                        |

|                                                                |                     |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>RESTES A REALISER 2015 (9)</b>                              | <b>0,00</b>         |
|                                                                | +                   |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b> | <b>0,00</b>         |
|                                                                | =                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            | <b>1 914 456,67</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région.  
(2) Cf. I - Modalités de vote.  
(3) Hors restes à réaliser.  
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Voir annexe II A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.  
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 - DE 042.  
(7) Si la règle appliquée le régime des provisions budgétaires.  
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 - RI 041.  
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV - ANNEXES  
 ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE  
 REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Organisme prêteur ou<br>chef de file | Date de<br>signature | Date de<br>émission<br>ou date de<br>mobilisation<br>(1) | Date du<br>premier<br>rembt | Nominal (2)         | Type de<br>taux<br>d'intérêt<br>(3) | Index<br>(4) | Taux initial                           |                       | Devise | Périodicité<br>des<br>rembourse-<br>ments (5) | Prodi-<br>d'amortissement<br>(7) | Possibilité de<br>rembour-<br>sement<br>anticipé par/le<br>O/N | Catégorie<br>d'emprunt<br>(8) |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------|-------------------------------------|--------------|----------------------------------------|-----------------------|--------|-----------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------|
|                                                              |                                      |                      |                                                          |                             |                     |                                     |              | Niveau<br>de taux<br>accu-<br>rati (5) | Taux<br>accu-<br>rati |        |                                               |                                  |                                                                |                               |
| <b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b> |                                      |                      |                                                          |                             | 3 669 836,79        |                                     |              |                                        |                       |        |                                               |                                  |                                                                |                               |
| 1641 Emprunts en euros (Total)                               |                                      |                      |                                                          |                             | 3 669 836,79        |                                     |              |                                        |                       |        |                                               |                                  |                                                                |                               |
| 203564                                                       |                                      |                      |                                                          |                             | 1 666 836,79        |                                     |              |                                        |                       |        |                                               |                                  |                                                                |                               |
| 507061-01                                                    | DEORA CREDIT LOCAL                   | 27/04/2010           |                                                          | 01/04/2011                  | 1 774 472,89        | C                                   |              | 3,75                                   | 3,24402               | A      | K                                             |                                  | N                                                              | S-3                           |
|                                                              | BFL                                  | 21/01/2016           |                                                          | 01/04/2016                  | 1 602 364,10        | F                                   |              | 3,10                                   | 3,25166               | A      | K                                             |                                  | N                                                              | A-1                           |
| <b>Total général</b>                                         |                                      |                      |                                                          |                             | <b>3 669 836,79</b> |                                     |              |                                        |                       |        |                                               |                                  |                                                                |                               |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.  
 (2) Nominal, net des amortissements à l'origine.  
 (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (soit à échéance un taux variable qui tient des séquences de références et d'une marge sur-mise en vertu de pourcentage).  
 (4) Mentionner le ou les types d'index (ex. Euribor 3 mois).  
 (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.  
 (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.  
 (7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour à flux, X pour à flux et à capital.  
 (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 : la classification des emprunts suivant la typologie de la structure ICCIF (15/07/10 du 25 Juin 2010) sur les produits bancaires offerts aux collectivités territoriales.

IV - ANNEXES  
 ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE  
 REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)  
 IV  
 A1.2

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Couverture ?<br>O/N<br>(10) | Montant<br>couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle (11) | Capital restant<br>dû au<br>01/01/2016 | Durée résiduelle<br>(en années) | Type de<br>taux (12) | Taux d'intérêt |                                | Annuités de l'exercice |                           | ICNE de<br>l'exercice |
|--------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------|----------------------|----------------|--------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|
|                                                              |                             |                    |                                                                  |                                        |                                 |                      | Index (13)     | Taux de vote<br>du budget (14) | Capital                | Charges<br>d'intérêt (15) |                       |
| 164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)       |                             | 0,00               |                                                                  | 1 622 060,75                           |                                 |                      |                |                                | 61 766,26              | 0,00                      | 44 363,30             |
| 1643 Emprunts en euros (total)                               |                             | 0,00               |                                                                  | 1 622 060,75                           |                                 |                      |                |                                | 61 766,26              | 0,00                      | 44 363,30             |
| 507461-01                                                    | N                           | 0,00               |                                                                  | 1 622 060,75                           | 0,00                            | C                    | 3,24402        | 3,24402                        | 0,00                   | 61 703,19                 | 0,00                  |
|                                                              | N                           | 0,00               |                                                                  | 0,00                                   | 21,75                           | F                    | 3,25166        | 3,25166                        | 10 367,07              | 0,00                      | 44 363,30             |
| <b>Total général</b>                                         |                             | 0,00               |                                                                  | 1 622 060,75                           |                                 |                      |                |                                | 61 766,26              | 0,00                      | 44 363,30             |

(9) Si plusieurs emprunts sont émis d'une ligne de dépenses, il faut faire ressortir le remboursement au capital de la dette initiale pour l'exercice correspondant au véritable endettement.  
 (10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter la colonne « O/N » des opérations de couverture.  
 (11) Catégorie d'emprunt, le type de taux et la durée résiduelle de la dette au 01/01/2016.  
 (12) Catégorie d'emprunt, le type de taux et la durée résiduelle de la dette au 01/01/2016.  
 (13) Catégorie d'emprunt, le type de taux et la durée résiduelle de la dette au 01/01/2016.  
 (14) Montant des intérêts payés au budget.  
 (15) Taux des intérêts payés au budget.  
 (16) Taux des intérêts perçus au budget.  
 (17) Il s'agit des intérêts payés au budget.  
 (18) Indiquer le montant des intérêts payés au budget et les intérêts perçus au budget.

**Monsieur le Maire** : Merci. Notre cher camping toujours mais il y en a pour un moment, nous serons tous bien vieux lorsque nous aurons réussi à sortir de cette dette. Pas d'objection ? c'est l'unanimité.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D10**

**Objet : Décision Modificative n° 1 au budget annexe du Complexe Hôtelier de plein air**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération n° 2016\_14\_04\_D06 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget annexe du complexe hôtelier de plein air,

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,
- D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.
- Procéder à la sortie de l'inventaire de la cuve de gaz suite à un changement de prestataire,
- De procéder à un virement de crédit du chapitre 21 au chapitre 20.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** les inscriptions budgétaires suivantes :

.../...



## **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| <b>Sens</b>                         | <b>Articles/<br/>Chapitres</b> | <b>Libellés</b>                                                 | <b>Dépenses</b>   | <b>Recettes</b>   |
|-------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| D                                   | 6681 - 042                     | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque        | 270 303,35        |                   |
| D                                   | 673 – 67                       | Titres annulés sur exercices antérieurs                         | - 1 300,00        |                   |
| D                                   | 675 – 042                      | Valeurs comptables des immobilisations cédées                   | 1 300,00          |                   |
| D                                   | 6862 - 042                     | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 20 792,57         |                   |
| R                                   | 706 – 70                       | Prestations de services                                         |                   | 8 229,09          |
| R                                   | 7681 – 76                      | Fonds de soutien sortie emprunt à risque                        |                   | 12 563,48         |
| R                                   | 796 – 042                      | Transfert de charges financières                                |                   | 270 303,35        |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> |                                |                                                                 | <b>291 095,92</b> | <b>291 095,92</b> |

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

| <b>Sens</b>                           | <b>Articles/<br/>Chapitres</b> | <b>Libellés</b>                                                      | <b>Dépenses</b>     | <b>Recettes</b>     |
|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| D                                     | 166 – 041                      | Refinancement de la dette                                            | 1 622 060,75        |                     |
| D                                     | 2188 – 21                      | Autres                                                               | 22 092,57           |                     |
| D                                     | 4817 – 040                     | Pénalités de renégociation de la dette                               | 270 303,35          |                     |
| D                                     | 2135 - 21                      | Installations générales, agencements, aménagements des constructions | - 100,00            |                     |
| D                                     | 2051 - 20                      | Concessions et droits similaires                                     | 100,00              |                     |
| R                                     | 1641 – 040                     | Emprunts                                                             |                     | 270 303,35          |
| R                                     | 166 – 041                      | Refinancement de dette                                               |                     | 1 622 060,75        |
| R                                     | 275 – 040                      | Dépôts et cautionnements versés                                      |                     | 1 300,00            |
| R                                     | 4817 – 040                     | Pénalités de renégociation de la dette                               |                     | 20 792,57           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                                |                                                                      | <b>1 914 456,67</b> | <b>1 914 456,67</b> |

- **Approuve** la décision modificative n° 1 du Budget annexe du complexe hôtelier de plein air,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Madame MONBRUN, cette fois-ci pour le budget principal de la commune.

**10. Décision Modificative n°1 au budget Principal de la commune**  
*rapporteur : Madame MONBRUN*

**Madame MONBRUN** : Nous retrouvons sur cette décision modificative les mêmes types d'écritures que pour les deux précédentes délibérations concernant la renégociation de l'emprunt à risque et du fond de soutien qui y est rattaché, mais d'autres réajustements complètent cette délibération.

Je reprends la liste des mouvements de crédits nous avons d'intégrer les opérations de comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque DEXIA affecté à ce budget, nous avons un réemprunt de 1 406 565,77 €, des frais de renégociation de 234 392,84 € et les amortissements qui sont étalés sur 13 ans : 18 030,22 €. Nous devons également intégrer la part de la recette du fond de soutien affecté à ce budget 10 892,81 € que multiplie 13 ans. Nous devons aussi intégrer des recettes et des dépenses liées à l'opération dans le cadre du projet ERASMUS avec l'école Larramet élémentaire au débit 16 080 € plus 5 310 € et au crédit 21 390 €, les écritures s'équilibrent bien sûr. On doit aussi ajuster le montant réel des dotations puisqu'au budget on n'avait pas les chiffres exacts, la dotation forfaitaire n'est pas ce qu'on avait prévu est de - 8 186 € et la dotation de la solidarité rurale, est en revanche beaucoup plus élevée 60 361 € en plus. Nous devons intégrer l'aide de l'Etat au titre du fonds de catastrophe naturelle suite à la tempête et prévoir les dépenses correspondantes pour 36 580 €. Nous devons aussi transférer des crédits de l'article 21534 à l'article 2315 ça concerne les 110 000 € du deuxième volet de l'éclairage public. Prévoir les crédits nécessaires à la modification des documents d'urbanisme pour la construction du lycée 8 500 € et intégrer la subvention de la communauté de communes Garonne et Canal au titre du fond de concours pour la voie de la gendarmerie, on l'a vu tout à l'heure dans la précédente délibération 67 500 € et on doit prévoir bien sur les dépenses de voiries supplémentaires.

**Vu le Code général des Collectivités Territoriales,**

**Vu la délibération n° 2016\_14\_04\_D08 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget principal de la commune,**

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,
- D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.
- D'intégrer la recette et les dépenses liées à l'opération dans le cadre du projet « Erasmus + » avec l'école Larramet élémentaire,
- D'ajuster le montant réel des dotation (forfaitaire et DSR),
- D'intégrer l'aide de l'Etat au titre du fond catastrophe naturelle suite à la tempête et prévoir les dépenses correspondantes,
- De transférer des crédits de l'article 21534 à l'article 2315,
- De prévoir les crédits nécessaires à la modification des documents d'urbanisme pour la construction du lycée,
- D'intégrer la subvention de la Communauté de Communes Garonne et Canal au titre du fonds de concours pour la voie de la gendarmerie et prévoir des dépenses de voirie supplémentaires.

**Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,**

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** les inscriptions budgétaires suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Sens | Articles/<br>Chapitres | Libellés                                 | Dépenses  | Recettes |
|------|------------------------|------------------------------------------|-----------|----------|
| D    | 611 - 011              | Contrats de prestations de services      | 6 000,00  |          |
| D    | 6184 – 011             | Versements à des organismes de formation | 16 080,00 |          |
| D    | 6256 - 011             | Missions                                 | 5 310,00  |          |
| D    | 63512 -011             | Taxes foncières                          | 9 000,00  |          |
| D    | 6453 – 012             | Cotisations au caisses de retraite       | 29 037,59 |          |

|                                     |            |                                                                 |                   |                   |
|-------------------------------------|------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| D                                   | 6535 – 65  | Formation                                                       | 1 000,00          |                   |
| D                                   | 6681 – 042 | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque        | 234 392,84        |                   |
| D                                   | 6862 – 042 | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 18 030,22         |                   |
| R                                   | 7411 – 74  | Dotations forfaitaire                                           |                   | - 8 186,00        |
| R                                   | 74121 – 74 | Dotations de solidarité rurale                                  |                   | 60 361,00         |
| R                                   | 7477 – 74  | Budget communautaire et fonds structurels                       |                   | 21 390,00         |
| R                                   | 76811 – 76 | Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées             |                   | 10 892,81         |
| R                                   | 796 - 042  | Transferts de charges financières                               |                   | 234 392,84        |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> |            |                                                                 | <b>318 850,65</b> | <b>318 850,65</b> |

### **SECTION D'INVESTISSEMENT**

| Sens                                  | Articles/Chapitres | Libellés                                                       | Dépenses            | Recettes            |
|---------------------------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| D                                     | 166 041            | Refinancement de dette                                         | 1 406 565,77        |                     |
| D                                     | 202 - 20           | Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre | 8 500,00            |                     |
| D                                     | 2151 - 21          | Réseaux de voirie                                              | 9 530,22            |                     |
| D                                     | 21534 - 21         | Réseaux d'électrification                                      | - 110 000,00        |                     |
| D                                     | 21534 - 21         | Réseaux d'électrification                                      | 36 580,00           |                     |
| D                                     | 2315 – 23          | Installations, matériel et outillage techniques                | 110 000,00          |                     |
| D                                     | 4817 - 040         | Pénalités de renégociation de la dette                         | 234 392,84          |                     |
| D                                     | 2151- 21           | Réseau de voirie                                               | 67 500,00           |                     |
| R                                     | 13251 – 13         | Fonds de concours                                              |                     | 67 500,00           |
| R                                     | 1321 – 13          | Etat et établissements nationaux                               |                     | 36 580,00           |
| R                                     | 1641 – 040         | Emprunts                                                       |                     | 234 392,84          |
| R                                     | 166 – 041          | Refinancement de la dette                                      |                     | 1 406 565,77        |
| R                                     | 4817 - 040         | Pénalités de renégociation de la dette                         |                     | 18 030,22           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                    |                                                                | <b>1 763 068,83</b> | <b>1 763 068,83</b> |

- **D'approuver** la décision modificative n° 1 du Budget principal de la commune.
- **De l'autoriser** à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## VUE D'ENSEMBLE

A1

## FONCTIONNEMENT

|                                                                   | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|
| CREDITS DE FONCTIONNEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 318 850,65                               | 318 850,65                               |

+

+

+

|                                 |                                                        |              |               |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------|---------------|
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3) |              |               |
|                                 | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)             | (si déficit) | (si excédent) |

=

=

=

|                                           |            |            |
|-------------------------------------------|------------|------------|
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4) | 318 850,65 | 318 850,65 |
|-------------------------------------------|------------|------------|

## INVESTISSEMENT

|                                                                                             | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|
| CREDITS D'INVESTISSEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris le compte 1068) | 1 763 068,83                            | 1 763 068,83                            |

+

+

+

|                                 |                                                                  |                    |                    |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S | RESTES A REALISER ( R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3)           |                    |                    |
|                                 | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) | (si solde positif) |

=

=

=

|                                          |              |              |
|------------------------------------------|--------------|--------------|
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4) | 1 763 068,83 | 1 763 068,83 |
|------------------------------------------|--------------|--------------|

## TOTAL

|                     |              |              |
|---------------------|--------------|--------------|
| TOTAL DU BUDGET (4) | 2 081 919,48 | 2 081 919,48 |
|---------------------|--------------|--------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans assimilation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) À servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(3) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées (R.2311-11 du CGCT), à la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.  
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

A2

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                                | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3)  |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|---------------------|
| 011                                                  | Charges à caractère général                        | 1 363 000,00                  | 0,00                       | 36 390,00              |          | 1 399 390,00        |
| 012                                                  | Charges de personnel et frais assimilés            | 4 060 000,00                  | 0,00                       | 29 037,99              |          | 4 089 037,99        |
| 014                                                  | Atténuations de produits                           | 214 000,00                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 214 000,00          |
| 66                                                   | Autres charges de gestion courante                 | 406 000,00                    | 0,00                       | 1 000,00               |          | 407 000,00          |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |                                                    | <b>6 043 000,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>66 427,99</b>       |          | <b>6 109 427,99</b> |
| 66                                                   | Charges financières                                | 452 093,56                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 452 093,56          |
| 67                                                   | Charges exceptionnelles                            | 2 750,00                      | 0,00                       | 0,00                   |          | 2 750,00            |
| 022                                                  | Dépenses imprévues ( fonctionnement )              |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |                                                    | <b>6 497 843,56</b>           | <b>0,00</b>                | <b>66 427,99</b>       |          | <b>6 564 271,55</b> |
| 023                                                  | Virements à la section d'investissement (5)        | 548 070,47                    |                            | 0,00                   |          | 548 070,47          |
| 042                                                  | Opérations d'ordre de transfert entre sections (6) | 282 579,83                    |                            | 252 423,06             |          | 535 002,89          |
| 043                                                  | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de  |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |                                                    | <b>930 650,30</b>             |                            | <b>252 423,06</b>      |          | <b>1 183 073,36</b> |
| <b>TOTAL</b>                                         |                                                    | <b>7 428 493,86</b>           | <b>0,00</b>                | <b>318 850,65</b>      |          | <b>7 747 344,53</b> |
| +                                                    |                                                    |                               |                            |                        |          |                     |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>        |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>0,00</b>         |
| =                                                    |                                                    |                               |                            |                        |          |                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>7 747 344,53</b> |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.                                                | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=1)+(2)+(3)  |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|---------------------|
| 013                                                  | Atténuations de charges                            | 40 000,00                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 40 000,00           |
| 70                                                   | Produits des services, du domaine et ventes de     | 646 500,00                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 646 500,00          |
| 73                                                   | Impôts et taxes                                    | 4 147 305,05                  | 0,00                       | 0,00                   |          | 4 147 305,05        |
| 74                                                   | Dotations, subventions et participations           | 2 062 141,00                  | 0,00                       | 73 565,90              |          | 2 135 706,90        |
| 75                                                   | Autres produits de gestion courante                | 123 537,00                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 123 537,00          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>        |                                                    | <b>7 049 483,05</b>           | <b>0,00</b>                | <b>73 565,90</b>       |          | <b>7 123 048,95</b> |
| 76                                                   | Produits financiers                                |                               | 0,00                       | 10 892,81              |          | 10 892,81           |
| 77                                                   | Produits exceptionnels                             | 150 000,00                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 150 000,00          |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  |                                                    | <b>7 199 483,05</b>           | <b>0,00</b>                | <b>84 457,81</b>       |          | <b>7 283 940,86</b> |
| 042                                                  | Opérations d'ordre de transfert entre sections (6) | 229 070,83                    |                            | 234 392,84             |          | 463 463,67          |
| 043                                                  | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de  |                               |                            | 0,00                   |          | 0,00                |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>  |                                                    | <b>229 070,83</b>             |                            | <b>234 392,84</b>      |          | <b>463 463,67</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                         |                                                    | <b>7 428 493,88</b>           | <b>0,00</b>                | <b>318 850,65</b>      |          | <b>7 747 344,53</b> |
| +                                                    |                                                    |                               |                            |                        |          |                     |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>        |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>0,00</b>         |
| =                                                    |                                                    |                               |                            |                        |          |                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |                                                    |                               |                            |                        |          | <b>7 747 344,53</b> |

Pour information :

|                                                                                                 |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (6)</b> | <b>18 030,22</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou en reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; D: 040 = RF 042 - RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                                   | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL<br>=(1)+(2)+(3) |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|-----------------------|
| 010                                                     | Stocks (5)                                         |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 20                                                      | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           | 31 708,00                     | 0,00                       | 8 500,00               |          | 40 208,00             |
| 204                                                     | Subventions d'équipement versées                   | 502 000,00                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 502 000,00            |
| 21                                                      | Immobilisations corporelles                        | 2 679 090,15                  | 0,00                       | 3 610,22               |          | 2 682 700,37          |
| 22                                                      | Immobilisations reçues en affectation (6)          |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 23                                                      | Immobilisations en cours                           | 409 438,75                    | 0,00                       | 110 000,00             |          | 519 438,75            |
|                                                         | Total des opérations d'équipement                  | 366 365,32                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 366 365,32            |
|                                                         | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>3 984 603,22</b>           | <b>0,00</b>                | <b>122 110,22</b>      |          | <b>4 106 713,44</b>   |
| 70                                                      | Dotations, fonds divers et réserves                | 2 000,00                      | 0,00                       | 0,00                   |          | 2 000,00              |
| 13                                                      | Subventions d'investissement                       |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 16                                                      | Emprunts et dettes assimilées                      | 550 547,26                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 550 547,26            |
| 18                                                      | Compte de liaison : affectation (7)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 26                                                      | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 27                                                      | Autres immobilisations financières                 |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 020                                                     | Dépenses imprévues (investissement)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|                                                         | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>552 547,26</b>             | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>552 547,26</b>     |
| 45..                                                    | Total des opé. pour le compte de tiers (8)         |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|                                                         | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>4 537 150,48</b>           | <b>0,00</b>                | <b>122 110,22</b>      |          | <b>4 659 260,70</b>   |
| 040                                                     | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 229 010,83                    |                            | 234 392,84             |          | 463 403,67            |
| 041                                                     | Opérations patrimoniales (4)                       | -3 480,78                     |                            | 1 406 955,77           |          | 1 410 046,55          |
|                                                         | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>232 491,61</b>             |                            | <b>1 640 958,61</b>    |          | <b>1 873 450,22</b>   |
|                                                         | <b>TOTAL</b>                                       | <b>4 769 642,09</b>           | <b>0,00</b>                | <b>1 763 068,83</b>    |          | <b>6 532 710,92</b>   |
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1) |                                                    |                               |                            |                        |          | 474 312,21            |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES            |                                                    |                               |                            |                        |          | 7 007 023,13          |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap.                                                   | Libellé                                            | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2015 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL<br>=(1)+(2)+(3) |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|-----------------------|
| 010                                                     | Stocks (5)                                         |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 13                                                      | Subventions d'investissement (hors 138)            | 893 285,00                    | 0,00                       | 104 080,00             |          | 997 365,00            |
| 16                                                      | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 1 600 000,00                  | 0,00                       | 0,00                   |          | 1 600 000,00          |
| 20                                                      | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 204                                                     | Subventions d'équipement versées                   |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 21                                                      | Immobilisations corporelles                        |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 22                                                      | Immobilisations reçues en affectation (6)          |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 23                                                      | Immobilisations en cours                           |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|                                                         | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>2 493 285,00</b>           | <b>0,00</b>                | <b>104 080,00</b>      |          | <b>2 597 365,00</b>   |
| 70                                                      | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)    | 341 000,18                    | 0,00                       | 0,00                   |          | 341 000,18            |
| 1068                                                    | Excédents de fonctionnement capitalisés (9)        | 1 141 884,66                  | 0,00                       | 0,00                   |          | 1 141 884,66          |
| 138                                                     | Dépôts                                             | 33 853,38                     | 0,00                       | 0,00                   |          | 33 853,38             |
| 18                                                      | Compte de liaison : affectation (7)                |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 26                                                      | Participations et créances rattachées à des par    |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 27                                                      | Autres immobilisations financières                 |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
| 024                                                     | Produits de cessions                               | 300 000,00                    |                            | 0,00                   |          | 300 000,00            |
|                                                         | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>1 816 538,22</b>           | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>            |          | <b>1 816 538,22</b>   |
| 45..                                                    | Total des opé. pour le compte de tiers (8)         |                               | 0,00                       | 0,00                   |          | 0,00                  |
|                                                         | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>4 309 823,22</b>           | <b>0,00</b>                | <b>104 080,00</b>      |          | <b>4 413 903,22</b>   |
| 021                                                     | Virement de la section de fonctionnement (4)       | 648 070,47                    |                            | 0,00                   |          | 648 070,47            |
| 040                                                     | Opérations d'ordre entre sections (4)              | 282 579,83                    |                            | 252 423,06             |          | 535 002,89            |
| 041                                                     | Opérations patrimoniales (4)                       | -3 480,78                     |                            | 1 406 955,77           |          | 1 410 046,55          |
|                                                         | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>934 131,08</b>             |                            | <b>1 658 988,83</b>    |          | <b>2 592 119,99</b>   |
|                                                         | <b>TOTAL</b>                                       | <b>5 243 954,30</b>           | <b>0,00</b>                | <b>1 763 068,83</b>    |          | <b>7 007 023,13</b>   |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) |                                                    |                               |                            |                        |          | 0,00                  |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES            |                                                    |                               |                            |                        |          | 7 007 023,13          |

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

|                                                                                 |           |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br>DEGAGE PAR LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT (10) | 18 030,22 |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

## 1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

|     | FONCTIONNEMENT                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|
| 011 | Charges à caractère général                | 36 390,00              |                        | 36 390,00         |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés    | 29 037,59              |                        | 29 037,59         |
| 014 | Atténuations de produits                   | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 1 000,00               |                        | 1 000,00          |
| 66  | Charges financières                        | 0,00                   | 234 392,84             | 234 392,84        |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 68  | Dotations aux amortissements et provisions | 0,00                   | 18 030,22              | 18 030,22         |
| 022 | Dépenses imprévues ( fonctionnement )      | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 023 | Virement à la section d'investissement     |                        | 0,00                   | 0,00              |
|     | <b>Dépenses de fonctionnement - Total</b>  | <b>66 427,59</b>       | <b>252 423,06</b>      | <b>318 850,65</b> |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE 0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES 318 850,65

|     | INVESTISSEMENT                                      | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|-----|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 13  | Subventions d'investissement                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 16  | Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)       | 0,00                   | 1 406 565,77           | 1 406 565,77        |
| 18  | Compte de liaison - affectation (8)                 | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)        | 8 500,00               | 0,00                   | 8 500,00            |
| 204 | Subventions d'équipements versés                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 21  | Immobilisations corporelles (6)                     | 3 610,22               | 0,00                   | 3 610,22            |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (6)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23  | Immobilisations en cours (6)                        | 110 000,00             | 0,00                   | 110 000,00          |
| 26  | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27  | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 45  | Total des opérations pour compte de tiers (7)       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 234 392,84             | 234 392,84          |
| 3   | Stocks                                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 020 | Dépenses imprévues ( investissement )               | 0,00                   |                        | 0,00                |
|     | <b>Dépenses d'investissement - Total</b>            | <b>122 110,22</b>      | <b>1 640 958,61</b>    | <b>1 763 068,83</b> |

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE 0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 1 763 068,83

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si le contenu ou l'investissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A5).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation relative en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retracer les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retracer, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

B2

## 2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

|     | FONCTIONNEMENT                                       | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|
| 013 | Atténuations de charges                              | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 70  | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 73  | Impôts et taxes                                      | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 74  | Dotations, subventions et participations             | 73 565,00              |                        | 73 565,00         |
| 75  | Autres produits de gestion courante                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 76  | Produits financiers                                  | 10 892,81              | 0,00                   | 10 892,81         |
| 77  | Produits exceptionnels                               | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 79  | Transferts de charges                                |                        | 234 392,84             | 234 392,84        |
|     | <b>Recettes de fonctionnement - Total</b>            | <b>84 457,81</b>       | <b>234 392,84</b>      | <b>318 850,65</b> |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

318 850,65

|      | INVESTISSEMENT                                      | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|------|-----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 13   | Subventions d'investissement                        | 104 080,00             | 0,00                   | 104 080,00          |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.)  | 0,00                   | 1 640 958,61           | 1 640 958,61        |
| 18   | Compte de liaison : affectation                     | (7) 0,00               |                        | 0,00                |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204)(5)         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 204  | Subventions d'équipements versés                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 21   | Immobilisations corporelles (5)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (5)           | (8) 0,00               | 0,00                   | 0,00                |
| 23   | Immobilisations en cours (5)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 26   | Participations et créances (...) des participations | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27   | Autres immobilisations financières                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 45   | Opérations pour compte de tiers (6)                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481  | Charges à répartir sur plusieurs exercices          |                        | 18 030,22              | 18 030,22           |
| 3... | Stocks                                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 021  | Virement de la section de fonctionnement            |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 024  | Produits des cessions d'immobilisations             | 0,00                   |                        | 0,00                |
|      | <b>Recettes d'investissement - Total</b>            | <b>104 080,00</b>      | <b>1 658 988,83</b>    | <b>1 763 068,83</b> |

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

1 763 068,83

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A3).

(7) À saisir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, la chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

A1

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                    | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| <b>011</b>       | <b>Charges à caractère général</b>             | <b>1 363 000,00</b>                     | <b>36 390,00</b>            |                                        |
| 60611            | Eau et assainissement                          | 30 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60612            | Énergie - Electricité                          | 230 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 60621            | Combustibles                                   | 80 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60622            | Carburants                                     | 40 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60623            | Alimentation                                   | 190 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 60624            | Produits de traitement                         | 20 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60631            | Fournitures d'entretien                        | 35 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60632            | Fournitures de petit équipement                | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60633            | Fournitures de voirie                          | 30 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 60636            | Vêtements de travail                           | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6064             | Fournitures administratives                    | 12 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6067             | Fournitures scolaires                          | 35 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6068             | Autres matières et fournitures                 | 150 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 611              | Contrats de prestations de services            | 65 000,00                               | 6 000,00                    |                                        |
| 6122             | Crédit-bail mobilier                           | 4 600,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6132             | Locations immobilières                         | 6 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6135             | Locations mobilières                           | 22 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 61521            | Terrains                                       | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 615221           | Entretien et réparations bâtiments publics     | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 615228           | Entretien et réparations autres bâtiments      |                                         | 0,00                        |                                        |
| 615231           | Entretien et réparations voiries               | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 61551            | Matériel roulant                               | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 61558            | Autres biens mobiliers                         | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6156             | Maintenance                                    | 80 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6161             | Assurance multirisques                         | 25 500,00                               | 0,00                        |                                        |
| 617              | Études et recherches                           | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6182             | Documentation générale et technique            | 3 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6184             | Versements à des organismes de formation       | 20 000,00                               | 16 080,00                   |                                        |
| 6185             | Frais de colloques et séminaires               | 200,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 6188             | Autres frais divers                            | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6225             | Indemnités au comptable et aux régisseurs      | 3 200,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6226             | Honoraires                                     | 8 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6227             | Frais d'actes et de contentieux                | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6228             | Divers                                         | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6231             | Annonces et insertions                         | 3 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6232             | Fêtes et cérémonies                            | 29 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6236             | Catalogues et imprimés                         | 3 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6237             | Publications                                   | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6238             | Divers                                         | 2 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6247             | Transports collectifs                          | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6256             | Missions                                       | 3 500,00                                | 5 310,00                    |                                        |
| 6257             | Réceptions                                     | 500,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 6261             | Frais d'affranchissement                       | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6262             | Frais de télécommunications                    | 20 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 627              | Services bancaires et assimilés                | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 6281             | Concours divers (cotisations...)               | 13 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 62878            | A d'autres organismes                          | 22 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 63512            | Taxes foncières                                | 32 000,00                               | 9 000,00                    |                                        |
| 6355             | Taxes et impôts sur les véhicules              | 500,00                                  | 0,00                        |                                        |
| 637              | Autres impôts, taxes, ... (autres organismes)  | 9 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| <b>012</b>       | <b>Charges de personnel et frais assimilés</b> | <b>4 060 000,00</b>                     | <b>29 037,50</b>            |                                        |
| 6332             | Cotisations versées au F.N.A.L.                | 14 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 6336             | Cotisations CNFPT et Centres de gestion        | 70 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 64111            | Rémunération principale                        | 1 450 000,00                            | 0,00                        |                                        |
| 64112            | NBI, SFT et indemnité de résidence             | 42 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 64118            | Autres indemnités                              | 160 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 64131            | Rémunérations                                  | 940 000,00                              | 0,00                        |                                        |

B-1-3-A1

## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

A1

| Chap/ art (1) | Libellé (1)                                                                                                             | Pour mémoire budget précédent (2) | Proposition nouvelle (3) | Vote de l'assemblée délibérante (4) |
|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| 64136         | Indemnités de préavis et de licenciement                                                                                |                                   | 0,00                     |                                     |
| 64138         | Autres indemnités                                                                                                       | 17 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 64162         | Emplois d'avenir                                                                                                        | 110 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| 64168         | Autres emplois d'insertion                                                                                              | 30 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6417          | Rémunérations des apprentis                                                                                             | 40 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6451          | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.                                                                                            | 570 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| 6453          | Cotisations aux caisses de retraite                                                                                     | 470 000,00                        | 29 037,59                |                                     |
| 6454          | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.                                                                                          | 70 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6455          | Cotisations pour assurance du personnel                                                                                 | 25 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6456          | Versement au F.N.C du supplément familial                                                                               | 10 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6457          | Cotisations sociales liées à l'apprentissage                                                                            | 2 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 6474          | Versements aux autres œuvres sociales                                                                                   | 30 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6475          | Médecine du travail, pharmacie                                                                                          | 10 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6488          | Autres charges                                                                                                          |                                   | 0,00                     |                                     |
| <b>014</b>    | <b>Atténuations de produits</b>                                                                                         | <b>214 000,00</b>                 | <b>0,00</b>              |                                     |
| 7391171       | Dégrèvements, taxe foncière / propriétés non bâties jeunes agriculteurs                                                 | 1 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 7391178       | Autres restitutions sur dégrèvements sur contributions directes                                                         |                                   | 0,00                     |                                     |
| 73923         | Reversements sur FNGIR                                                                                                  | 213 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| <b>65</b>     | <b>Autres charges de gestion courante</b>                                                                               | <b>406 000,00</b>                 | <b>1 000,00</b>          |                                     |
| 651           | Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels...                                                            | 1 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 6531          | Indemnités                                                                                                              | 116 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| 6532          | Frais de mission                                                                                                        |                                   | 0,00                     |                                     |
| 6533          | Cotisations de retraite                                                                                                 | 5 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 6535          | Formation                                                                                                               |                                   | 1 000,00                 |                                     |
| 6541          | Créances admises en non-valeur                                                                                          | 25 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6553          | Service d'incendie                                                                                                      | 105 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| 6558          | Autres contributions obligatoires                                                                                       | 1 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 657362        | CCAS                                                                                                                    | 20 000,00                         | 0,00                     |                                     |
| 6574          | Subventions de fonctionnement aux associations et autres                                                                | 132 000,00                        | 0,00                     |                                     |
| 658           | Charges diverses de la gestion courante                                                                                 | 1 000,00                          | 0,00                     |                                     |
|               | <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b><br><b>= (011+012+014+65+656)</b>                                    | <b>6 043 000,00</b>               | <b>66 427,59</b>         |                                     |
| <b>66</b>     | <b>Charges financières (b)</b>                                                                                          | <b>452 093,58</b>                 | <b>0,00</b>              |                                     |
| 66111         | Intérêts réglés à l'échéance                                                                                            | 419 971,81                        | 0,00                     |                                     |
| 66112         | Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus                                                                   | 32 121,77                         | 0,00                     |                                     |
| <b>67</b>     | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                                                                                      | <b>2 750,00</b>                   | <b>0,00</b>              |                                     |
| 6718          | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion                                                                | 250,00                            | 0,00                     |                                     |
| 673           | Titres annulés (sur exercices antérieurs)                                                                               | 1 000,00                          | 0,00                     |                                     |
| 67441         | aux budgets annexes                                                                                                     |                                   | 0,00                     |                                     |
| 6745          | Subventions aux personnes de droit privé                                                                                |                                   | 0,00                     |                                     |
| 6748          | Autres subventions exceptionnelles                                                                                      | 1 500,00                          | 0,00                     |                                     |
| 678           | Autres charges exceptionnelles                                                                                          |                                   | 0,00                     |                                     |
| <b>022</b>    | <b>Dépenses imprévues ( fonctionnement ) (e)</b>                                                                        |                                   | <b>0,00</b>              |                                     |
|               | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>                                                                           | <b>6 497 843,58</b>               | <b>66 427,59</b>         |                                     |
| <b>023</b>    | <b>Virement à la section d'investissement</b>                                                                           | <b>648 070,47</b>                 | <b>0,00</b>              |                                     |
| <b>042</b>    | <b>Opérations d'ordre de transfert entre sections (7)(8)(9)</b>                                                         | <b>282 579,83</b>                 | <b>252 423,06</b>        |                                     |
| 6681          | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque                                                                |                                   | 234 392,84               |                                     |
| 6811          | Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles                                                             | 282 579,83                        | 0,00                     |                                     |
| 6862          | Dotations aux amort. des charges financières à répartir                                                                 |                                   | 18 030,22                |                                     |
|               | <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                                                  | <b>930 650,30</b>                 | <b>252 423,06</b>        |                                     |
| <b>043</b>    | <b>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement</b>                                                 |                                   | <b>0,00</b>              |                                     |
|               | <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>                                                                                       | <b>930 650,30</b>                 | <b>252 423,06</b>        |                                     |
|               | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b><br><small>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</small> | <b>7 428 493,88</b>               | <b>318 850,65</b>        |                                     |

B-1-3-A1

|                                                        |  |              |
|--------------------------------------------------------|--|--------------|
| MONTECH - 82 - BUDGET COMMUNE                          |  | DM n° 1 2016 |
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                            |  | <b>III</b>   |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b> |  | <b>A1</b>    |

|                                                      |                   |
|------------------------------------------------------|-------------------|
| +                                                    |                   |
| RESTES A REALISER 2015 (11)                          | 0,00              |
| +                                                    |                   |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)              | 0,00              |
| =                                                    |                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>318 850,65</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote III.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = R 040.

(8) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6615 peut figurer dans le détail du chapitre 642 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

A2

| Chap/<br>art (1)                                | Libellé (1)                                                  | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 013                                             | <b>Atténuations de charges</b>                               | <b>40 000,00</b>                        | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 6419                                            | Remboursements sur rémunérations du personnel                | 40 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 70                                              | <b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>  | <b>646 500,00</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 7013                                            | Vente de produits résiduels                                  | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 70311                                           | Concession dans les cimetières (produit net)                 | 2 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 70321                                           | Droits de stationnement et de location sur la voie publique  | 12 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 70322                                           | Droits de stationnement et de location sur le domaine public | 27 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 70323                                           | Redevance d'occupation du domaine public communal            | 18 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 70388                                           | Autres redevances et recettes diverses                       | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7062                                            | Redevances et droits des services à caractère culturel       |                                         | 0,00                        |                                        |
| 70632                                           | A caractère de loisirs                                       | 33 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7066                                            | Redevances et droits des services à caractère social         | 100 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 7067                                            | Redevances et droits des services périscolaires et d'enseig  | 260 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 70688                                           | Autres prestations de services                               | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 7083                                            | Locations diverses (autres qu'immeubles)                     | 6 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 70841                                           | aux budgets annexes, C.C.A.S. et Caisse des Écoles           | 155 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 70872                                           | par les budgets annexes et les régies municipales            | 8 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 70878                                           | par d'autres redevables                                      | 3 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 73                                              | <b>Impôts et taxes</b>                                       | <b>4 147 305,05</b>                     | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 73111                                           | Taxes foncières et d'habitation                              | 3 475 065,00                            | 0,00                        |                                        |
| 73112                                           | Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises             | 106 026,00                              | 0,00                        |                                        |
| 73113                                           | Taxe sur les Surfaces Commerciales                           | 72 275,00                               | 0,00                        |                                        |
| 73114                                           | imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau         | 25 105,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7343                                            | Taxe sur les pylônes électriques                             | 22 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7344                                            | Taxe sur les déchets stockés                                 | 141 834,05                              | 0,00                        |                                        |
| 7351                                            | Taxe sur la consommation finale d'électricité                | 140 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 7362                                            | Taxes de séjour                                              | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 7381                                            | Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de pu | 150 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 7388                                            | Autres taxes diverses                                        | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74                                              | <b>Dotations, subventions et participations</b>              | <b>2 092 141,00</b>                     | <b>73 565,00</b>            |                                        |
| 7411                                            | Dotations forfaitaire                                        | 493 366,00                              | -8 186,00                   |                                        |
| 74121                                           | Dotations de solidarité rurale                               | 492 000,00                              | 60 361,00                   |                                        |
| 74127                                           | Dotations nationales de péréquation                          | 260 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 746                                             | Dotations générales de décentralisation                      | 5 030,00                                | 0,00                        |                                        |
| 74712                                           | Emplois d'avenir                                             | 78 700,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74718                                           | Autres                                                       | 14 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7473                                            | Départements                                                 | 20 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74748                                           | Autres communes                                              | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7477                                            | Budget communautaire et fonds structurels                    |                                         | 21 390,00                   |                                        |
| 7478                                            | Autres organismes                                            | 530 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 748314                                          | Dotations uniques compensations spécifiques taxe profession  | 4 589,00                                | 0,00                        |                                        |
| 74832                                           | Attribution du Fonds départemental de la taxe professionne   | 22 868,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74833                                           | Etat - Compensation au titre de la CET (CVAE et CFE)         |                                         | 0,00                        |                                        |
| 74834                                           | Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes fon  | 34 753,00                               | 0,00                        |                                        |
| 74835                                           | Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'hal  | 56 835,00                               | 0,00                        |                                        |
| 7488                                            | Autres attributions et participations                        | 65 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 75                                              | <b>Autres produits de gestion courante</b>                   | <b>123 537,00</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 752                                             | Revenus des immeubles                                        | 105 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 7551                                            | Excédent des budgets annexes à caractère administratif       | 17 537,00                               | 0,00                        |                                        |
| 756                                             | Produits divers de gestion courante                          | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b> |                                                              | <b>7 049 483,05</b>                     | <b>73 565,00</b>            |                                        |
| <b>(a) = (70+74+75+013)</b>                     |                                                              |                                         |                             |                                        |
| 76                                              | <b>Produits financiers (b)</b>                               |                                         | <b>10 892,81</b>            |                                        |
| 76811                                           | Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées          |                                         | 10 892,81                   |                                        |
| 77                                              | <b>Produits exceptionnels (c)</b>                            | <b>150 000,00</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 7788                                            | Produits exceptionnels divers                                | 150 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b>     |                                                              | <b>7 199 483,05</b>                     | <b>84 457,81</b>            |                                        |

B-1-3-A2

|                                                        |            |
|--------------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                            | <b>III</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b> | <b>A2</b>  |

| Chap/<br>art (1)                                                                                         | Libellé (1)                                                        | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| <b>042</b>                                                                                               | <b>Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)</b>          | <b>229 010,83</b>                       | <b>234 392,84</b>           |                                        |
| 722                                                                                                      | Immobilisations corporelles                                        | 220 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 777                                                                                                      | Quote-part des subventions d'investissement transférées à          | 9 010,83                                | 0,00                        |                                        |
| 7815                                                                                                     | Reprises sur prov. pour risques et charges (8)                     |                                         | 0,00                        |                                        |
| 796                                                                                                      | Transferts de charges financières                                  |                                         | 234 392,84                  |                                        |
| <b>043</b>                                                                                               | <b>Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionn</b> |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>                                                                        |                                                                    | <b>229 010,83</b>                       | <b>234 392,84</b>           |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des opérations réelles et d'ordre) |                                                                    | <b>7 428 493,88</b>                     | <b>318 850,65</b>           |                                        |

|                                                      |                   |
|------------------------------------------------------|-------------------|
| +                                                    |                   |
| RESTES A REALISER 2015 (10)                          | 0,00              |
| +                                                    |                   |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)              | 0,00              |
| =                                                    |                   |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>318 850,65</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.  
(2) cf. Modalités de vote I-B.  
(3) Hors restes à réaliser.  
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions extra-budgétaires.  
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 042 = (X) 040.  
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf chapitre 024 « produit des cessations d'immobilisation »).  
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.  
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.  
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif ou si reprise anticipée des résultats).

|                                                       |            |
|-------------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>B1</b>  |

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                    | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| <b>010</b>       | <b>Stocks</b>                                                  |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>  | <b>31 708,00</b>                        | <b>8 500,00</b>             |                                        |
| 202              | Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cad      | 7 484,00                                | 8 500,00                    |                                        |
| 2051             | Concessions et droits similaires                               | 24 224,00                               | 0,00                        |                                        |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (hors opérations)</b>      | <b>502 000,00</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 204132           | Départements - Bâtiments et installations                      | 502 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>           | <b>2 679 090,15</b>                     | <b>3 610,22</b>             |                                        |
| 2111             | Terrains nus                                                   | 1 865 626,09                            | 0,00                        |                                        |
| 2115             | Terrains bâtis                                                 | 110 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 21311            | Hôtel de ville                                                 | 17 096,58                               | 0,00                        |                                        |
| 21312            | Bâtiments scolaires                                            | 27 091,00                               | 0,00                        |                                        |
| 21316            | Équipements du cimetière                                       | 15 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 21318            | Autres bâtiments publics                                       | 109 129,26                              | 0,00                        |                                        |
| 2135             | Installat* générales, agencements, aménagements des con        | 10 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 2151             | Réseaux de voirie                                              | 97 812,00                               | 77 030,22                   |                                        |
| 2152             | Installations de voirie                                        | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 21534            | Réseaux d'électrification                                      | 120 000,00                              | -73 420,00                  |                                        |
| 21571            | Matériel roulant - Voirie                                      | 84 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 21578            | Autre matériel et outillage de voirie                          | 5 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 2158             | Autres installations, matériel et outillage techniques         | 23 029,71                               | 0,00                        |                                        |
| 2181             | Installations générales, agencements et aménagements div       |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2182             | Matériel de transport                                          | 36 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 2183             | Matériel de bureau et matériel informatique                    | 28 555,51                               | 0,00                        |                                        |
| 2184             | Mobilier                                                       | 30 750,00                               | 0,00                        |                                        |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles                             | 95 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b> |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>              | <b>405 439,75</b>                       | <b>110 000,00</b>           |                                        |
| 2313             | Constructions                                                  | 67 300,13                               | 0,00                        |                                        |
| 2315             | Installations, matériel et outillage techniques                | 338 139,62                              | 110 000,00                  |                                        |
|                  | Opération d'équipement n° 1105 (5)                             | 366 365,32                              | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                         | <b>3 984 603,22</b>                     | <b>122 110,22</b>           |                                        |
| <b>10</b>        | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                     | <b>2 000,00</b>                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 10223            | T.L.E                                                          | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 10226            | Taxe d'aménagement                                             | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| <b>16</b>        | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                           | <b>550 547,26</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                              | 546 547,26                              | 0,00                        |                                        |
| 165              | Dépôts et cautionnements reçus                                 | 1 500,00                                | 0,00                        |                                        |
| 16818            | Autres prêteurs                                                | 2 500,00                                | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses financières</b>                          | <b>552 547,26</b>                       | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>    |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL DEPENSES REELLES DE L'EXERCICE</b>                    | <b>4 537 150,48</b>                     | <b>122 110,22</b>           |                                        |
| <b>040</b>       | <b>Opérations d'ordre de transfert entre sections (7)</b>      | <b>229 010,83</b>                       | <b>234 392,84</b>           |                                        |
|                  | <b>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</b>              | <b>9 010,83</b>                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
| 13911            | Etat et établissements nationaux                               | 3 258,00                                | 0,00                        |                                        |
| 13913            | Départements                                                   | 1 001,97                                | 0,00                        |                                        |
| 13918            | Autres                                                         | 1 533,33                                | 0,00                        |                                        |
| 13938            | Participations pour voirie et réseaux                          | 3 217,53                                | 0,00                        |                                        |
| 15112            | Provisions pour litiges (8)                                    |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Charges transférées (9)</b>                                 | <b>220 000,00</b>                       | <b>234 392,84</b>           |                                        |
| 2135             | Installat* générales, agencements, aménagements des con        | 220 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 4817             | Pénalités de renégociation de la dette                         |                                         | 234 392,84                  |                                        |
| <b>041</b>       | <b>Opérations patrimoniales (10)</b>                           | <b>3 480,78</b>                         | <b>1 406 565,77</b>         |                                        |

B-1-3-B1

|                                                       |            |
|-------------------------------------------------------|------------|
| <b>III - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b> | <b>B1</b>  |

| Chap/<br>art (1)                                                                                      | Libellé (1)                                     | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 166                                                                                                   | Refinancement de dette                          |                                         | 1 406 565,77                |                                        |
| 2315                                                                                                  | Installations, matériel et outillage techniques | 3 480,78                                | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                           |                                                 | <b>232 491,61</b>                       | <b>1 640 958,61</b>         |                                        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des dépenses réelles et d'ordre) |                                                 | <b>4 769 642,09</b>                     | <b>1 763 068,83</b>         |                                        |

|                                                                 |                     |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>RESTES A REALISER 2015 (11)</b>                              | <b>0,00</b>         |
| +                                                               |                     |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b> | <b>0,00</b>         |
| =                                                               |                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>             | <b>1 763 068,83</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir aussi II B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A6 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 30, 46 et 58 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune provision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. opérations du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrits en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

| Chap/<br>art (1) | Libellé (1)                                                  | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>déliberante (4) |
|------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 010              | Stocks                                                       |                                         | 0,00                        |                                        |
| 13               | Subventions d'investissement (hors 138)                      | 893 285,00                              | 104 080,00                  |                                        |
| 1311             | Etat et établissements nationaux                             | 127 224,00                              | 0,00                        |                                        |
| 1313             | Départements                                                 | 16 191,00                               | 0,00                        |                                        |
| 1321             | Etat et établissements nationaux                             | 70 000,00                               | 36 580,00                   |                                        |
| 1322             | Régions                                                      | 47 801,00                               | 0,00                        |                                        |
| 1323             | Départements                                                 | 3 129,00                                | 0,00                        |                                        |
| 13251            | GFP de rattachement                                          |                                         | 87 500,00                   |                                        |
| 1326             | Autres établissements publics locaux                         | 130 940,00                              | 0,00                        |                                        |
| 1328             | Autres                                                       | 498 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 16               | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)                     | 1 600 000,00                            | 0,00                        |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                            | 1 600 000,00                            | 0,00                        |                                        |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                     |                                         | 0,00                        |                                        |
| 204              | Subventions d'équipement versées                             |                                         | 0,00                        |                                        |
| 21               | Immobilisations corporelles                                  |                                         | 0,00                        |                                        |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation                        |                                         | 0,00                        |                                        |
| 23               | Immobilisations en cours                                     |                                         | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>                       | <b>2 493 285,00</b>                     | <b>104 080,00</b>           |                                        |
| 10               | Dotations, fonds divers et réserves                          | 1 482 884,84                            | 0,00                        |                                        |
| 1021             | Dotation                                                     | 0,18                                    | 0,00                        |                                        |
| 10222            | F.C.T.V.A.                                                   | 250 000,00                              | 0,00                        |                                        |
| 10223            | T.L.E.                                                       | 1 000,00                                | 0,00                        |                                        |
| 10226            | Taxe d'aménagement                                           | 90 000,00                               | 0,00                        |                                        |
| 1068             | Excédents de fonctionnement capitalisés                      | 1 141 884,66                            | 0,00                        |                                        |
| 138              | Autres subventions d'investissement non transférables        | 33 653,38                               | 0,00                        |                                        |
| 1383             | Départements                                                 | 33 653,38                               | 0,00                        |                                        |
| 024              | Produits de cessions                                         | 300 000,00                              | 0,00                        |                                        |
|                  | <b>Total des recettes financières</b>                        | <b>1 816 538,22</b>                     | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>  |                                         | <b>0,00</b>                 |                                        |
|                  | <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>                                | <b>4 309 823,22</b>                     | <b>104 080,00</b>           |                                        |
| 021              | Virement de la section de fonctionnement                     | 649 070,47                              | 0,00                        |                                        |
| 040              | Opérations d'ordre de transfert entre sections (6)(7)(8)     | 282 579,83                              | 252 423,06                  |                                        |
| 1641             | Emprunts en euros                                            |                                         | 234 392,84                  |                                        |
| 2802             | Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cad    | 22 033,20                               | 0,00                        |                                        |
| 28031            | Amortissements des frais d'études                            |                                         | 0,00                        |                                        |
| 28033            | Amortissement de frais d'insertion                           |                                         | 0,00                        |                                        |
| 2804111          | Etat - Biens mobiliers, matériel et études                   | 4 573,44                                | 0,00                        |                                        |
| 28041511         | GFP de rattachement - Biens mobiliers, matériel et études    | 2 950,82                                | 0,00                        |                                        |
| 280422           | Privé - Bâtiments et installations                           | 1 351,26                                | 0,00                        |                                        |
| 2804411          | Subv nature org publics - Biens mobiliers, matériel et étude | 19 938,41                               | 0,00                        |                                        |
| 2804422          | Subv nature privé - Bâtiments et installations               | 1 259,38                                | 0,00                        |                                        |
| 28051            | Concessions et droits similaires                             | 1 341,40                                | 0,00                        |                                        |
| 28121            | Plantations d'arbres et d'arbustes                           | 2 905,03                                | 0,00                        |                                        |
| 28128            | Autres agencements et aménagements de terrains               | 2 558,22                                | 0,00                        |                                        |
| 281311           | Hôtel de ville                                               | 247,16                                  | 0,00                        |                                        |
| 281312           | Bâtiments scolaires                                          | 1 725,64                                | 0,00                        |                                        |
| 281318           | Autres bâtiments publics                                     | 585,94                                  | 0,00                        |                                        |
| 28135            | Installat* générales, agencements, aménagement des cons      | 34 142,18                               | 0,00                        |                                        |
| 28138            | Autres constructions                                         | 1 202,38                                | 0,00                        |                                        |
| 28141            | Bâtiments publics                                            | 22,87                                   | 0,00                        |                                        |
| 28145            | Installations générales, agencements et aménagements         | 5 172,95                                | 0,00                        |                                        |
| 28151            | Réseaux de voirie                                            | 153,49                                  | 0,00                        |                                        |

B-1-3-82



## III - VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

| Chap/<br>art (1)                                                                                       | Libellé (1)                                                 | Pour mémoire<br>budget précédent<br>(2) | Proposition<br>nouvelle (3) | Vote de l'assemblée<br>délibérante (4) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------|
| 28152                                                                                                  | Installations de voirie                                     | 7 905,08                                | 0,00                        |                                        |
| 281533                                                                                                 | Réseaux câblés                                              | 1 098,00                                | 0,00                        |                                        |
| 281534                                                                                                 | Réseaux d'électrification                                   | 10 430,00                               | 0,00                        |                                        |
| 281538                                                                                                 | Autres réseaux                                              | 647,29                                  | 0,00                        |                                        |
| 281561                                                                                                 | Matériel roulant                                            | 340,86                                  | 0,00                        |                                        |
| 281568                                                                                                 | Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 1 156,11                                | 0,00                        |                                        |
| 281571                                                                                                 | Matériel roulant                                            | 15 062,64                               | 0,00                        |                                        |
| 281578                                                                                                 | Autre matériel et outillage de voirie                       | 17 458,99                               | 0,00                        |                                        |
| 28158                                                                                                  | Autres installations, matériel et outillage techniques      | 14 657,05                               | 0,00                        |                                        |
| 281782                                                                                                 | Matériel de transport                                       | 1 155,10                                | 0,00                        |                                        |
| 28181                                                                                                  | Installations générales, agencements et aménagements div    |                                         | 0,00                        |                                        |
| 28182                                                                                                  | Matériel de transport                                       | 7 839,77                                | 0,00                        |                                        |
| 28183                                                                                                  | Matériel de bureau et matériel informatique                 | 16 585,12                               | 0,00                        |                                        |
| 28184                                                                                                  | Mobilier                                                    | 20 478,57                               | 0,00                        |                                        |
| 28188                                                                                                  | Autres immobilisations corporelles                          | 65 603,48                               | 0,00                        |                                        |
| 4817                                                                                                   | Pénalités de renégociation de la dette                      |                                         | 18 030,22                   |                                        |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT</b>                            |                                                             | <b>930 650,30</b>                       | <b>252 423,06</b>           |                                        |
| <b>041</b>                                                                                             | <b>Opérations patrimoniales (9)</b>                         | <b>3 480,78</b>                         | <b>1 406 565,77</b>         |                                        |
| 166                                                                                                    | Refinancement de dette                                      |                                         | 1 406 565,77                |                                        |
| 2313                                                                                                   | Constructions                                               | 3 480,78                                | 0,00                        |                                        |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE</b>                                                            |                                                             | <b>934 131,08</b>                       | <b>1 658 988,83</b>         |                                        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des opérations réelles et ordres) |                                                             | <b>5 243 954,30</b>                     | <b>1 763 068,83</b>         |                                        |

+

RESTES A REALISER 2015 (10)

0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

1 763 068,83

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe I/A.3 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. décrets du chapitre des opérations d'ordre, DF 041 = R1 041.

(7) Aucune provision budgétaire ne doit figurer à l'article 102 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 20, 30, 48 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. décrets du chapitre des opérations d'ordre, DF 041 = R1 041.

(10) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**Monsieur le Maire** : Merci madame MONBRUN. Y-a-t-il des remarques sur cette décision modificative de notre budget principal ? Il y en aura sûrement d'autres décisions modificatives

d'ici la fin de l'année. Non, je le mets aux voix. Pas de vote contre, pas d'abstention. C'est approuvé, ainsi sera fait. Merci.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D11**

**Objet : Décision Modificative n° 1 au budget principal de la Commune**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés :

Contre :

Pour :

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération n° 2016\_14\_04\_D08 du 14 avril 2016 relative à l'adoption du Budget principal de la commune,

**Considérant** qu'il convient de procéder à des mouvements de crédits afin :

- D'intégrer les opérations comptables liées au remboursement de la part de l'emprunt à risque Dexia affectée à ce budget,
- D'intégrer la part de la recette du fond de soutien affectée à ce budget.
- D'intégrer la recette et les dépenses liées à l'opération dans le cadre du projet « Erasmus + » avec l'école Larramet élémentaire,
- D'ajuster le montant réel des dotation (forfaitaire et DSR),
- D'intégrer l'aide de l'Etat au titre du fond catastrophe naturelle suite à la tempête et prévoir les dépenses correspondantes,
- De transférer des crédits de l'article 21534 à l'article 2315,
- De prévoir les crédits nécessaires à la modification des documents d'urbanisme pour la construction du lycée,
- D'intégrer la subvention de la Communauté de Communes Garonne et Canal au titre du fonds de concours pour la voie de la gendarmerie et prévoir des dépenses de voirie supplémentaires.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Finances » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** les inscriptions budgétaires suivantes :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| Sens | Articles/<br>Chapitres | Libellés                                                 | Dépenses   | Recettes |
|------|------------------------|----------------------------------------------------------|------------|----------|
| D    | 611 - 011              | Contrats de prestations de services                      | 6 000,00   |          |
| D    | 6184 – 011             | Versements à des organismes de formation                 | 16 080,00  |          |
| D    | 6256 - 011             | Missions                                                 | 5 310,00   |          |
| D    | 63512 -011             | Taxes foncières                                          | 9 000,00   |          |
| D    | 6453 – 012             | Cotisations au caisses de retraite                       | 29 037,59  |          |
| D    | 6535 – 65              | Formation                                                | 1 000,00   |          |
| D    | 6681 – 042             | Indemnité pour remboursement anticipé d'emprunt à risque | 234 392,84 |          |

|                                     |            |                                                                 |                   |                   |
|-------------------------------------|------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| D                                   | 6862 – 042 | Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 18 030,22         |                   |
| R                                   | 7411 – 74  | Dotation forfaitaire                                            |                   | - 8 186,00        |
| R                                   | 74121 – 74 | Dotation de solidarité rurale                                   |                   | 60 361,00         |
| R                                   | 7477 – 74  | Budget communautaire et fonds structurels                       |                   | 21 390,00         |
| R                                   | 76811 – 76 | Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées             |                   | 10 892,81         |
| R                                   | 796 - 042  | Transferts de charges financières                               |                   | 234 392,84        |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b> |            |                                                                 | <b>318 850,65</b> | <b>318 850,65</b> |

## **SECTION D'INVESTISSEMENT**

| Sens                                  | Articles/ Chapitres | Libellés                                                       | Dépenses            | Recettes            |
|---------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| D                                     | 166 041             | Refinancement de dette                                         | 1 406 565,77        |                     |
| D                                     | 202 - 20            | Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre | 8 500,00            |                     |
| D                                     | 2151 - 21           | Réseaux de voirie                                              | 9 530,22            |                     |
| D                                     | 21534 - 21          | Réseaux d'électrification                                      | - 110 000,00        |                     |
| D                                     | 21534 - 21          | Réseaux d'électrification                                      | 36 580,00           |                     |
| D                                     | 2315 – 23           | Installations, matériel et outillage techniques                | 110 000,00          |                     |
| D                                     | 4817 - 040          | Pénalités de renégociation de la dette                         | 234 392,84          |                     |
| D                                     | 2151- 21            | Réseau de voirie                                               | 67 500,00           |                     |
| R                                     | 13251 – 13          | Fonds de concours                                              |                     | 67 500,00           |
| R                                     | 1321 – 13           | Etat et établissements nationaux                               |                     | 36 580,00           |
| R                                     | 1641 – 040          | Emprunts                                                       |                     | 234 392,84          |
| R                                     | 166 – 041           | Refinancement de la dette                                      |                     | 1 406 565,77        |
| R                                     | 4817 - 040          | Pénalités de renégociation de la dette                         |                     | 18 030,22           |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                     |                                                                | <b>1 763 068,83</b> | <b>1 763 068,83</b> |

- **Approuve** la décision modificative n° 1 du Budget principal de la commune.
- **Autorise** monsieur le maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Nous en venons maintenant à une série de dossiers dont monsieur TAUPIAC va nous faire lecture. Des commentaires s'il le fallait. Le premier ce sont des autorisations spéciales d'absence, monsieur TAUPIAC.

|                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>11. Nature et durée des autorisations spéciales d'absence autorisées par la Commune de Montech</b><br/> <i>rapporteur : Monsieur TAUPIAC</i></p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Vu l'article 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984** relatif à l'octroi d'autorisations spéciales d'absences qui n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels accordés pour les agents territoriaux ;

**Considérant** que la loi ne fixe pas les modalités d'attribution concernant les autorisations d'absence liées à des événements familiaux, de la vie courante et des motifs civiques ; et que celles-ci doivent être déterminées localement par délibération ;

**Vu** la consultation du Comité Technique du 02 juin 2016 ;

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « personnel communal » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **de retenir** les autorisations d'absences telles que présentées dans le tableau ci-dessous, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 :

| <b>Nature de l'évènement</b>                                                                                                       | <b>Justificatif à fournir</b>                                                             | <b>Nombre de jours accordés</b>                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>A l'occasion de certains événements familiaux</b>                                                                               |                                                                                           |                                                                                                 |
| <i>Naissance ou adoption – à prendre dans les 15 jours entourant l'évènement sans tenir compte des nécessités de service</i>       | <i>Extrait de naissance ou décision de placement</i>                                      | <i>3 jours</i>                                                                                  |
| <i>Garde d'enfant malade – Sous réserve des nécessités de service pour des enfants âgés de 16 ans au plus</i>                      | <i>Certificat médical</i>                                                                 | <i>1 fois la durée hebdomadaire de travail plus un jour (quel que soit le nombre d'enfants)</i> |
| <b>Liées à des motifs professionnels</b>                                                                                           |                                                                                           |                                                                                                 |
| <i>Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents</i>                     | <i>Convocation</i>                                                                        | <i>Durée du trajet et de la visite</i>                                                          |
| <i>Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes</i> | <i>Convocation</i>                                                                        | <i>Durée du trajet et de la visite</i>                                                          |
| <b>Liés à des motifs civiques</b>                                                                                                  |                                                                                           |                                                                                                 |
| <i>Juré d'assises – Sans tenir compte des nécessités de service</i>                                                                | <i>Convocation</i>                                                                        | <i>Durée de la session</i>                                                                      |
| <i>Témoin devant le juge pénal – Sans tenir compte des nécessités de service</i>                                                   | <i>Citation à comparaître ou convocation</i>                                              | <i>Durée de la session</i>                                                                      |
| <i>Membres des commissions d'agrément pour l'adoption – Sans tenir compte des nécessités de service</i>                            | <i>Convocation</i>                                                                        | <i>Durée de la réunion</i>                                                                      |
| <b>Liées à la maternité</b>                                                                                                        |                                                                                           |                                                                                                 |
| <i>Pendant la grossesse – A partir du 3<sup>ème</sup> mois</i>                                                                     | <i>Sur demande de l'agent et sur avis du médecin de la médecine professionnelle</i>       | <i>1 heure par jour maximum</i>                                                                 |
| <i>Séances préparatoires à l'accouchement – Sans tenir compte des nécessités de service</i>                                        | <i>Sur avis du médecin de la médecine professionnelle au vu des pièces justificatives</i> | <i>Durée des séances</i>                                                                        |
| <i>Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal – Sans tenir compte des nécessités de service</i>                | <i>Certificat médical</i>                                                                 | <i>Durée de l'examen</i>                                                                        |
| <i>Allaitement</i>                                                                                                                 |                                                                                           | <i>1 heure par jour maximum</i>                                                                 |

|                                                                                                                                             |                                    |                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|----------------|
| <b>Liées à des événements familiaux</b>                                                                                                     |                                    |                |
| <b>Mariage ou PACS</b>                                                                                                                      |                                    |                |
| <i>de l'agent</i>                                                                                                                           | <i>Extrait d'acte d'état civil</i> | <i>5 jours</i> |
| <i>d'un enfant de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                |                                    | <i>2 jours</i> |
| <i>du père, de la mère, d'un autre ascendant, frère, sœur, beau-frère, belle-sœur, neveu, nièce, petit-fils, petite-fille, oncle, tante</i> |                                    | <i>1 jour</i>  |

|                                                                                                                                                                                                        |                                                              |                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <i>de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                                                       |                                                              |                                        |
| <b>Décès, obsèques ou maladie très grave (au sens de longue maladie, de maladie longue durée ou de grave maladie)</b>                                                                                  |                                                              |                                        |
| <i>du conjoint (concubin pacsé)</i>                                                                                                                                                                    | <i>Extrait d'acte d'état civil ou certificat médical</i>     | <i>5 jours</i>                         |
| <i>d'un enfant de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                                           |                                                              | <i>5 jours</i>                         |
| <i>du père, de la mère de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                                   |                                                              | <i>5 jours</i>                         |
| <i>des autres ascendants directs de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                         |                                                              | <i>1 jour</i>                          |
| <i>du gendre, de la belle-fille de l'agent</i>                                                                                                                                                         |                                                              | <i>2 jours</i>                         |
| <i>du gendre, de la belle-fille du conjoint</i>                                                                                                                                                        |                                                              | <i>1 jour</i>                          |
| <i>d'un frère, d'une sœur de l'agent</i>                                                                                                                                                               |                                                              | <i>3 jours</i>                         |
| <i>d'un frère, d'une sœur du conjoint</i>                                                                                                                                                              |                                                              | <i>1 jour</i>                          |
| <i>d'un neveu, d'une nièce, d'un beau-frère, d'une belle-sœur de l'agent</i>                                                                                                                           |                                                              | <i>2 jours</i>                         |
| <i>d'un neveu, d'une nièce, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du conjoint</i>                                                                                                                          |                                                              | <i>1 jour</i>                          |
| <i>d'un oncle, d'une tante de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                               |                                                              | <i>1 jour</i>                          |
| <i>d'un petit-fils, d'une petite-fille de l'agent ou du conjoint</i>                                                                                                                                   |                                                              | <i>5 jours</i>                         |
| <i>La réponse ministérielle n° 44068 du 14 avril 2000 prévoit la possibilité d'accorder un délai de route, de 48 heures maximum aller-retour, aux agents bénéficiant d'une autorisation d'absence.</i> |                                                              |                                        |
| <i>Cette autorisation sera accordée en fonction du lieu de l'évènement familial exceptionnel.</i>                                                                                                      |                                                              |                                        |
| <b>Liées à des évènements de la vie courante et des motifs civiques</b>                                                                                                                                |                                                              |                                        |
| <i>Concours et examens en rapport avec l'administration locale</i>                                                                                                                                     | <i>Convocation</i>                                           | <i>Durée de l'épreuve et du trajet</i> |
| <i>Don du sang et de plasma</i>                                                                                                                                                                        | <i>Certificat</i>                                            | <i>Durée la séance</i>                 |
| <i>Assesseur - délégué de liste / élections prud'homales</i>                                                                                                                                           | <i>Toutes pièces</i>                                         | <i>Durée du scrutin</i>                |
| <i>Assesseur – délégué / élections aux organismes de Sécurité Sociale</i>                                                                                                                              | <i>Toutes pièces</i>                                         | <i>Durée du scrutin</i>                |
| <i>Déménagement de l'agent</i>                                                                                                                                                                         | <i>Tout justificatif prouvant le déménagement de l'agent</i> | <i>1 jour</i>                          |

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accorder** ces autorisations spéciales d'absences ci-dessus mentionnées dans les conditions suivantes :
  - Les autorisations spéciales d'absence sont accordées en fonction des nécessités de service ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont non fractionnables ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont accordés le jour de l'évènement, ainsi que les jours précédents et suivants l'évènement ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont des journées ouvrables ;
  - Les agents qui ne sont pas en activité (RTT, congés, temps partiel, maladie...) au moment de l'absence spéciale ne pourront prétendre à un rattrapage des jours accordés.

**Monsieur le Maire** : Merci. Monsieur PERLIN.

**Monsieur PERLIN** : Dans le tableau "pendant la grossesse - à partir du 3<sup>ème</sup>" c'est 3<sup>ème</sup> quoi ? jour, mois, année ? pour moi c'est 3<sup>ème</sup> mois de grossesse.

**Monsieur le Maire** : Oui ce n'est pas la 3<sup>ème</sup> grossesse, c'est le 3<sup>ème</sup> mois. Sachez, cela a été dit, l'objet de très grandes discussions, intéressantes d'ailleurs au Comité Technique avec du personnel parce que ce sont des notions qui sont applicables dans bon nombre d'établissements, il y a des variables mais dans bon nombre d'établissements, mais les conditions sont très importantes à la fin j'allais presque autant que les jours accordés parce qu'effectivement lorsqu'il y a un mariage on ne peut pas arriver trois semaines après ou six mois après en disant je prends mes deux jours etc. Il faut faire attention parce qu'il y a eu des réclamations de jours alors que c'est lié à des événements comme c'est dit entre autre et sur des temps bien précis et ce n'est pas fractionnable. Monsieur PERLIN.

**Monsieur PERLIN** : Monsieur le Maire juste une remarque, si quelqu'un se marie et qu'il envisage de partir en voyage de noces un mois après, comment ça se passe.

**Monsieur le Maire** : Si c'est lui-même qui se marie, il a droit à 5 jours. Mais il a droit à 5 jours pendant le mariage, enfin autour du mariage. S'il se marie le samedi, il peut avoir le jeudi, le vendredi, le lundi, le mardi, le mercredi par exemple. I

**Monsieur PERLIN** : C'est exclu... dans le privé ça se fait, on peut transférer les congés

**Monsieur le Maire** : C'est possible, mais le privé c'est le privé, en plus ce sont des règles de telle ou telle entreprise. Il en est de même pour le décès, les obsèques ou la maladie très grave c'est évident. Est-ce qu'on accorde ces autorisations ? Oui c'est l'unanimité je vous remercie.

**La délibération suivante est adoptée :**

Délibération n° 2016\_07\_D12

**Objet** : Nature et durée des autorisations spéciales d'absence autorisées par la Commune de Montech

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu l'article 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984** relatif à l'octroi d'autorisations spéciales d'absences qui n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels accordés pour les agents territoriaux ;

**Considérant** que la loi ne fixe pas les modalités d'attribution concernant les autorisations d'absence liées à des événements familiaux, de la vie courante et des motifs civiques ; et que celles-ci doivent être déterminées localement par délibération ;

**Vu** la consultation du Comité Technique du 02 juin 2016 ;

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « personnel communal » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de retenir** les autorisations d'absences telles que présentées dans le tableau ci-dessous, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 :

| Nature de l'évènement                                | Justificatif à fournir                        | Nombre de jours accordés |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------|
| <b>A l'occasion de certains événements familiaux</b> |                                               |                          |
| Naissance ou adoption – à prendre dans les 15 jours  | Extrait de naissance ou décision de placement | 3 jours                  |

|                                                                                                        |                    |                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| entourant l'évènement sans tenir compte des nécessités de service                                      |                    |                                                                                          |
| Garde d'enfant malade – Sous réserve des nécessités de service pour des enfants âgés de 16 ans au plus | Certificat médical | 1 fois la durée hebdomadaire de travail plus un jour (quel que soit le nombre d'enfants) |

| <b>Liées à des motifs professionnels</b>                                                                                    |                                                                                    |                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents                     | Convocation                                                                        | Durée du trajet et de la visite |
| Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes | Convocation                                                                        | Durée du trajet et de la visite |
| <b>Liés à des motifs civiques</b>                                                                                           |                                                                                    |                                 |
| Juré d'assises – Sans tenir compte des nécessités de service                                                                | Convocation                                                                        | Durée de la session             |
| Témoin devant le juge pénal – Sans tenir compte des nécessités de service                                                   | Citation à comparaître ou convocation                                              | Durée de la session             |
| Membres des commissions d'agrément pour l'adoption – Sans tenir compte des nécessités de service                            | Convocation                                                                        | Durée de la réunion             |
| <b>Liées à la maternité</b>                                                                                                 |                                                                                    |                                 |
| Pendant la grossesse – A partir du 3 <sup>ème</sup> mois de grossesse                                                       | Sur demande de l'agent et sur avis du médecin de la médecine professionnelle       | 1 heure par jour maximum        |
| Séances préparatoires à l'accouchement – Sans tenir compte des nécessités de service                                        | Sur avis du médecin de la médecine professionnelle au vu des pièces justificatives | Durée des séances               |
| - Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal – Sans tenir compte des nécessités de service              | Certificat médical                                                                 | Durée de l'examen               |
| Allaitement                                                                                                                 |                                                                                    | 1 heure par jour maximum        |

| <b>Liées à des événements familiaux</b>                                                                                                                        |                                                   |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------|
| <b>Mariage ou PACS</b>                                                                                                                                         |                                                   |         |
| de l'agent                                                                                                                                                     | Extrait d'acte d'état civil                       | 5 jours |
| d'un enfant de l'agent ou du conjoint                                                                                                                          |                                                   | 2 jours |
| du père, de la mère, d'un autre ascendant, frère, sœur, beau-frère, belle-sœur, neveu, nièce, petit-fils, petite-fille, oncle, tante de l'agent ou du conjoint |                                                   | 1 jour  |
| <b>Décès, obsèques ou maladie très grave (au sens de longue maladie, de maladie longue durée ou de grave maladie)</b>                                          |                                                   |         |
| du conjoint (concubin pacsé)                                                                                                                                   | Extrait d'acte d'état civil ou certificat médical | 5 jours |
| d'un enfant de l'agent ou du conjoint                                                                                                                          |                                                   | 5 jours |

|                                                                                                                                                                                                 |  |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|---------|
| du père, de la mère de l'agent ou du conjoint                                                                                                                                                   |  | 5 jours |
| des autres ascendants directs de l'agent ou du conjoint                                                                                                                                         |  | 1 jour  |
| du gendre, de la belle-fille de l'agent                                                                                                                                                         |  | 2 jours |
| du gendre, de la belle-fille du conjoint                                                                                                                                                        |  | 1 jour  |
| d'un frère, d'une sœur de l'agent                                                                                                                                                               |  | 3 jours |
| d'un frère, d'une sœur du conjoint                                                                                                                                                              |  | 1 jour  |
| d'un neveu, d'une nièce, d'un beau-frère, d'une belle-sœur de l'agent                                                                                                                           |  | 2 jours |
| d'un neveu, d'une nièce, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du conjoint                                                                                                                          |  | 1 jour  |
| d'un oncle, d'une tante de l'agent ou du conjoint                                                                                                                                               |  | 1 jour  |
| d'un petit-fils, d'une petite-fille de l'agent ou du conjoint                                                                                                                                   |  | 5 jours |
| La réponse ministérielle n° 44068 du 14 avril 2000 prévoit la possibilité d'accorder un délai de route, de 48 heures maximum aller-retour, aux agents bénéficiant d'une autorisation d'absence. |  |         |
| Cette autorisation sera accordée en fonction du lieu de l'évènement familial exceptionnel.                                                                                                      |  |         |

| <b>Liées à des évènements de la vie courante et des motifs civiques</b> |                                                       |                                 |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Concours et examens en rapport avec l'administration locale             | Convocation                                           | Durée de l'épreuve et du trajet |
| Don du sang et de plasma                                                | Certificat                                            | Durée la séance                 |
| Assesneur - délégué de liste / élections prud'homales                   | Toutes pièces                                         | Durée du scrutin                |
| Assesneur – délégué / élections aux organismes de Sécurité Sociale      | Toutes pièces                                         | Durée du scrutin                |
| Déménagement de l'agent                                                 | Tout justificatif prouvant le déménagement de l'agent | 1 jour                          |

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** d'accorder ces autorisations spéciales d'absences ci-dessus mentionnées dans les conditions suivantes :
  - Les autorisations spéciales d'absence sont accordées en fonction des nécessités de service ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont non fractionnables ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont accordés le jour de l'évènement, ainsi que les jours précédents et suivants l'évènement ;
  - Les journées d'autorisation d'absence sont des journées ouvrables ;
  - Les agents qui ne sont pas en activité (RTT, congés, temps partiel, maladie...) au moment de l'absence spéciale ne pourront prétendre à un rattrapage des jours accordés.

**Monsieur le Maire** : Quelques trois ou quatre dossiers, monsieur TAUPIAC avec les suppressions, créations il va falloir expliquer tout ça.



**12. Suppressions de quatre emplois permanents d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet**  
*rapporteur : Monsieur TAUPIAC*

**Monsieur TAUPIAC** : Je vais vous simplifier la vie. Ces suppressions d'emplois ainsi que les suivantes inscrites à l'ordre du jour points 12, 13, 14 et 15 sont la conséquence des créations d'emplois faite lors des précédents conseils. Celles-ci permettent donc de réajuster et de mettre à jour le tableau des effectifs.

Considérant qu'en raison du changement de grade de quatre agents, du point 12. Je vais éviter de vous citer les grades on les citera un peu plus tard, d'un agent au point 13, d'un agent au point 14 et d'un agent au point 15. Considérant la consultation du comité technique du 02 juin 2016 ainsi que l'avis favorable à l'unanimité de la commission "personnel" du 20 juin 2016. Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de supprimer 4 emplois permanents d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe, 1 emploi de rédacteur, 1 emploi d'attaché territorial. Ces 6 emplois étant à temps complet. Ainsi que la suppression d'un emploi d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet pour ce dernier et cela à compter du 04 juillet 2016. De le charger de l'application des décisions prises.

**Monsieur le Maire** : Reprenons chaque point s'il le fallait, des questions ? le premier point, 12, il s'agit de 4 emplois d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe qui, si j'ai bien compris changent de grade, idem pour l'emploi de rédacteur territorial on le change de grade, c'est ça là aussi ? idem pour un emploi d'attaché territorial, on le change de grade, c'est fait. Par contre au niveau du dossier numéro 15 concernant l'emploi d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe celui-là on le supprime aussi parce qu'il va devenir autre chose ?

**Monsieur TAUPIAC** : Il reste deuxième classe pour lui c'est la DHT, la durée hebdomadaire de travail qui a changé. L'emploi qu'on supprime était à 21,25 heures centièmes, 21 heures 15 minutes et il est passé à temps complet à 35 heures. Nous l'avons créé d'ailleurs lors du dernier conseil municipal.

**Monsieur le Maire** : Votre intervention du début était de dire on réajustait les choses que nous avons déjà évoquées. Est-ce que s'est compris de tout le monde ? Y-a-t-il des objections à ce que nous supprimions de façon très écrite ces 7 emplois ? Monsieur VALMARY.

**Monsieur VALMARY** : Oui, me permettre de réitérer ma demande de la dernière fois, c'est-à-dire faire dans le même conseil les suppressions et les créations, que ce soit très frais dans notre esprit.

**Monsieur le Maire** : Quand c'est possible, mais je crois que ce n'est pas possible dans tous les cas de le faire au moment même, sans ça on le ferait. Monsieur COQUERELLE ce n'est pas toujours possible ?

**Monsieur COQUERELLE** : Ça dépend de l'avis du Comité Technique, puisque le Comité Technique est obligatoirement consulté sur les suppressions d'emplois pas sur les créations. Les créations d'emploi sont de votre autorité. Les suppressions d'emploi doivent solliciter l'avis favorable ou défavorable, mais il faut solliciter l'avis du Comité Technique et si l'avis du Comité Technique est défavorable il faut le solliciter une deuxième fois dans les 10 jours sur son avis et s'il est toujours défavorable vous pouvez tout de même supprimer l'emploi. Entre la première convocation et la seconde convocation ça prend entre 1 mois, 1 mois et demi. On a un peu de mal parfois à ajuster entre les conseils municipaux et le comité technique.

**Monsieur le Maire** : Voilà l'explication. Vous prendrez Monsieur VALMARY un cours privé du soir.

**Monsieur VALMARY** : Comme je disais, permettez-moi de revenir là-dessus, ce n'est pas logique puisque si j'ai bien compris ce comité technique se réunie pour la suppression de poste...

**Monsieur le Maire** : Il est consulté.

**Monsieur VALMARY** : il a un avis consultatif, donc le fait de le proposer induit qu'il y aura des créations, autant les mettre ensemble, c'est pour ça que je ne comprends pas cette gymnastique.

**Monsieur le Maire** : Cours du soir gratuit pour monsieur VALMARY et d'autres peut-être. C'est vrai il faut comprendre le cheminement, je l'ai compris parce que j'ai assisté aux deux comités techniques avec des avis différents. Cela étant, il n'y a pas d'objection à ce que nous supprimions tout cela de façon tout à fait théorique puisque les agents eux-mêmes existent, ils sont là physiquement. Je consulte, il n'y a pas d'objection sur ces 4 dossiers regroupés mais qui font quand même 4 dossiers différents. Il n'y en a pas.

*Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

*Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;*

*Considérant qu'en raison du changement de grade de quatre agents, il conviendrait de supprimer quatre emplois permanents d'adjoint technique de 1ère classe à temps complet, à compter du 04 juillet 2016,*

*Considérant la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;*

*Considérant l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De supprimer** quatre emplois permanents d'adjoints techniques de 1ère classe à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;

| Nombre d'emploi | Emploi                           | Temps de Travail hebdomadaire |
|-----------------|----------------------------------|-------------------------------|
| 4               | Adjoint technique de 1ère classe | 35 heures                     |

- **De le charger** de l'application des décisions prises.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D13**

**Objet : Suppression de quatre emplois permanents d'adjoint technique de 1ère classe à temps complet.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement de grade de quatre agents, il conviendrait de supprimer quatre emplois permanents d'adjoint technique de 1ère classe à temps complet, à compter du 04 juillet 2016,

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** de supprimer quatre emplois permanents d'adjoints techniques de 1ère classe à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;
- **Charge** Monsieur le Maire de l'application des décisions prises.

**13. Suppression d'un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet**  
*rapporteur : Monsieur TAUPIAC*

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement de grade d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet, à compter du 04 juillet 2016.

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De supprimer** un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;

| Nombre d'emploi | Emploi                | Temps de Travail hebdomadaire |
|-----------------|-----------------------|-------------------------------|
| 1               | Rédacteur territorial | 35 heures                     |

- **De le charger** de l'application des décisions prises.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D14**

**Objet : Suppression d'un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement de grade d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet, à compter du 04 juillet 2016.

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de supprimer** un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;
- **Charge** monsieur le maire de l'application des décisions prises.

**14. Suppression d'un emploi permanent d'attache territorial à temps complet**  
*rapporteur : Monsieur TAUPIAC*

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement de grade d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet, à compter du 04 juillet 2016,

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De supprimer** un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;

| Nombre d'emploi | Emploi              | Temps de Travail hebdomadaire |
|-----------------|---------------------|-------------------------------|
| 1               | Attaché territorial | 35 heures                     |

- **De le charger** de l'application des décisions prises.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D15**

**Objet : Suppression d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement de grade d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet, à compter du 04 juillet 2016,

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de supprimer** un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet à compter du 04 juillet 2016 ;
- **Charge** Monsieur le Maire de l'application des décisions prises.

**15. Suppression d'un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet**  
*rapporteur : Monsieur TAUPIAC*

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement du temps de travail d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet, à compter du 04 juillet 2016,

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De supprimer** un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet à compter du 04 juillet 2016

| Nombre d'emploi | Emploi                                         | Temps de Travail hebdomadaire |
|-----------------|------------------------------------------------|-------------------------------|
| 1               | Adjoint d'animation de 2 <sup>ème</sup> classe | 21,25 heures                  |

- **De le charger** de l'application des décisions prises.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D16**

**Objet : Suppression d'un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Considérant** qu'en raison du changement du temps de travail d'un agent, il conviendrait de supprimer un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet, à compter du 04 juillet 2016,

**Considérant** la consultation du Comité technique du 02 juin 2016 ;

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité de la commission « Personnel » du 20 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** de supprimer un emploi permanent d'adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (21,25 heures) à compter du 04 juillet 2016
- **Charge** Monsieur le Maire de l'application des décisions prises.

**Monsieur le Maire :** Là nous allons créer un emploi lié à un accroissement temporaire d'activité, madame ARAKELIAN.

**Madame ARAKELIAN :** C'est une création mais c'est une délibération qu'est prise chaque année. C'est une création relative, temporaire oui.

**16. Ecole de Musique : création d'un emploi lié à un accroissement temporaire d'activité.**  
*rapporteur : Madame ARAKELIAN*

*Vu l'article 3.1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;*

*Considérant qu'en raison d'un accroissement temporaire d'activité, il conviendrait de créer un emploi non permanent à temps non complet ;*

*Considérant qu'il conviendrait d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget de l'année 2016 l'emploi suivant :*

| <b>Période</b>                     | <b>Nombre d'emploi</b> | <b>Grade</b>                                | <b>Nature des fonctions</b>  | <b>Temps de travail Hebdomadaire</b> |
|------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------|
| <i>Du 01/09/2016 au 30/06/2017</i> | <i>01</i>              | <i>Professeur d'enseignement artistique</i> | <i>Enseignant de musique</i> | <i>05 heures</i>                     |

*Considérant que la rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de celle du cadre de l'emploi et du grade de l'agent pour l'année scolaire 2016/2017.*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** les propositions ci-dessus ;
- **De le charger** de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **De dire** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

**Monsieur le Maire :** Merci. Il s'agit bien d'un emploi pour la période scolaire, c'est ce que j'ai compris, d'un professeur de percussions. Pas d'objection à ce que nous recrutons pour 5 heures par semaine un percussionniste ? pas d'objection, très bien ainsi sera fait.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D17**

**Objet : Ecole de Musique : création d'un emploi lié à un accroissement temporaire d'activité.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** l'article 3.1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;

**Considérant** qu'en raison d'un accroissement temporaire d'activité, il conviendrait de créer un emploi non permanent à temps non complet ;

**Considérant** qu'il conviendrait d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget de l'année 2016 l'emploi suivant :

| Période                     | Nombre d'emploi | Grade                                | Nature des fonctions  | Temps de travail Hebdomadaire |
|-----------------------------|-----------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Du 01/09/2016 au 30/06/2017 | 01              | Professeur d'enseignement artistique | Enseignant de musique | 05 heures                     |

**Considérant** que la rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de celle du cadre de l'emploi et du grade de l'agent pour l'année scolaire 2016/2017.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** les propositions ci-dessus ;
- **Charge** Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **Dit** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

**Monsieur le Maire** : Madame CARCELLE, la restauration scolaire.

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>17. Tarif de la restauration scolaire</b><br><i>rapporteur : Madame CARCELLE</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------------|

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

**Vu** le décret no 2000-672 du 19 juillet 2000 abrogé, relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public selon lequel le prix moyen pouvait varier chaque année dans la limite d'un taux fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie en fonction de l'évolution des salaires, du prix de l'énergie et des prix des produits alimentaires,

**Vu** le décret 2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public précisant que les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves écoles maternelles, élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge,

**Vu** la délibération n°2011\_10\_D03 du 1<sup>er</sup> octobre 2011 définissant les modalités d'application du quotient familial pour le service de restauration scolaire

**Vu** la délibération n° 2015\_27\_06\_D16 du 27 juin 2016 relative à l'approbation des tarifs,

**Considérant** que ces tarifs ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration,

**Considérant** que le coût de revient d'un repas en 2015 était de 7,25 € (personnel, matières premières, fluides, confection, maintenance des équipements) hors renouvellement du matériel,

**Considérant** que le prix moyen du repas facturé est de 2,44€,

**Considérant** qu'il convient de garantir à tous les enfants l'accès au restaurant scolaire et de favoriser la mixité sociale,

**Considérant** les objectifs de la politique municipale visant à limiter au maximum les charges pesant sur les familles et de manière générale le coût des services offerts à la population, et qu'il est possible de prendre en compte les disparités de ressources des familles dont les enfants utilisent le service restauration

scolaire,

**Considérant** que le quotient familial correspond à une vision établie du service public et de l'équité sociale,  
**Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement,  
à l'unanimité des membres présents, pour l'augmentation des tarifs,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter de modifier** la tarification pour les enfants en conservant les tranches du quotient familial et les prix des repas, (selon le mode de calcul proposé par la Caisse Nationale d'Allocation Familiale pour le quotient familial)

|                  | <b>Quotient familial (en euros)</b> | <b>Tarifs (en euros)</b> |
|------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>Tranche 1</b> | 0 à 399                             | 1,99                     |
| <b>Tranche 2</b> | 400 à 649                           | 2,33                     |
| <b>Tranche 3</b> | 650 à 899                           | 2,55                     |
| <b>Tranche 4</b> | 900 et plus                         | 2,77                     |

- **D'accepter de modifier** le prix unitaire des repas servis aux adultes au restaurant scolaire à 5,40 euros,
- **De maintenir** le prix unitaire du renouvellement des cartes magnétiques « carte + » à 4,60 euros,
- **De dire que** les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires
- **De l'autoriser** à signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Merci. Ce sont des tarifs vous le voyez, au plus un enfant paie un repas 2,77 €.

**Madame CARCELLE** : l'augmentation par rapport à l'année dernière est de 3 %.

**Monsieur le Maire** : Y-a-t-il des remarques à faire sur ces tarifs de la restauration scolaire à compter de la rentrée septembre 2016 ? Pas de remarques ? pas d'objection ? ainsi sera fait pour cette rentrée scolaire 2016-2017.

**La délibération suivante est adoptée :**

|                                                  |                |               |            |           |
|--------------------------------------------------|----------------|---------------|------------|-----------|
| <b>Délibération n° 2016_07_D18</b>               |                |               |            |           |
| <b>Objet : Tarif de la restauration scolaire</b> |                |               |            |           |
| Votants : 27                                     | Abstention : 0 | Exprimés : 27 | Contre : 0 | Pour : 27 |

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

**Vu** le décret no 2000-672 du 19 juillet 2000 abrogé, relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public selon lequel le prix moyen pouvait varier chaque année dans la limite d'un taux fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie en fonction de l'évolution des salaires, du prix de l'énergie et des prix des produits alimentaires,



**Vu** le décret 2006-753 du 29 juin 2006 relatif au prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public précisant que les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge,

**Vu** la délibération n°2011\_10\_D03 du 1<sup>er</sup> octobre 2011 définissant les modalités d'application du quotient familial pour le service de restauration scolaire

**Vu** la délibération n° 2015\_27\_06\_D16 du 27 juin 2016 relative à l'approbation des tarifs,

**Considérant** que ces tarifs ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration,

**Considérant** que le coût de revient d'un repas en 2015 était de 7,25 € (personnel, matières premières, fluides, confection, maintenance des équipements) hors renouvellement du matériel,

**Considérant** que le prix moyen du repas facturé est de 2,44€,

**Considérant** qu'il convient de garantir à tous les enfants l'accès au restaurant scolaire et de favoriser la mixité sociale,

**Considérant** les objectifs de la politique municipale visant à limiter au maximum les charges pesant sur les familles et de manière générale le coût des services offerts à la population, et qu'il est possible de prendre en compte les disparités de ressources des familles dont les enfants utilisent le service restauration scolaire,

**Considérant** que le quotient familial correspond à une vision établie du service public et de l'équité sociale,

**Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement, à l'unanimité des membres présents, pour l'augmentation des tarifs,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte de modifier** la tarification pour les enfants en conservant les tranches du quotient familial et les prix des repas, (selon le mode de calcul proposé par la Caisse Nationale d'Allocation Familiale pour le quotient familial)

|                  | <b>Quotient familial (en euros)</b> | <b>Tarifs (en euros)</b> |
|------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| <b>Tranche 1</b> | 0 à 399                             | 1,99                     |
| <b>Tranche 2</b> | 400 à 649                           | 2,33                     |
| <b>Tranche 3</b> | 650 à 899                           | 2,55                     |
| <b>Tranche 4</b> | 900 et plus                         | 2,77                     |

- **Accepte de modifier** le prix unitaire des repas servis aux adultes au restaurant scolaire à 5,40 euros,
- **Accepte** le maintien du prix unitaire du renouvellement des cartes magnétiques « carte + » à 4,60 euros,
- **Dit que** les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires

- **Autorise** monsieur le maire à signer tous les actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Madame DOSTES, là aussi des tarifs.

**18. Tarifs de l'ALSH (accueil de loisirs sans hébergement), de l'ALAE (accueil de loisirs associé à l'école) et de l'Accueil Ados Montech.**  
*rapporteur : Madame DOSTES*

*Vu la délibération du Conseil Municipal n°2015\_27\_06\_D17 du 27 juin 2016 approuvant les tarifs pour l'ALSH, l'ALAE (mercredi après-midi) et l'Accueil Ados Montech,*

*Vu la délibération 2015\_10\_D20 du 03 octobre 2015 approuvant les tarifs de l'ALAE pour les enfants en tenant compte du quotient familial,*

*Vu la délibération 2016\_03\_D34 du 12 mars 2016 modifiant le tarif ALSH pour les enfants bénéficiant d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et apportant leur repas de 1,93 € à la journée,*

**Considérant** que la CAF accorde à certaines familles, en fonction du quotient familial, une aide aux temps libres d'un montant de 3 ou 3,5 € par ½ journée, et 6 ou 7 € par jour,

**Considérant** que la MSA accorde à certaines familles, en fonction du quotient familial, une aide aux temps libres dénommée « PASS ACCUEIL » d'un montant journalier de 6.00 € versée directement à la commune,

**Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement, à l'unanimité des membres présents, pour le maintien des tarifs ALSH Vacances et la modification des tarifs de l'ALAE, comme proposé ci-après :

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De maintenir** les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH), à savoir :
  - **ALSH VACANCES**

| Nombre d'enfant | Montéchois | Extérieur |
|-----------------|------------|-----------|
| 1               | 12,92 €    | 18 €      |
| 2               | 21,53 €    | 35 €      |
| 3               | 30,71 €    | 50 €      |
| 4               | 38,85 €    | 65 €      |

- **De maintenir** une réduction de 1,93€ à la journée sur les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) pour les enfants bénéficiant d'un PAI et apportant leur repas.
- **De modifier** les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (ALAE), à savoir :
  - **ALAE Mercredis après-midi**

| REPAS                            | Après-midi (12h00-18h30 ou 13h30 – 18h30) |
|----------------------------------|-------------------------------------------|
| En fonction du Quotient Familial | 3,05 €                                    |

- **ALAE (matin, midi, soir)**

|                  | Quotient familial (en euros) | 2016                              |                                |
|------------------|------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
|                  |                              | Tarifs (en €) forfait/jour/enfant | Plafonds mensuel/enfant (en €) |
| <b>Tranche 1</b> | 0 à 399                      | 0,49                              | 6,32                           |
| <b>Tranche 2</b> | 400 à 649                    | 0,54                              | 7,03                           |
| <b>Tranche 3</b> | 650 à 899                    | 0,59                              | 7,73                           |
| <b>Tranche 4</b> | 900 et plus                  | 0,65                              | 8,43                           |

- **De maintenir** les tarifs pour l'Accueil Ados Montech, à savoir :

| <b>Quotient familial<br/>(en euros)</b> | <b>Adhésion<br/>Séjour été<br/>par adolescent</b> | <b>Adhésion<br/>Par petites vacances<br/>par adolescent</b> | <b>Adhésion pour tous les<br/>Samedis - mercredis et<br/>soirées*/ados</b> |
|-----------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 399                                 | 10,00 €                                           | 5,00 €                                                      | 5,00 €                                                                     |
| 400 à 649                               | 11,00 €                                           | 6,00 €                                                      | 6,00 €                                                                     |
| 650 à 899                               | 12,00 €                                           | 7,00 €                                                      | 7,00 €                                                                     |
| 900 et plus                             | 13,00 €                                           | 8,00 €                                                      | 8,00 €                                                                     |

\*pour l'année scolaire

- **De dire** que les tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 pour l'ALSH et l'ALAE et à compter du 6 juillet 2016 pour l'Accueil Ados Montech,
- **De maintenir** l'application de la réduction d'aide aux temps libres CAF et « PASS ACCUEIL », sur l'ALSH des vacances, pour les familles justifiant de la notification de la CAF ou de la MSA,
- **De dire** que les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,

**Monsieur le Maire** : Bien, ce qui veut dire que sur 4 dossiers, il y en a un qui change à savoir c'est la modification des tarifs pour l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole, l'ALAE, le mercredi après-midi pour les repas ainsi que les tarifs en fonction des quotients familiaux tel que nous les avons au tableau en haut de la page 77. Les autres ne changeant pas. Monsieur VALMARY.

**Monsieur VALMARY** : Un éclaircissement concernant, quelque soient les tarifs annoncés, c'est par jour, par semaine, par mois, par année...

**Monsieur le Maire** : Qui peut répondre ? Madame ARAKELIAN.

**Madame ARAKELIAN** : Je n'ai pas compris la question Monsieur VALMARY, de quoi vous parlez ? de l'ALAE par exemple ?

L'ALAE, par exemple je prends la tranche 1 à 6,32 € c'est par mois, c'est un forfait mensuel. Si l'enfant est déposé à l'école à partir de 7 h 1/2, qu'il mange à la cantine donc il est pris en charge à chaque fois par l'ALAE, si le soir après 16 h il reste 1 heure à l'ALAE c'est un forfait.

L'accueil ados fonctionne au mois de juillet, chaque année, il fonctionne depuis l'an dernier. Il va refonctionner cette année. Je prends là aussi la tranche la plus basse du quotient familial, si des parents inscrivent leur enfant de 13 ans pour le mois de juillet, l'adhésion va coûter 10 € pour le mois, je précise quand même mais je crois que ça arrive derrière, mais après en fonction des activités ou des sorties pour les ados, il peut y avoir une sortie à Montauban dans le cadre de l'accueil ados, ça coûte 5 € pour aller au cinéma ils payeront 5 € pour aller au cinéma, s'ils souhaitent aller au cinéma.

**Monsieur le Maire** : Bien ces informations étant divulguées, est-ce que vous en êtes d'accord que l'on ne change rien pour trois dossiers et que nous modifions les ALAE ? Oui ? Tout cela a fait étude en commission, vous avez dû en parler et en reparler. C'est d'accord.

**La délibération suivante est adoptée :**

|                                                                         |                |               |            |           |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------|------------|-----------|
| <b>Délibération n° 2016_07_D19</b>                                      |                |               |            |           |
| <b>Objet : Tarifs de l'ALSH, de l'ALAE et de l'Accueil Ados Montech</b> |                |               |            |           |
| Votants : 27                                                            | Abstention : 0 | Exprimés : 27 | Contre : 0 | Pour : 27 |

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n°2015\_27\_06\_D17 du 27 juin 2016 approuvant les tarifs pour l'ALSH, l'ALAE (mercredi après-midi) et l'Accueil Ados Montech,

**Vu** la délibération 2015\_10\_D20 du 03 octobre 2015 approuvant les tarifs de l'ALAE pour les enfants en tenant compte du quotient familial,

**Vu** la délibération 2016\_03\_D34 du 12 mars 2016 modifiant le tarif ALSH pour les enfants bénéficiant d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et apportant leur repas de 1,93 € à la journée,

**Considérant** que la CAF accorde à certaines familles, en fonction du quotient familial, une aide aux temps libres d'un montant de 3 ou 3,5 € par ½ journée, et 6 ou 7 € par jour,

**Considérant** que la MSA accorde à certaines familles, en fonction du quotient familial, une aide aux temps libres dénommée « PASS ACCUEIL » d'un montant journalier de 6.00 € versée directement à la commune,

**Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement, à l'unanimité des membres présents, pour le maintien des tarifs ALSH Vacances et la modification des tarifs de l'ALAE, comme proposé ci-après :

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** de maintenir les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs sans Hébergement (ALSH), à savoir :

- **ALSH VACANCES**

| Nombre d'enfant | Montéchois | Extérieur |
|-----------------|------------|-----------|
| 1               | 12,92 €    | 18 €      |
| 2               | 21,53 €    | 35 €      |
| 3               | 30,71 €    | 50 €      |
| 4               | 38,85 €    | 65 €      |

- **Accepte de maintenir** une réduction de 1,93€ à la journée sur les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) pour les enfants bénéficiant d'un PAI et apportant leur repas.
- **Accepte de modifier** les tarifs en vigueur pour l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (ALAE), à savoir :

- **ALAE Mercredis après-midi**

| REPAS                            | Après-midi (12h00-18h30 ou 13h30 – 18h30) |
|----------------------------------|-------------------------------------------|
| En fonction du Quotient Familial | 3,05 €                                    |

- **ALAE (matin, midi, soir)**

|                  | Quotient familial (en euros) | 2016                              |                                |
|------------------|------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
|                  |                              | Tarifs (en €) forfait/jour/enfant | Plafonds mensuel/enfant (en €) |
| <b>Tranche 1</b> | 0 à 399                      | 0,49                              | 6,32                           |
| <b>Tranche 2</b> | 400 à 649                    | 0,54                              | 7,03                           |
| <b>Tranche 3</b> | 650 à 899                    | 0,59                              | 7,73                           |
| <b>Tranche 4</b> | 900 et plus                  | 0,65                              | 8,43                           |

- **Accepte de maintenir** les tarifs pour l'Accueil Ados Montech, à savoir :

| Quotient familial (en euros) | Adhésion<br>Séjour été<br>par adolescent | Adhésion<br>Par petites vacances<br>par adolescent | Adhésion pour tous les<br>Samedis - mercredis et<br>soirées*/ados |
|------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
|                              |                                          |                                                    |                                                                   |

|             |         |        |        |
|-------------|---------|--------|--------|
| 0 à 399     | 10,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| 400 à 649   | 11,00 € | 6,00 € | 6,00 € |
| 650 à 899   | 12,00 € | 7,00 € | 7,00 € |
| 900 et plus | 13,00 € | 8,00 € | 8,00 € |

\*pour l'année scolaire

- **Dit** que les tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 pour l'ALSH et l'ALAE et à compter du 6 juillet 2016 pour l'Accueil Ados Montech,
- **Accepte de maintenir** l'application de la réduction d'aide aux temps libres CAF et « PASS ACCUEIL », sur l'ALSH des vacances, pour les familles justifiant de la notification de la CAF ou de la MSA,
- **Dit** que les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,

**Monsieur le Maire** : Madame LLAURENS, on en vient justement à l'accueil des ados, une grille tarifaire également.

**19. Accueil Ados Montech : grille tarifaire**  
*rapporteur : Madame LLAURENS*

*Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2015\_06\_D10 du 08 juin 2015 autorisant Monsieur le Maire de déposer une action nouvelle au titre du Contrat Enfance-Jeunesse 2015-2018 (appel à projet 2015) auprès de la Caisse d'Allocations Familiales au bénéfice des jeunes de 11 à 17 ans intitulée : « Accueil Ados Montech »,*

*Vu la délibération relative au tarif de l'Accueil Ados Montech prise ce jour en séance, relative au maintien des tarifs pour 2016,*

**Considérant** qu'une adhésion est réglée par les familles en fonction des périodes (petites vacances, samedis et mercredis ou vacances d'été),

**Considérant** qu'un supplément de 1 euro à 16 euros est demandé aux familles pour certaines sorties selon les activités proposées,

**Considérant** que ce supplément correspond uniquement au tarif proposé par les prestataires (bases de loisirs, cinéma, accrobranche, VTT, parc de loisirs, ...). Le transport étant pris en charge par la commune,

**Considérant** que cela concerne une à deux sorties par semaine en concertation avec les adolescents,

**Considérant** que les jeunes qui participent aux sorties proposées dans le cadre de l'Accueil Ados Montech bénéficient de tarifs de groupe, et que le montant peut varier,

**Considérant** que l'Accueil Ados Montech envisage la mise en place de mini camps, de 3 à 5 jours,

**Considérant** que sur proposition des animateurs de l'Accueil Ados Montech, et en accord avec la commission « Education et Culture » réunie le 16 juin 2016, il est proposé la grille tarifaire suivante :

- Activités proposées (Cinéma, BMX....) de 1 à 16 €
- Mini-camps (de 3 à 5 jours) 50 € par jour

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'adopter** la grille tarifaire suivante :
  - Activités proposées (Cinéma, BMX....) de 1 à 16 €
  - Mini-camps (de 3 à 5 jours) 50 € par jour
- **D'appliquer** la réduction aide au temps libre et pass accueil sur les mini camps de l'Accueil Ados Montech pour les familles justifiant de la notification de la CAF ou de la MSA,
- **De dire** que les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,

**Monsieur le Maire** : Merci pour cette activité, deuxième année que l'on met en place ce système avec les ados, c'est la contraction ados d'adolescents, vous le savez. C'est une activité intéressante à mon sens. Qu'est-ce que le BMX, des vélos acrobatiques me dit-on. C'est un exemple, on parlait du cinéma tout à l'heure. Est-ce que vous êtes d'accord avec ce système et je préconise que chacun d'entre nous, un jour allions avec eux, on se divisera par groupe pour faire du BMX, moi je prends l'option cinéma, mini camps je peux le faire, oui .

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D20**

**Objet : Accueil Ados Montech : Grille tarifaire**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2015\_06\_D10 du 08 juin 2015 autorisant Monsieur le Maire de déposer une action nouvelle au titre du Contrat Enfance-Jeunesse 2015-2018 (appel à projet 2015) auprès de la Caisse d'Allocations Familiales au bénéfice des jeunes de 11 à 17 ans intitulée : « Accueil Ados Montech »,

**Vu** la délibération 2016\_07\_D19 du 04 juillet 2016 relative au maintien des tarifs pour 2016

**Considérant** qu'une adhésion est réglée par les familles en fonction des périodes (petites vacances, samedis et mercredis ou vacances d'été),

**Considérant** qu'un supplément de 1 euro à 16 euros est demandé aux familles pour certaines sorties selon les activités proposées,

**Considérant** que ce supplément correspond uniquement au tarif proposé par les prestataires (bases de loisirs, cinéma, accrobranche, VTT, parc de loisirs,...). Le transport étant pris en charge par la commune,

**Considérant** que cela concerne une à deux sorties par semaine en concertation avec les adolescents,

**Considérant** que les jeunes qui participent aux sorties proposées dans le cadre de l'Accueil Ados Montech bénéficient de tarifs de groupe, et que le montant peut varier,

**Considérant** que l'Accueil Ados Montech envisage la mise en place de mini camps, de 3 à 5 jours,

.../...

**Considérant** que sur proposition des animateurs de l'Accueil Ados Montech, et en accord avec la commission « Education et Culture » réunie le 16 juin 2016, il est proposé la grille tarifaire suivante :

- Activités proposées (Cinéma, BMX....) de 1 à 16 €
- Mini-camps (de 3 à 5 jours) 50 € par jour

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Adopte** la grille tarifaire suivante :
  - Activités proposées (Cinéma, BMX....) de 1 à 16 €
  - Mini-camps (de 3 à 5 jours) 50 € par jour
- **Accepte d'appliquer** la réduction aide au temps libre et pass accueil sur les mini camps de l'Accueil Ados Montech pour les familles justifiant de la notification de la CAF ou de la MSA,
- **Dit** que les recettes correspondantes seront encaissées par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,

**Monsieur le Maire** : Madame TAUPIAC-ANGE n'étant pas là, monsieur CASSAGNEAU la remplace, est-il apte monsieur CASSAGNEAU à nous parler par contre des études surveillées prodiguées, mais de façon onéreuse désormais ce n'étaient peut-être pas le cas du temps de mes parents, par les enseignants. Il en est capable ?

**Monsieur CASSAGNEAU** : Oui tout à fait.

**Monsieur le Maire** : Alors on y va. Pour un enseignant c'est la moindre des choses...

**20. Tarifs des études surveillées**

*rapporteur : Madame TAUPIAC-ANGE (absente remplacée par M. CASSAGNEAU)*

*Vu la délibération n° 2006/02-ADM.12 du 15 février 2006 acceptant la mise en place d'une étude surveillée à l'école élémentaire Jean Larramet,*

*Vu la délibération n° 2015\_27\_06\_D19 approuvant les tarifs des études surveillées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015,*

***Considérant** qu'il est proposé de renouveler cette prestation, pour les enfants des écoles élémentaires, sur les mêmes bases, les lundis et jeudis soirs,*

***Considérant** que cette étude surveillée pourrait débuter en octobre et serait organisée de manière identique sur les deux écoles,*

***Considérant** que les enseignants effectuant des travaux supplémentaires notamment en matière d'étude surveillée sont rémunérés sur la base de décrets publiés au journal officiel,*

***Considérant** que l'étude surveillée serait composée d'un groupe de travail par école, constitué de 20 enfants maximum et fonctionnant sous la responsabilité des enseignants,*

***Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016, s'est prononcée favorablement, à l'unanimité, pour l'augmentation du tarif en vigueur de 0,05 € par enfant et par jour,*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** le renouvellement de cette étude surveillée aux écoles élémentaires de Montech, sur la base de 20 enfants maximum et selon les conditions énumérées ci-dessus,
- **De modifier** le tarif comme suit : 0.95 € par enfant et par jour, aux conditions précitées,

- **De dire que :**
  - La recette correspondante sera encaissée par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,
  - Les professeurs assurant cette prestation, seront rémunérés sur la base du décret en vigueur au moment de la prestation,
  - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal au chapitre et articles prévus à cet effet,
- **De dire** que ces dispositions seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016,
- **De l'autoriser** à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Bien, êtes-vous d'accord que nous augmentions de 0,05 € les études surveillées ? Vous en êtes d'accord, c'est bien.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D21**

**Objet : Tarifs des études surveillées**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la délibération n° 2006/02-ADM.12 du 15 février 2006 acceptant la mise en place d'une étude surveillée à l'école élémentaire Jean Larramet,

**Vu** la délibération n° 2015\_27\_06\_D19 approuvant les tarifs des études surveillées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015,

**Considérant** qu'il est proposé de renouveler cette prestation, pour les enfants des écoles élémentaires, sur les mêmes bases, les lundis et jeudis soirs,

**Considérant** que cette étude surveillée pourrait débuter en octobre et serait organisée de manière identique sur les deux écoles,

**Considérant** que les enseignants effectuant des travaux supplémentaires notamment en matière d'étude surveillée sont rémunérés sur la base de décrets publiés au journal officiel,

**Considérant** que l'étude surveillée serait composée d'un groupe de travail par école, constitué de 20 enfants maximum et fonctionnant sous la responsabilité des enseignants,

**Considérant** que la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016, s'est prononcée favorablement, à l'unanimité, pour l'augmentation du tarif en vigueur de 0,05 € par enfant et par jour,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** le renouvellement de cette étude surveillée aux écoles élémentaires de Montech, sur la base de 20 enfants maximum et selon les conditions énumérées ci-dessus,
- **Accepte de modifier** le tarif comme suit : 0.95 € par enfant et par jour, aux conditions précitées,
- **Dit que :**



- La recette correspondante sera encaissée par la régie de recettes concernant les activités périscolaires,
  - Les professeurs assurant cette prestation, seront rémunérés sur la base du décret en vigueur au moment de la prestation,
  - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal au chapitre et articles prévus à cet effet,
- **Dit** que ces dispositions seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016,
  - **Autorise** monsieur le maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Monsieur le Maire** : Madame ARAKELIAN, tarif de l'école de musique en vous rappelant que demain soir nous avons Monsieur le Préfet à 15 heures, le Secrétaire Général à 15 heures mais à 20 h 30 nous avons l'école de musique et certains enfants qui se produisent sous la halle.

Le Président de la Fédération Départementale des Sociétés Musicales de Tarn-et-Garonne est Monsieur GALASSO.

**21. Tarifs de l'Ecole de Musique**  
*rapporteur : Madame ARAKELIAN*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
 Vu la délibération n° 2004/09-ADM.10a du 1er septembre 2004, décidant la prise en charge de l'école de musique de MONTECH par la municipalité et l'adoption des tarifs,  
 Vu la délibération n° 2014\_06\_30\_D19 du 30 juin 2014, relative à l'approbation des tarifs,  
 Considérant qu'à la rentrée scolaire 2016-2017, le Groupement Régional des Fédérations Musicales de Midi Pyrénées a informé la municipalité qu'une participation d'un montant d'un euro sera demandée à chaque membre d'une structure adhérente à une Fédération Départementale des Sociétés Musicales de Midi-Pyrénées,  
 Considérant que chaque année la municipalité verse une adhésion à la Fédération Départementale des Sociétés Musicales de Tarn-et-Garonne (FDSM82), montant qui est en fonction du nombre d'élèves inscrits,  
 Considérant que cette augmentation vise l'adhérent et non la structure musicale, il semblerait opportun d'augmenter la cotisation par discipline de 1 €, ce qui permettrait de compenser la participation demandée par le GRFM,  
 Considérant que la commission à l'unanimité « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement à l'augmentation d'un euro par discipline,*

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** d'augmenter d'un euro par discipline les tarifs en vigueur pour les activités de l'école de musique municipale, à savoir :

| Discipline                    | Tarifs                                       |                         |                         |        |
|-------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------|
|                               | 1 <sup>er</sup> Enfant                       | 2 <sup>ème</sup> Enfant | 3 <sup>ème</sup> Enfant | Adulte |
| <b>Eveil Musical</b>          | 171 €                                        | 171 €                   | 171 €                   |        |
| <b>Piano, Guitare</b>         | 231 €                                        | 216 €                   | 201 €                   | 261 €  |
| <b>Batterie - Percussions</b> | 251 €                                        | 231 €                   | 211 €                   | 281 €  |
| <b>Autre instrument</b>       | 211 €                                        | 196 €                   | 181 €                   | 241 €  |
| <b>Chorale Seule</b>          | 111 € (pas prévue pour la rentrée 2016/2017) |                         |                         |        |
| <b>Solfège seul</b>           | 111 €                                        |                         |                         |        |

- **De dire** que les modalités d'inscription et de fonctionnement demeurent également inchangées, à savoir :
  - Tous les cours d'instruments sont individuels d'une durée de 30 mn
  - L'enseignement du solfège (1h à 1h30 hebdomadaire) est obligatoire et compris dans le tarif d'inscription.
  - L'inscription dans une classe d'instrument donne accès aux différents ensembles (harmonie junior, chorale, ateliers jazz et rock...).
- **D'accepter de maintenir** les éléments suivants.
  - Une part du montant des prestations pourra être payée directement par le Centre Communal d'Action Sociale de Montech.
  - Cette part sera de 10 €, 20 € ou 30 € par enfant en fonction du quotient familial,
  - Le régisseur produira les justificatifs nécessaires et déduira du montant des inscriptions la participation du Centre Communal d'Action Sociale.
- **De dire** que ces tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

**Monsieur le Maire** : Merci. Vous voyez l'intervention du CCAS pour faire participer le plus grand nombre possible à ces écoles de musique. La langue française est très bien faite, je me permets de le dire c'est dommage que notre ami Monsieur DEVOS soit décédé parce que vous regarderez moi ça me frappe toujours, "par discipline", la connotation : cotisation par discipline, là tout le monde le lit par discipline musicale mais ça aurait pu être une cotisation par mesure de discipline, oui il y a du travail là, moi j'avais lu comme ça : par mesure disciplinaire. C'était pour que vous ne vous endormiez point. Est-ce que vous êtes d'accord de façon disciplinaire d'augmenter un 1 euro par discipline ? oui, ainsi sera fait pour des prestations intéressantes de notre école de musique je vous le rappelle.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D22**

**Objet : Tarifs de l'Ecole de Musique**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n° 2004/09-ADM.10a du 1<sup>er</sup> septembre 2004, décidant la prise en charge de l'école de musique de MONTECH par la municipalité et l'adoption des tarifs,

**Vu** la délibération n° 2014\_06\_30\_D19 du 30 juin 2014, relative à l'approbation des tarifs,

**Considérant** qu'à la rentrée scolaire 2016-2017, le Groupement Régional des Fédérations Musicales de Midi Pyrénées a informé la municipalité qu'une participation d'un montant d'un euro sera demandée à chaque membre d'une structure adhérente à une Fédération Départementale des Sociétés Musicales de Midi-Pyrénées,

**Considérant** que chaque année la municipalité verse une adhésion à la Fédération Départementale des Sociétés Musicales de Tarn-et-Garonne (FDSM82), montant qui est en fonction du nombre d'élèves inscrits,

**Considérant** que cette augmentation vise l'adhérent et non la structure musicale, il semblerait opportun d'augmenter la cotisation par discipline de 1 €, ce qui permettrait de compenser la participation demandée par le GRFM,

**Considérant** que la commission à l'unanimité « Education et Culture » du 16 juin 2016 s'est prononcée favorablement à l'augmentation d'un euro par discipline,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** d'augmenter d'un euro par discipline les tarifs en vigueur pour les activités de l'école de musique municipale, à savoir :

| <b>Discipline</b>                 | <b>Tarifs</b>                                |                               |                               |               |
|-----------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------|
|                                   | <b>1<sup>er</sup> Enfant</b>                 | <b>2<sup>ème</sup> Enfant</b> | <b>3<sup>ème</sup> Enfant</b> | <b>Adulte</b> |
| <b>Eveil Musical</b>              | 171 €                                        | 171 €                         | 171 €                         |               |
| <b>Piano, Guitare</b>             | 231 €                                        | 216 €                         | 201 €                         | 261 €         |
| <b>Batterie - Percussions</b>     | 251 €                                        | 231 €                         | 211 €                         | 281 €         |
| <b>Autre instrument</b>           | 211 €                                        | 196 €                         | 181 €                         | 241 €         |
| <b>Chorale Seule</b>              | 111 € (pas prévue pour la rentrée 2016/2017) |                               |                               |               |
| <b>Solfège seul</b>               | 111 €                                        |                               |                               |               |
| <b>2<sup>ème</sup> instrument</b> | 151 €                                        |                               |                               |               |

- **Dit** que les modalités d'inscription et de fonctionnement demeurent également inchangées, à savoir :
  - Tous les cours d'instruments sont individuels d'une durée de 30 mn
  - L'enseignement du solfège (1h à 1h30 hebdomadaire) est obligatoire et compris dans le tarif d'inscription.
  - L'inscription dans une classe d'instrument donne accès aux différents ensembles (harmonie junior, chorale, ateliers jazz et rock...).
- **Accepte de maintenir** les éléments suivants.
  - Une part du montant des prestations pourra être payée directement par le Centre Communal d'Action Sociale de Montech.
  - Cette part sera de 10 €, 20 € ou 30 € par enfant en fonction du quotient familial,
  - Le régisseur produira les justificatifs nécessaires et déduira du montant des inscriptions la participation du Centre Communal d'Action Sociale.
- **Dit** que ces tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016.

**Monsieur le Maire** : Madame ARAKELIAN, il nous faut attribuer une subvention aux coopératives scolaires semble-t-il.

**Madame ARAKELIAN** : Oui. C'est une délibération aussi qui est prise chaque année, de bien vouloir reconduire, si vous en êtes d'accord.

**22. Attribution de subvention aux coopératives scolaires**  
*rapporteur : Madame ARAKELIAN*

**Vu** l'article L.2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif au vote des subventions ;  
**Vu** l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'usage des locaux communaux pour les associations ;

**Considérant** les animations et activités proposées par les coopératives scolaires aux enfants des écoles de Montech,

**Vu** l'article L.212-4 du code de l'éducation précisant que la commune a la charge des écoles publiques. A ce titre elle en assure le fonctionnement ainsi que le financement de toutes les activités obligatoires prévues sur le temps scolaire,

**Considérant** que le mode de gestion des écoles est celui de la régie municipale directe et que les crédits sont donc entièrement gérés au niveau de la commune,

**Considérant** que les écoles publiques ne sont pas dotées de la personnalité morale et ne peuvent donc pas disposer d'une autonomie financière,

**Considérant** que l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (O.C.C.E.), association départementale de Tarn-et-Garonne, est titulaire de tous les comptes des coopératives scolaires et qu'elle est habilitée à ce titre :

- à recevoir et à gérer, entre autres, les subventions accordées par les communes ainsi que par le Conseil Départemental aux coopératives scolaires des écoles,
- à désigner et à donner procuration à un mandataire qui la représente, sous son entière responsabilité et sous son contrôle, au sein de la coopérative.

**Considérant** les animations et activités proposées par les coopératives scolaires aux enfants des écoles de Montech,

**Sur proposition** à l'unanimité de la commission « Education et Culture » réunie le 16 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** d'attribuer une subvention d'un montant de 30 € par élève pour les maternelles et de 35 € par élève pour les élémentaires, qui sera versée à l'OCCE 82 dont le siège se situe 28 avenue Charles de Gaulle à Montauban, pour les coopératives scolaires de l'école maternelle Jean Larramet, de l'école élémentaire Jean Larramet et de l'école primaire de Saragnac,
- **De dire** que cette subvention sera calculée annuellement en fonction du nombre d'enfants inscrits à la rentrée de septembre et actualisée si nécessaire en cours d'année,
- **De dire** que cette subvention aura principalement pour objet le financement des séjours sans nuitées pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires et des séjours avec nuitées pour les classes des écoles élémentaires.

**Monsieur le Maire** : Merci, je prends les devants de monsieur VALMARY, monsieur PERLIN peut-être également pour vous dire ça nous fait combien tous les ans ça ?

**Madame ARAKELIAN** : En gros, 7 800 € pour les maternelles sur la base de 260 élèves de maternelles et 16 450 € pour les élémentaires sur la base de 470 enfants sachant que les subventions ne sont versées que lorsqu'on a les effectifs à la rentrée.

**Monsieur le Maire** : Ayez ces chiffres en tête, ça sert. C'est une vieille pratique. Il n'y a pas d'objection ? C'est l'unanimité, je consulte, oui. Je vous remercie.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D23**

**Objet : Attribution de subvention aux coopératives scolaires.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** l'article L.2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif au vote des subventions ;

**Vu** l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'usage des locaux communaux pour les associations ;

**Considérant** les animations et activités proposées par les coopératives scolaires aux enfants des écoles de Montech,

**Vu** l'article L.212-4 du code de l'éducation précisant que la commune a la charge des écoles publiques. A ce titre elle en assure le fonctionnement ainsi que le financement de toutes les activités obligatoires prévues sur le temps scolaire,

**Considérant** que le mode de gestion des écoles est celui de la régie municipale directe et que les crédits sont donc entièrement gérés au niveau de la commune,

**Considérant** que les écoles publiques ne sont pas dotées de la personnalité morale et ne peuvent donc pas disposer d'une autonomie financière,

**Considérant** que l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (O.C.C.E.), association départementale de Tarn-et-Garonne, est titulaire de tous les comptes des coopératives scolaires et qu'elle est habilitée à ce titre :

- à recevoir et à gérer, entre autres, les subventions accordées par les communes ainsi que par le Conseil Départemental aux coopératives scolaires des écoles,
- à désigner et à donner procuration à un mandataire qui la représente, sous son entière responsabilité et sous son contrôle, au sein de la coopérative.

**Considérant** les animations et activités proposées par les coopératives scolaires aux enfants des écoles de Montech,

**Sur proposition** à l'unanimité de la commission « Education et Culture » réunie le 16 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** d'attribuer une subvention d'un montant de 30 € par élève pour les maternelles et de 35 € par élève pour les élémentaires, qui sera versée à l'OCCE 82 dont le siège se situe 28 avenue Charles de Gaulle à Montauban, pour les coopératives scolaires de l'école maternelle Jean Larramet, de l'école élémentaire Jean Larramet et de l'école primaire de Saragnac,
- **Dit** que cette subvention sera calculée annuellement en fonction du nombre d'enfants inscrits à la rentrée de septembre et actualisée si nécessaire en cours d'année,
- **Dit** que cette subvention aura principalement pour objet le financement des séjours sans nuitées pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires et des séjours avec nuitées pour les classes des écoles élémentaires.

**Monsieur le Maire** : Madame ARAKELIAN on en finit avec vous sur un séjour linguistique en Grande Bretagne et en Irlande.

**23. Programme Européen Erasmus au titre de l'action mobilité de l'enseignement scolaire – séjour linguistique en Grande Bretagne et en Irlande**

*rapporteur : Madame ARAKELIAN*

**Considérant** que la commune de Montech a déposé une candidature dans le cadre de l'appel à propositions 2016 du programme « Erasmus + » au titre de l'action Mobilité de l'enseignement scolaire.

**Considérant** que ce programme concerne 6 enseignants de l'école Jean Larramet pour la période du 18 au 29 juillet 2016, confère tableau ci-dessous :

| <b>Nom du bénéficiaire</b> | <b>Destination</b>         | <b>Programme</b>                                      |
|----------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|
| Mme DALENC Nathalie        | Brighton (Grande Bretagne) | Anglais + Méthodologie                                |
| Mme RIVIERE Céline         |                            |                                                       |
| Mme FARGUES Catherine      |                            |                                                       |
| Mme ABADIE Carole          | Galway (Irlande)           | Anglais + interdisciplinarité enseignants de primaire |
| Mme MALZAC Milène          |                            |                                                       |
| M. FIOLE Florent           |                            |                                                       |

**Considérant** que le dossier de candidature a été retenu par L'Agence Erasmus pour une subvention maximale de 21 390 € qui se décompose comme suit :

- Frais de voyage 1 650 €
- Frais de séjour 13 440 €
- Organisation de la mobilité 2 100 €
- Frais de cours 4 200 €

**Considérant** que la commune règle les frais de séjours et les frais de cours, auprès de l'organisme S.I.L.C.

**Considérant** que les enseignants font l'avance des frais de voyage et d'organisation. Frais qui seront ensuite remboursés par la commune sur présentation de justificatifs (titre de transport...)

**Considérant** que le versement de cette subvention est conditionné par la signature de la convention de subvention par les deux parties,

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité des membres présents de la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De l'autoriser** à signer la convention de subvention avec l'Agence ERASMUS+
- **De l'autoriser** à rembourser les 6 enseignants, sur présentation de justificatifs (titre de transport...),



### CONVENTION DE SUBVENTION 2016

pour un projet de mobilité de l'enseignement scolaire au titre du programme ERASMUS+  
2016-1-FR01-KA101-022298

La présente convention est établie entre :

D'une part,

**Agence Erasmus+ France / Education Formation**  
Groupement d'intérêt public créé le 23/08/2000  
Numéro d'enregistrement officiel : 187 512 512  
24-25 quai des Chartrons 33080 BORDEAUX Cedex  
L'agence nationale, ci-après dénommée « l'agence nationale », représentée pour les besoins de la signature de la présente convention par **Madame Laure Coudret-Laut, directrice** et agissant par délégation de la Commission européenne, ci-après dénommée « la Commission ».

Et d'autre part,

**Mairie de Montech**  
Numéro d'enregistrement officiel : 218 201 259  
Place de la Mairie  
82700 MONTECH  
ci-après dénommé « le bénéficiaire », représenté pour les besoins de la signature de cette convention par **Jacques MOIGNARD, Maire**.

#### POUR LE COMPTE DE

**école élémentaire Jean LARRAMET**  
Numéro d'enregistrement officiel : 0820230E  
5 avenue de la grande Foret  
82700 MONTECH  
Code PIC : 923243188

ont convenu

Des conditions particulières (ci-après dénommées « les Conditions particulières ») et des annexes suivantes :

- Annexe I** Les conditions générales
- Annexe II** Description du projet - Budget prévisionnel
- Annexe III** Règles financières et contractuelles
- Annexe IV** Taux applicables
- Annexe VI** Modèles de convention à utiliser entre le bénéficiaire et les participants

faisant partie intégrante de cette convention, ci-après dénommée « la convention ».

Les dispositions des Conditions particulières prévalent sur celles énoncées dans ses annexes.

Les dispositions de l'annexe I, les Conditions générales, telles que publiées à cette adresse : [https://www.erasmusplus.fr/docs/2016/documentation/fiche\\_contrat/annexe1-conditions-generales-mono.pdf](https://www.erasmusplus.fr/docs/2016/documentation/fiche_contrat/annexe1-conditions-generales-mono.pdf) prévalent sur les autres annexes.

Les dispositions de l'Annexe III prévalent sur celles des autres annexes, à l'exception de l'annexe I.

Dans l'annexe II, la partie budget prévisionnel prévaut sur la partie description du projet.

Cadre réservé à l'agence nationale



Erasmus+



|                        |        |
|------------------------|--------|
| Date de vérification : | Visa : |
|------------------------|--------|

(1) Regulation (EU) No 1289/2013 of the European Parliament and of the Council of 11 December 2013 establishing 'Erasmus+' the Union programme for education, training, youth and sport and repealing Decisions No 1719/2006/EC, No 1720/2006/EC and No 1298/2008/EC.

Agence Erasmus+ France / Education Formation  
24 - 25 Quai des Chartrons - 33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 00 94 00 - [www.erasmusplus.fr](http://www.erasmusplus.fr)



Erasmus+

Ce document, protégé, ne doit pas être modifié électroniquement sous peine de nullité.  
Contrat KA101-KA104 2016 mono - Version 1 - 09/06/16

Page 2/11



## CONDITIONS PARTICULIERES

### ARTICLE I.1 – OBJET DE LA CONVENTION

- I.1.1** L'agence nationale décide d'accorder une subvention selon les dispositions énoncées dans les Conditions particulières, les Conditions générales et les annexes de la convention pour le projet intitulé Enseigner l'anglais de façon innovante, pluridisciplinaire et ouverte vers les autres pays, au titre du programme Erasmus+, Action clé 1 : Mobilité de l'enseignement scolaire, comme décrit à l'Annexe II.
- I.1.2** Par la signature de la convention, le bénéficiaire accepte la subvention et s'engage à mettre en œuvre le projet, sous sa propre responsabilité.

### ARTICLE I.2 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET DUREE

- I.2.1** La convention entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties de la convention.
- I.2.2** Le projet dure 12 mois et se déroule du 01/06/2016 au 31/05/2017, dates incluses.

### ARTICLE I.3 – MONTANT MAXIMUM ET FORME DE LA SUBVENTION

- I.3.1** La subvention maximale accordée est de 21 390,00€
- I.3.2** La subvention prend la forme de contributions unitaires et d'un remboursement des coûts éligibles réellement encourus conformément aux dispositions suivantes :
- (a) coûts éligibles tels que spécifiés à l'Annexe III ;
  - (b) budget prévisionnel tel que spécifié à l'Annexe II ;
  - (c) règles financières telles que spécifiées à l'Annexe III.

#### **I.3.3 Transferts budgétaires autorisés sans avenants**

Sans préjudice de l'article II.13 et à condition que le projet soit mis en œuvre ainsi qu'il est décrit à l'Annexe II, le bénéficiaire est autorisé à adapter le budget prévisionnel décrit à l'Annexe II, par des transferts entre les différentes catégories budgétaires, sans que cette adaptation soit considérée comme un avenant à la convention au sens visé à l'article II.13 à condition que les règles suivantes soient respectées :

- (a) Le bénéficiaire peut transférer jusqu'à 100% des fonds alloués aux frais d'organisation vers les frais de séjour, les frais de voyage et les frais de cours ;
- (b) Le bénéficiaire peut transférer les fonds alloués de n'importe quelle catégorie budgétaire vers le soutien au titre de besoins spécifiques, même si aucuns fonds n'ont été initialement alloués pour les besoins spécifiques tels que spécifiés à l'Annexe II ;

### ARTICLE I.4 – RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT

Les dispositions suivantes relatives aux rapports et au paiement sont applicables :

#### **I.4.1 Paiements**

L'agence nationale doit effectuer les paiements suivants au bénéficiaire :

- Un préfinancement
- Un versement de solde, sur la base de la demande de paiement de solde spécifiée à l'article I.4.4.

#### **I.4.2 Versement du préfinancement**

Le préfinancement est destiné à fournir un fonds de trésorerie au bénéficiaire. Le préfinancement reste la propriété de l'agence jusqu'au versement du solde.

L'agence nationale doit payer au bénéficiaire dans les 30 jours calendaires suivant l'entrée en vigueur de la convention un premier versement de préfinancement de 17 112,00€ correspondant à 80% du montant maximum de subvention (spécifié à l'article I.3.1).

#### **I.4.3 Rapport intermédiaire**

Non applicable.

#### **I.4.4 Rapport final et demande de paiement du solde**

Dans les 30 jours calendaires suivant la date de fin du projet tel que spécifié à l'article I.2.2, le bénéficiaire doit faire un rapport final sur la mise en œuvre du projet et, si applicable, charger l'ensemble des résultats du projet sur la plateforme des résultats de projets Erasmus+ conformément à l'article I.9.2. Ce rapport doit contenir les informations nécessaires pour justifier de la contribution demandée sur la base de contributions unitaires lorsque la subvention prend la forme d'un remboursement de contributions unitaires, ou sur la base d'un remboursement de coûts éligibles effectivement encourus conformément aux dispositions de l'Annexe III.

Le rapport final tient lieu de demande de versement du solde de la subvention par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire certifie que les informations contenues dans la demande de paiement du solde sont exhaustives, fiables et réelles. Il certifie également que les coûts encourus peuvent être considérés comme éligibles conformément à la convention et que la demande de paiement est étayée par des pièces justificatives adéquates susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.27.

#### **I.4.5 Paiement du solde**

Le paiement du solde est destiné à rembourser ou à couvrir le reste des coûts éligibles encourus par le bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet.

L'agence nationale détermine le montant dû au titre du solde en déduisant le montant total des paiements déjà versés du montant total de la subvention conformément aux dispositions de l'article II.25.

Si le montant total des précédents paiements est supérieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'opération prendra la forme d'une décision de recouvrement selon les modalités prévues à l'article II.26.

Si le montant total des précédents paiements est inférieur au montant final de la subvention déterminé conformément aux dispositions de l'article II.25, l'agence nationale doit payer le solde dans un délai de 60 jours calendaires après la réception des documents mentionnés dans l'article I.4.4, sauf si les articles II.24.1 ou II.24.2 s'appliquent.

Le paiement est conditionné par l'approbation de la demande de paiement du solde et des documents justificatifs qui l'accompagnent. Leur approbation n'emporte reconnaissance ni de la régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et informations contenues.

Le montant à payer peut toutefois être compensé, sans le consentement du bénéficiaire, contre tout autre montant dû par le bénéficiaire à l'agence nationale, jusqu'à la contribution maximale indiquée pour ce bénéficiaire, dans le budget prévisionnel à l'annexe II.

#### **I.4.6 Notification des montants dus**

L'agence nationale doit envoyer une notification formelle au bénéficiaire :

- (a) l'informant de la somme due, et
- (b) lui précisant si la notification concerne un préfinancement ou le paiement du solde.

Pour le paiement du solde, l'agence nationale doit également spécifier le montant final de la subvention déterminé conformément à l'article II.25

#### **I.4.7 Paiements de l'agence nationale au bénéficiaire**

L'agence nationale doit effectuer les paiements au bénéficiaire. Les paiements effectués au bénéficiaire déchargent l'agence nationale de ses obligations de paiements.

#### **I.4.8 Langue dans laquelle sont établies les demandes de paiement et les rapports**

Le bénéficiaire soumet les demandes de paiement et les rapports en français.

#### **I.4.9 Conversion des frais encourus dans une autre devise que l'Euro**

Toute conversion en Euro des coûts encourus dans une autre devise doit être effectuée par le bénéficiaire au taux de change, établi par la Commission européenne et publié sur son site internet, en vigueur à la date de signature de la présente convention par la dernière des deux parties.

[http://ec.europa.eu/budget/contracts\\_grants/info\\_contracts/infoeuro/infoeuro\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/infoeuro/infoeuro_en.cfm)

#### **I.4.10 Devise des paiements**

Tous les paiements de l'agence sont effectués en euros.

#### I.4.11 Date des paiements

Les paiements réalisés par l'agence nationale sont considérés comme étant effectués à la date où ils sont débités du compte de l'agence, sauf spécifications contraires de la législation nationale.

#### I.4.12 Frais bancaires / coûts des transferts

Les frais occasionnés par les transferts sont pris en charge de la manière suivante :

- (a) Les frais de transfert facturés par la banque de l'agence nationale sont à la charge de l'agence nationale.
- (b) Les frais de transfert facturés par la banque du bénéficiaire sont à la charge du bénéficiaire.
- (c) Tous les coûts liés aux transferts répétés générés par l'une des parties sont à la charge de la partie à l'origine de la répétition des transferts.

#### I.4.13 Intérêts de retard

Si l'agence nationale n'effectue pas les paiements dans les délais prévus, le bénéficiaire a droit à des intérêts de retard. Les intérêts exigibles sont déterminés en fonction des dispositions de la législation nationale en vigueur pour la convention ou des règles de l'agence nationale. En l'absence de telles dispositions, le taux des intérêts de retard est celui appliqué par la Banque centrale européenne pour ses principales opérations de refinancements en euros (« taux de référence »), plus trois points et demi. Le taux de référence doit être le taux applicable au premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, comme publié dans la série C du Journal officiel de l'Union européenne.

La suspension par l'agence nationale du délai de paiement selon l'article II.24.2 ou du paiement selon l'article II.24.1 peut ne pas être considérée comme un retard de paiement.

Les intérêts de retard doivent couvrir la période comprise entre le jour suivant l'échéance du paiement et la date à laquelle le paiement effectif est réalisé comme établi dans l'article I.4.11. L'agence nationale ne compte pas d'intérêt de retard dans le calcul du montant final de la subvention au sens de l'article II.25.

A titre exceptionnel, lorsque les intérêts calculés sont inférieurs ou égaux à 200 euros, ils ne sont versés au bénéficiaire que sur demande soumise dans les deux mois suivants la réception du paiement de retard.

### ARTICLE I.5 – COMPTE BANCAIRE POUR LES PAIEMENTS

Tous les paiements sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du bénéficiaire dont les données sont renseignées ci-dessous :

|                                                       |  |
|-------------------------------------------------------|--|
| Nom de la banque                                      |  |
| Domiciliation                                         |  |
| Dénomination exacte du titulaire du compte            |  |
| Numéro de compte complet (y compris les codes banque) |  |
| Code IBAN                                             |  |

### ARTICLE I.6 – RESPONSABLE DES DONNÉES ET MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

#### I.6.1 Responsable du traitement des données

L'entité agissant en qualité de responsable du traitement des données conformément aux dispositions de l'article II.7 est l'agence Erasmus+ France / Education Formation.

### I.6.2 Modalités de communication avec l'agence nationale

Toute communication destinée à l'agence nationale concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, des rapports intermédiaires et finaux ainsi que les éventuelles pièces à contrôler (sous réserve de la mise en place d'une procédure entièrement dématérialisée par la Commission européenne pour la soumission et la transmission des rapports. Le cas échéant, la procédure à suivre sera précisée dans l'espace organisme du bénéficiaire), et les documents à destination de l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France / Education Formation  
24-25 Quai des Chartrons, 33080 Bordeaux Cedex

Toute autre communication destinée à l'agence nationale concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ <http://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php>. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

### I.6.3 Modalités de communication à destination du bénéficiaire

Toute communication faite par l'agence nationale à l'intention du bénéficiaire concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, les décisions financières, les décisions suite à l'introduction d'un recours, et les documents émis par l'agence comptable est envoyée à l'adresse suivante :

Jacques MOIGNARD, Maire  
Mairie de Montech  
Place de la Mairie  
82700 MONTECH  
[mairie-montech@info82.com](mailto:mairie-montech@info82.com)

Toute autre communication faite par l'agence nationale à l'intention du bénéficiaire concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ <http://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php>. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.3.1 et le second alinéa de l'article II.3.2 ne sont pas applicables.

## ARTICLE I.7 – PROTECTION ET SÉCURITÉ DES PARTICIPANTS

Le bénéficiaire met en place des procédures et dispositions appropriées pour assurer la sécurité et la protection des participants à leur projet.

Le bénéficiaire vérifie qu'une couverture d'assurance est prévue pour les participants impliqués dans les activités de mobilité à l'étranger.

## ARTICLE I.8 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'UTILISATION DES RÉSULTATS (Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE)

Outre les dispositions de l'article II.9.3, si le bénéficiaire produit des matériels pédagogiques dans le cadre du projet, il doit les rendre disponibles sur l'internet gratuitement et dans le cadre de licences ouvertes.

*Licence ouverte : en octroyant une licence ouverte, le propriétaire d'une œuvre autorise d'autres personnes à utiliser la ressource concernée. Une licence est associée à chaque ressource. Il existe différentes licences ouvertes en fonction de l'étendue des autorisations accordées ou des limitations imposées, et le bénéficiaire est libre de choisir la licence la plus adaptée. Une licence ouverte doit être associée à chaque ressource produite. Une licence ouverte ne constitue pas un transfert de droits d'auteur ni de droits de propriété intellectuelle (DPI).*

## ARTICLE I.9 – UTILISATION DES OUTILS INFORMATIQUES

### I.9.1 Mobility Tool+

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser Mobility Tool+ pour enregistrer toutes les informations en rapport avec les activités entreprises dans le cadre du projet, y compris les activités non financées par la subvention européenne sur la période totale de mobilité, et de remplir et soumettre le rapport intermédiaire (si disponible sur Mobility Tool+ et dans les cas spécifiés à l'article 1.4.3) et le rapport final.

Au moins une fois par mois pendant la durée du projet, le bénéficiaire doit renseigner et mettre à jour toute nouvelle information concernant les participants et les activités de mobilité.

### I.9.2 Plateforme des résultats de projets Erasmus+

Le bénéficiaire peut utiliser la plateforme de diffusion du programme Erasmus+ (<http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/>) pour diffuser et valoriser les résultats du projet, conformément aux instructions fournies sur la plateforme.

### ARTICLE I.10 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Par voie de dérogation, les dispositions énoncées aux points (c) et (d) de l'article II.11.1 ne sont pas applicables.

### ARTICLE I.11 – DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES SUR LA VISIBILITE DU FINANCEMENT EUROPEEN

Sans préjudice de l'article II.8, le bénéficiaire doit mentionner que le projet est soutenu financièrement par l'Union européenne dans toutes les communications et matériels de promotion. Les guides pour le bénéficiaire et les autres parties sont disponibles à cette adresse :

[http://eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity\\_en](http://eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity_en)

### ARTICLE I.12 – SOUTIEN AUX PARTICIPANTS

Lorsque la mise en œuvre du projet requiert d'apporter un soutien aux participants, le bénéficiaire apporte ce soutien conformément aux conditions définies aux annexes II et VI (si applicable pour cette dernière), incluant au minimum :

- (a) le montant maximal du soutien financier, qui n'excède pas 60 000€ pour chaque participant ;
- (b) les critères de détermination du montant exact du soutien ;
- (c) les activités pour lesquelles le participant est susceptible de bénéficier d'un soutien, sur la base d'une liste établie ;
- (d) la définition des personnes ou catégories de personnes pouvant bénéficier d'un soutien ;
- (e) les critères d'octroi du soutien.

Conformément aux documents fournis à l'Annexe VI, le bénéficiaire doit :

- Soit transférer l'intégralité du soutien financier relatif aux catégories budgétaires frais de voyage, frais de séjour, vers les participants aux activités de mobilités en appliquant les contributions unitaires spécifiées à l'Annexe IV ;
- Soit prendre en charge directement les frais de voyages, frais de séjour et/ou soutien linguistique pour le compte des participants aux activités de mobilités. Dans ce cas, le bénéficiaire s'assure que le soutien dispensé pour le voyage et le séjour ainsi que le soutien linguistique répond aux normes de qualité et de sécurité nécessaires.

Le bénéficiaire peut combiner les deux options énoncées dans le paragraphe précédent pour autant qu'il garantisse un traitement juste et équitable à tous les participants. Dans ce cas, les conditions respectives de chacune des options sont appliquées aux catégories budgétaires concernées.

#### ARTICLE I.13 – DISPOSITIONS NON APPLICABLES DES CONDITIONS GENERALES

1. Aux fins de la présente convention de subvention et dans l'annexe I « les conditions générales », le terme « Commission » doit être lu comme « agence nationale », le terme « action » doit être lu comme « projet », et le terme « coût unitaire » doit être lu comme « contribution unitaire », sauf dispositions contraires.  
Aux fins de cette convention de subvention et dans l'annexe I « les conditions générales », la notion « d'état financier » doit être lu comme « partie budgétaire du rapport », sauf dispositions contraires.

Dans les articles II.4.1, II.8.2, II.20.3, II.27.1, II.27.3, dans le premier paragraphe de l'article II.27.4, dans le premier paragraphe de l'article II.27.8 et dans l'article II.27.9 la référence à la « Commission » doit être lue comme une référence à « l'agence nationale et la Commission ».

Dans l'article II.12 le terme « soutien financier » doit être lu comme « soutien » et le terme « tiers » doit être lu comme « participants ».

2. Aux fins de la présente convention, les clauses suivantes de l'annexe I « les conditions générales » ne sont pas applicables : article II.2.2 (d) (ii) ; article II.12.2, article II.17.3.1 (i) article II.18.3 ; article II.19.2 ; article II.19.3 ; article II.20.3 ; article II.21, article II.27.7.

Aux fins de la présente convention, les termes « entités affiliées », « paiement intermédiaire », « forfait », « taux fixe » ne s'appliquent pas quand ils sont mentionnés dans les conditions générales.

3. L'article II.7.1 doit être lu comme suit :

##### « II.7.1 Traitement des données à caractère personnel par l'agence nationale et par la Commission

Toutes les données à caractère personnel mentionnées dans la convention sont traitées par l'agence nationale conformément aux dispositions énoncées dans la législation nationale.

Toutes les données à caractère personnel contenues dans les bases de données informatiques mises à disposition par la Commission européenne sont traitées par l'agence conformément au règlement européen N°45/2001.

Ces données ne doivent être traitées par le responsable du traitement des données désigné à l'article I.6.1 qu'aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi de la convention, ou pour protéger les intérêts financiers de l'UE, y compris les contrôles, les audits et les enquêtes conformément à l'article II.27, sans préjudice de leur éventuelle transmission aux organes chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection en application de la législation nationale applicable à la convention.

Le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès aux données à caractère personnel les concernant et d'un droit de rectification de ces données. Pour ce faire, le bénéficiaire s'adresse au responsable du traitement des données désigné à l'article I.6.1.

Toutes les données à caractère personnel mentionnées dans la convention sont traitées par la Commission conformément au règlement (CE) n° 45/2001.

Le bénéficiaire a le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données. »

4. Dans l'article II.9.3, le titre et le point (a) du premier paragraphe doivent être lus comme suit :

« II.9.3 Droits d'utilisation des résultats et des droits préexistants par l'agence nationale et l'Union  
Le bénéficiaire octroie à l'agence nationale et à l'Union le droit d'utiliser les résultats du projet aux fins suivantes :  
(a) Exploitation à des fins internes et notamment, divulgation auprès des personnes travaillant pour l'AN et d'autres institutions, agences et organes de l'Union, ainsi qu'aux institutions des États membres, et copie et reproduction, en tout ou en partie, et en un nombre illimité d'exemplaires. »

Pour le reste de cet article, les références à « l'Union » doivent être lues comme des références à « l'agence nationale et/ou l'Union ».

5. Le second paragraphe de l'article II.10.1 doit être lu comme suit :

Le bénéficiaire doit s'assurer que l'agence nationale, la Commission, la Cour européenne des comptes et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peuvent exercer leurs droits mentionnés à l'article II.27 auprès des contractants du bénéficiaire. »

**6.** L'article II.18 doit être lu comme suit :

« II.18.1 La convention de subvention est régie par le droit français

II.18.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour connaître des litiges entre l'agence nationale et tout bénéficiaire concernant l'interprétation, l'application ou la validité de cette convention, si ce litige ne peut pas être réglé à l'amiable.

Une action peut être intentée contre un acte de l'agence nationale, dans un délai de 60 jours après la date de l'établissement de cet acte, devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex). »

**7.** L'article II.19.1 doit être lu comme suit :

« Les conditions d'éligibilité des coûts sont définies dans la section I.1 et II.1 de l'annexe III. »

**8.** L'article II.20.1 doit être lu comme suit :

« Les conditions pour déclarer les coûts et les contributions sont définies dans la section I.2 et II.2 de l'annexe III. »

**9.** L'article II.20.2 doit être lu comme suit :

« Les conditions pour les registres et autres documents justifiant les déclarations de coûts et de contributions sont définies dans l'article I.2 et II.2 de l'annexe III. »

**10.** Le premier paragraphe de l'article II.22 doit être lu comme suit :

« Le bénéficiaire est autorisé à modifier le budget prévisionnel décrit à l'annexe II par des transferts entre les différentes catégories budgétaires, à condition que le projet soit mis en œuvre ainsi qu'il est décrit à l'annexe II. Ces modifications ne nécessitent pas d'avenant à la convention conformément aux dispositions de l'article II.13, si les conditions mentionnées à l'article I.3.3 sont réunies. »

**11.** L'article II.23 (b) doit être lu comme suit :

(b) « ne soumet toujours pas la demande en question dans les 30 jours calendaires suivant le rappel formel envoyé par l'agence nationale. »

**12.** Le premier paragraphe de l'article II.24.1.3 doit être lu comme suit :

« Pendant la période de suspension des paiements le bénéficiaire n'est pas en droit de soumettre de demande de paiements et autres documents mentionnés dans les articles I.4.3 et I.4.4. »

**13.** L'article II.25.1 doit être lu comme suit :

« II.25.1 Etape 1 – Application du taux de remboursement aux coûts éligibles et ajout des contributions unitaires

Cette étape s'applique comme suit :

(a) Si, comme précisé à l'article I.3.2 (a), la subvention prend la forme d'un remboursement des coûts éligibles réellement encourus, le taux de remboursement précisé dans la section II.2 de l'annexe III s'applique aux coûts éligibles du projet approuvé par l'agence nationale pour les catégories de coûts et les bénéficiaires concernés ».

(b) Si, comme précisé à l'article I.3.2 (b), la subvention prend la forme d'une contribution unitaire, le contribution unitaire précisée dans l'annexe IV est multipliée par le nombre d'unités approuvé par l'agence nationale pour le bénéficiaire concerné.

Si l'article I.3.2 fournit une combinaison des différents types de subvention, les montants obtenus doivent être additionnés. »

**14.** Le second paragraphe de l'article II.25.4 doit être lu comme suit :

« Le montant de la réduction sera calculé proportionnellement au degré d'exécution du projet ou en fonction de la gravité du manquement, tel que spécifié dans la section IV de l'annexe III ».



15. Le troisième paragraphe de l'article II.26.3 doit être lu comme suit :

« Si le remboursement n'est pas reçu à la date spécifiée dans la décision de recouvrement, l'agence nationale peut recouvrer le montant dû :

(a) Par une compensation, sans l'accord préalable du bénéficiaire, sur tout montant dû par l'agence nationale au bénéficiaire (« compensation ») ;

Dans certaines circonstances exceptionnelles, afin de protéger les intérêts financiers de l'Union, l'agence nationale peut procéder à la compensation avant l'échéance.

Un recours peut être formé contre cette compensation auprès des instances compétentes conformément à l'article II.18.2 ;

(b) En actionnant la garantie financière lorsque celle-ci a été prévue et conformément à l'article I.4.2 ;

(c) En engageant une procédure judiciaire conformément aux dispositions de l'article II.18.2.ou dans les conditions particulières »

16. Le troisième paragraphe de l'article II.27.2 doit être lu comme suit :

« Les périodes définies aux premier et deuxième alinéas peuvent être plus longues si la législation nationale en vigueur l'exige, ou en cas d'audits, d'appels, de contentieux, ou de recours en cours concernant la subvention, y compris dans les cas référencés à l'article II.27.7. Dans de tels cas, le bénéficiaire doit conserver les documents jusqu'à la clôture de ces audits, appels, contentieux et recours. »

17. L'article II.27.3 doit être lu comme suit :

« Le bénéficiaire doit fournir toute information, y compris au format électronique, demandée par l'agence nationale ou par la Commission européenne ou par toute organisme mandaté par l'agence nationale.

Si le bénéficiaire concerné ne remplit pas les obligations des deux premiers alinéas, l'agence nationale peut considérer :

(a) comme inéligible tout frais insuffisamment justifié par les informations fournies par le bénéficiaire ;

(b) comme non due toute contribution unitaire insuffisamment justifiée par les informations fournies par le bénéficiaire. »

#### SIGNATURES

|                                                                        |                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pour le bénéficiaire</b><br><b>Jacques MOIGNARD</b><br><b>Maire</b> | <b>Pour l'agence nationale</b><br><b>Laure Coudret-Laut</b><br><b>Directrice</b> |
| Fait à ....., le .....                                                 | Fait à Bordeaux, le .....                                                        |

**Madame ARAKELIAN** : La commune est intermédiaire, ça n'engage aucune dépense pour la commune, c'est le montage du dossier qui fait que la commune se trouve dans cette boucle-là.

**Monsieur le Maire** : Ces 6 personnes devront aller apprendre l'anglais, nous en faire rapport en rentrant, en anglais bien évidemment. Pas d'objection ?

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D24**

**Objet : Programme Européen Erasmus au titre de l'action mobilité de l'enseignement scolaire – séjour linguistique en Grande Bretagne et en Irlande**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Considérant** que la commune de Montech a déposé une candidature dans le cadre de l'appel à propositions 2016 du programme « Erasmus + » au titre de l'action Mobilité de l'enseignement scolaire.

**Considérant** que ce programme concerne 6 enseignants de l'école Jean Larramet pour la période du 18 au 29 juillet 2016, confère tableau ci-dessous :

| Nom du bénéficiaire   | Destination                | Programme                                             |
|-----------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|
| Mme DALENC Nathalie   | Brighton (Grande Bretagne) | Anglais + Méthodologie                                |
| Mme RIVIERE Céline    |                            |                                                       |
| Mme FARGUES Catherine |                            |                                                       |
| Mme ABADIE Carole     | Galway (Irlande)           | Anglais + interdisciplinarité enseignants de primaire |
| Mme MALZAC Milène     |                            |                                                       |
| M. FIOLE Florent      |                            |                                                       |

**Considérant** que le dossier de candidature a été retenu par L'Agence Erasmus pour une subvention maximale de 21 390 € qui se décompose comme suit :

- Frais de voyage 1 650 €
- Frais de séjour 13 440 €
- Organisation de la mobilité 2 100 €
- Frais de cours 4 200 €

**Considérant** que la commune règle les frais de séjours et les frais de cours, auprès de l'organisme S.I.L.C.

**Considérant** que les enseignants font l'avance des frais de voyage et d'organisation. Frais qui seront ensuite remboursés par la commune sur présentation de justificatifs (titre de transport...)

**Considérant** que le versement de cette subvention est conditionné par la signature de la convention de subvention par les deux parties,

**Considérant** l'avis favorable à l'unanimité des membres présents de la commission « Education et Culture » du 16 juin 2016,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de subvention avec l'Agence ERASMUS+
- **Autorise** la commune à rembourser les 6 enseignants, sur présentation de justificatifs (titre de transport...),

**Monsieur le Maire** : Nous en venons à un sujet tout autre, une histoire de cailloux, monsieur SOUSSIRAT.

**24. Ratification de la convention d'occupation temporaire du domaine privé communal avec la société MGM SABLIERES REUNIES visant à la réalisation d'un accès à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire**  
 rapporteur : Monsieur SOUSSIRAT

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29,

**Vu** le courrier de la société MGM SABLIERES REUNIES du 8 décembre 2015, sollicitant un avis favorable de la commune de Montech pour obtenir une convention d'occupation temporaire du domaine privé sur la parcelle cadastrée ZN11,

**Vu** le projet de convention d'occupation temporaire du domaine privé de la commune de Montech proposé par la société MGM SABLIERES REUNIES, ci-annexé à la présente délibération,

**Considérant** que la société MGM SABLIERES REUNIES déclare, dans le cadre du projet de convention susvisé qu'elle « projette d'exploiter une carrière alluvionnaire sur une partie du territoire de FINHAN (Tarn et Garonne) aux lieudits Moncassy, Calabre et Culon. A cet effet l'occupant va déposer au cours de l'année 2017 une demande d'autorisation d'extraire auprès des services préfectoraux concernés. Pour les besoins de l'exploitation l'occupant envisage d'aménager une plateforme de transit et un passage pour l'acheminement des granulats dans les communes de FINHAN et de MONTECH. »,

**Considérant**, qu'afin d'assurer ces besoins, la société MGM SABLIERES REUNIES sollicite une convention d'occupation temporaire sur la parcelle ZN11, sur une surface de 100 m<sup>2</sup> appartenant au domaine privé communal, pour une période de 10 ans, dans le but de réaliser une voie d'accès à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire,

**Considérant** que la convention prévoit le versement d'une redevance annuelle de 100 euros, indexée sur l'indice des fermages, par la société MGM SABLIERES REUNIES à la commune de Montech,

**Considérant** qu'au terme de la convention l'occupant s'engage à remettre les lieux dans son état primitif, et ce, dans un délai de 3 mois.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016 ?

**Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :**

- **D'autoriser** la ratification de la convention d'occupation temporaire du domaine privé communal par la société MGM SABLIERES REUNIES visant à la réalisation d'un accès, sur la parcelle ZN11, à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire, conformément à la convention annexée à la présente délibération ;
- **De l'autoriser** ou son représentant à signer tout document afférent à la présente délibération.

# CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE DE MONTECH

Sous condition suspensive

## Entre les soussignés

La commune de MONTECH domiciliée 1 place de la mairie 82700 MONTECH, représenté par Monsieur Jacques MOIGNARD, Maire, habilité à l'effet de la présente suivant délibération du conseil municipal en date du ,

désignée, ci-après la commune, d'une part

## Et

La société dénommée MGM SABLIERES REUNIES Société en nom collectif au capital de 567 110 € ayant son siège social à CASTELNAU D'ESTRETEFONDS 2 Chemin d'Encaulet identifiée sous le numéro SIREN 394 117 766 RCS TOULOUSE représentée par ses gérants, la SA SOGEFIMA, la SAS GARROUSTE ET FILS et la SA CEMEX.

désignée, ci-après l'occupant, d'autre part

## EXPOSE

L'occupant déclare qu'il projette d'exploiter une carrière alluvionnaire sur une partie du territoire de FINHAN (Tarn et Garonne) aux lieudits Moncassy, Calabre et Culon. A cet effet l'occupant va déposer au cours de l'année 2017 une demande d'autorisation d'extraire auprès des services préfectoraux concernés. Pour les besoins de l'exploitation l'occupant envisage d'aménager une plateforme de transit et un passage pour l'acheminement des granulats dans les communes de FINHAN et de MONTECH.

**CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

## TITRE I : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

### Article 1 : Localisation de l'occupation

La Commune met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie de son domaine privé sis à MONTECH lieudit « mesnil » section ZN parcelle numéro 11 pour une surface d'emprise de 100 m2.

La présente convention ne vaut que pour la localisation précédemment spécifiée. L'emplacement occupé figure en teinte verte sur le plan annexé à la présente convention.

### Article 2 : Objet de l'occupation

L'occupant occupe la partie du domaine privé désigné ci-dessus aux fins de passage pour l'acheminement de granulats.

### Article 3 : Durée

La présente convention, consentie pour une durée de dix années.

Elle ne peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Elle débutera le jour de la prise de possession réelle des lieux par l'occupant.

L'occupant aura la faculté de résilier la présente convention à tout moment en respectant un préavis de 6 mois. La résiliation sera valablement effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### **Article 4 : Travaux**

##### **4.1 : Aménagements**

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur la surface d'emprise définie à l'article 1 les aménagements et ouvrages suivants : terrassement, busage, empiérement, clôture, voie de circulation et installation de matériel (bande transporteuse).

L'occupant est tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelques natures, importance et durée que ce soit.

##### **4.2 : Exécution**

L'occupant doit prévenir, par écrit, la commune au moins 10 jours avant le commencement des travaux.

L'ensemble des travaux ainsi entrepris doit être conduit de façon à ne pas empiéter sur le restant du domaine de la commune non concédé.

#### **Article 5 : redevance d'occupation**

Le montant de la redevance annuelle au titre de l'occupation temporaire du domaine privé de la commune est calculée suivant la superficie de l'emprise au sol telle que fixée à l'article 1 et la valeur moyenne des fermages appliquée en Tarn et Garonne sur les terres de plaines et vallées (arrêté préfectoral) avec une redevance minimum de base de cent euros.

Un titre de recette sera émis chaque année à la date d'anniversaire de la prise de possession. L'occupant adresse au comptable de la commune le paiement de la redevance dans le mois qui suit.

Cette redevance pourra être révisée annuellement suite à une revalorisation de l'indice des fermages.

L'indice de base sera celui de l'année où la convention débute.

La première redevance annuelle sera de **100,00 €**.

### **TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 6 : Etat des lieux :**

L'occupant prend les lieux dans l'état à la date d'effet de la convention. Un état des lieux, contradictoire, des parties terrestres désignées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention est, en tant que de besoin, dressé en double exemplaire et annexé à la présente convention.

A l'issue du délai imparti à l'article 16 de la convention, un état des lieux, contradictoire, est également dressé.

#### **Article 7 : Caractère personnel de la convention**

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine privé de la commune est strictement personnelle.

#### **Article 8 : Cession à un tiers**

La convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers, excepté au repreneur des activités de l'occupant. Toute autre cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit, de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence nul et de nul effet.

#### **Article 9 : Caractère personnel de la convention**

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable. Elle peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant au minimum trois mois avant l'échéance énoncée à l'article 3. Toutefois,

il s'agit d'une simple faculté et non une obligation pour la commune. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation.

#### **Article 10 : Sous-occupation**

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis à l'article 1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

#### **Article 11 : Droits**

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine privé d'une collectivité, la législation sur les baux ruraux, les baux d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant.

#### **Article 12 : Obligations de l'occupant**

##### **12.1 : Information**

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, le représentant de la commune de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine privé de la commune.

##### **12.2 : Porté à connaissance**

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la commune toute modification de sa forme ou de son objet.

##### **12.3 : Respect des lois et règlements**

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement) ainsi qu'à celles prévues aux textes en vigueur.

##### **12.4 : Obligations découlant de la réalisation de travaux**

Au cours des travaux autorisés à l'article 4 de la présente convention, l'occupant prend toutes les précautions nécessaires. Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlève sans délais et à ses frais, tous les décombres, terres, gravats, remblais et objets quelconques qui encombrent le domaine privé de la commune.

##### **12.5 : Dommages, responsabilité, assurances**

###### **Dommages :**

Tous dommages causés par l'occupant aux parties terrestres et construites du domaine de la commune doivent immédiatement lui être signalés et réparés par l'occupant à ses frais.

###### **Responsabilité**

L'occupant est le seul responsable de tous les dommages, direct ou indirect, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine terrestre que les constructions et aménagements de la commune, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait ou par le fait des personnes dont il doit répondre.

L'occupant garantit la commune contre tous les recours et condamnations à ce titre.

###### **Assurances**

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pour la partie du domaine mis à sa disposition et pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, dégâts et risques spéciaux liés à son activité, ...) et doit en justifier à la première demande de la commune.

#### **12.6 : Entretien, maintenance et réparations**

Les ouvrages édifés par l'occupant doivent être entretenus en bon état et à ses frais. L'occupant s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

#### **12.7 : Impôts et taxes**

L'occupant prend à sa charge tous les impôts, contributions et taxes de toute nature, présents et à venir, auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains occupés en vertu de la présente convention, quelles que soient la nature et l'importance desdits impôts et taxes.

### **TITRE III : FIN DE CONTRAT**

#### **Article 13 : PEREMPTION**

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine mis à sa disposition dans un délai de trois ans, à compter de la date d'obtention de l'autorisation préfectorale d'exploiter, la présente convention sera périmée de plein droit.

#### **Article 14 : CADUCITE**

La présente convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- dissolution de l'entité occupante
- cessation pour quelque motif que se soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2.

L'occupant ou ses ayants droits dont la convention est frappée de caducité doivent procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article  
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

#### **Article 15 : RESILIATION**

##### **15.1 : Résiliation à l'initiative de l'occupant**

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 15.2.

L'occupant doit procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions de l'article 16.

##### **15.2 : Préavis**

La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 6 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

L'occupant dont la convention est résiliée ne peut prétendre à aucune indemnisation quelque soit le motif.

#### **Article 16 : REMISE EN ETAT DES LIEUX**

##### **16.1 : Résiliation à l'initiative de l'occupant**

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant doit remettre les lieux dans leur état primitif, et ce, dans un délai de 3 mois.

##### **16.2 : Possibilité de dispense**

L'occupant pourra être dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la commune, avant l'issue de la présente convention accepterait, expressément et par écrit, l'intégration dans son domaine des ouvrages que l'occupant aurait été autorisé à effectuer.

#### **TITRE IV : AUTRES DISPOSITIONS**

##### **Article 17 : LITIGES**

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, fautes d'être résolus à l'amiable entre la commune et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

##### **Article 18 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile en leurs sièges administratifs et sociaux.

#### **TITRE V : CONDITION SUSPENSIVE**

La présente convention d'occupation temporaire du domaine privé de la commune de Montech est consentie et acceptée sous la condition suspensive de délivrance de l'arrêté préfectoral d'ouverture et d'exploitation d'une carrière sur une partie du territoire de la commune de FINHAN aux lieuxdits « moncassy, calabre et culon ». A cet égard l'occupant s'oblige à déposer sa demande d'autorisation au plus tard le 31 décembre 2017.

La condition suspensive est stipulée en faveur de l'occupant qui pourra donc y renoncer.

Annexe : plan des lieux

Fait en deux exemplaires,

A



DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :  
TARN ET GARONNE  
Canton :  
MONTECH

Section : 2N  
Feuille : 000 2N 01  
Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/2000  
Date d'édition : 28/07/2015  
(niveau normal de Paris)

Coordonnées en projection : RCF93/CCH

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le  
centre des impôts foncier suivant :  
MONTAUBAN  
436 rue Edouard Fessolle BP 430 82017  
82017 MONTAUBAN  
tel. 05 63 21 57 77 - fax 05 63 21 57 02  
pdc820-montauban@impf.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr  
©2014 Ministère des Finances et des Comptes  
publiques



**Monsieur le Maire** : Merci, des commentaires sur ces quelques m<sup>2</sup> de passage ? Monsieur DAIME vous avez la parole.

**Monsieur DAIME** : Je souhaite m'abstenir sur ce dossier. La raison est simple, on a reçu MGM il y a assez de temps maintenant où on leur avait demandé quel que soit le projet, d'assurer une concertation avec la population, on n'a toujours rien vu venir depuis plus d'un an, donc je m'abstiendrai sur ce projet. Je ne pose pas une réponse sur le bienfondé du projet en lui-même mais c'est sur la méthode.

**Monsieur le Maire** : Merci, d'autres remarques ? Alors un commentaire pour ce qui me concerne, il s'agit en effet d'accorder une autorisation de passage sur un chemin communal, pour ceux qui connaissent, si vous ne connaissez pas je vous ai invité certains et je vous invite d'autres à le faire, à aller visiter ce passage sur un chemin communal de 100 m<sup>2</sup>, en gros ça fait 2 m sur 10, même pas 1 m sur 10, vous le calculez comme vous voulez, pour faire en sorte que cette société MGM sablières réunies, éventuellement si d'aventure son autorisation d'exploitation était faite, on en est loin, puisse passer par là, avec une bande passante pour regagner la nationale 113 qui s'appelle maintenant la route départementale 813, donc nous accordons cette autorisation temporaire comme vous l'avez vu, sur 10 ans sur 100 m<sup>2</sup> pour 100 €, 100 € que multiplie 10 ça fait quand même une somme qui n'est pas négligeable pour ce que nous en avons à faire, effectivement le débat de fond aura sûrement lieu par la suite sur une exploitation d'une gravière sur le territoire Finhannais, ce n'est pas chez nous ça c'est un autre débat. C'est pour ça que je vous soumetts à votre approbation cette convention d'occupation temporaire du domaine privé communal pour la société MGM sablières réunies. Une information, sachez que cette société a acheté le domaine, de Monsieur D'AVIAU DE TERNAY, du Mesnil. Le domaine avec le château justement en vue par la suite de pouvoir exploiter la carrière en contre bas et donc pouvoir passer avec cette bande passante sur tout le territoire de ces terres qui sont désormais les leurs. L'abstention de Monsieur DAIME, y a-t-il d'autres remarques ? Monsieur LOY.

**Monsieur LOY** : Est-ce qu'il y aura lors de l'exploitation de cette carrière un impact sur les voies de circulation et notamment les bruits supplémentaires qui peuvent impacter les habitations ?

**Monsieur le Maire** : De ce que je connais à ce jour, vous avez la morphologie du plan, qui n'est pas très bien fait, derrière. Le seul impact qui aurait pu y avoir était sur la voie communale qui nous appartient pour le coup, qui rejoint Montech à Finhan mais ça passera dessous. La bande passante passera dessous, il n'y aura pas d'impact sur la voirie communale. Il n'y a que ce chemin communal, en terre, agricole, qui va être impacté pour y passer dessus pendant 10 ans sur les fameux 100 m<sup>2</sup>. Au niveau des voiries il n'y a pas d'impact, de ce que j'en sais puisqu'il y a que cette voie qui va être traversée. L'exploitation de la carrière se ferait à l'endroit de la carrière, pas très loin de la Garonne et cette bande passante amènerait les matériaux jusqu'à la 113, il y a un petit parking, et c'est là que les camions chargeraient pour partir vers Toulouse je crois. C'est le projet, on en est loin là aussi, on aura les cheveux encore plus blancs. Il y en a pour trois ans, à mon avis pour avoir la conclusion administrative de l'autorisation ou pas de ce projet. Nous nous sommes concernés par ces quelques mètres de chemin rural. Abstention de Monsieur Guy DAIME. Monsieur JEANDOT oui.

**Monsieur JEANDOT** : Toujours sur ce problème, lorsque nous avons reçu la MGM dans un premier temps nous lui avons demandé une carte du mitage autour de la Garonne, parce que l'exploitation à outrance tout au long de la Garonne est susceptible de modifier le cours d'eau, nous n'avons pas eu non plus cette information. Nous n'avons pas à nous exprimer sur la justification de cette extraction, ce n'est pas chez nous,

**Monsieur le Maire** : Les communes environnantes sont consultées quand même, même si ce n'est pas chez nous,

**Monsieur JEANDOT** : Une modification éventuelle du cours de la Garonne, risque de nous impacter. Je voulais juste faire cette remarque, je ne vais pas m'abstenir ni voter contre pour 100 m<sup>2</sup>, mais je pense que nous avons intérêt à surveiller ce type de projet, qu'il soit ou non sur notre territoire.

**Monsieur le Maire :** Mais Monsieur JEANDOT ou comme les autres il faut faire preuve de grande patience parce qu'effectivement nous aurons à connaître de l'étude d'impact, etc de cette gravière dans des jours à venir et où nous aurons, peut-être à donner un avis en tant que commune riveraine sur l'impact de cette gravière etc. Nous avons déjà connu ça, il y a eu une ébauche de dossier il y a 4 ou 5 ans, c'est un autre dossier j'allais dire, on verra ça. Aujourd'hui c'est ça. A part l'abstention de Monsieur DAIME, il n'y a pas d'objection ?

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D25**

**Objet : Ratification de la convention d'occupation temporaire du domaine public communal avec la société MGM Sablières réunies visant à la réalisation d'un accès à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire.**

Votants : 27

Abstention : 1

Exprimés : 26

Contre : 0

Pour : 26

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29,

**Vu** le courrier de la société MGM SABLIERES REUNIES du 8 décembre 2015, sollicitant un avis favorable de la commune de Montech pour obtenir une convention d'occupation temporaire du domaine privé sur la parcelle cadastrée ZN11,

**Vu** le projet de convention d'occupation temporaire du domaine privé de la commune de Montech proposé par la société MGM SABLIERES REUNIES, ci-annexé à la présente délibération,

**Considérant** que la société MGM SABLIERES REUNIES déclare, dans le cadre du projet de convention susvisé qu'elle « *projette d'exploiter une carrière alluvionnaire sur une partie du territoire de FINHAN (Tarn et Garonne) aux lieudits Moncassy, Calabre et Culon. A cet effet l'occupant va déposer au cours de l'année 2017 une demande d'autorisation d'extraire auprès des services préfectoraux concernés. Pour les besoins de l'exploitation l'occupant envisage d'aménager une plateforme de transit et un passage pour l'acheminement des granulats dans les communes de FINHAN et de MONTECH.* »,

**Considérant**, qu'afin d'assurer ces besoins, la société MGM SABLIERES REUNIES sollicite une convention d'occupation temporaire sur la parcelle ZN11, sur une surface de 100 m<sup>2</sup> appartenant au domaine privé communal, pour une période de 10 ans, dans le but de réaliser une voie d'accès à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire,

**Considérant** que la convention prévoit le versement d'une redevance annuelle de 100 euros, indexée sur l'indice des fermages, par la société MGM SABLIERES REUNIES à la commune de Montech,

**Considérant** qu'au terme de la convention l'occupant s'engage à remettre les lieux dans son état primitif, et ce, dans un délai de 3 mois.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016 ?

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **Autorise** la ratification de la convention d'occupation temporaire du domaine privé communal par la société MGM SABLIERES REUNIES visant à la réalisation d'un accès, sur la parcelle ZN11, à une plateforme d'exploitation d'une carrière alluvionnaire, conformément à la convention annexée à la présente délibération ;
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à la présente délibération.

**25. Modification de la délibération cimetière**

*rapporteur : Monsieur GAUTIE*

**Vu** la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire et modifiant le statut des cendres funéraires, notamment l'interdiction de garder une urne à son domicile,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2321-2 et L 2223-13,

**Vu** la délibération n° 2013\_02\_D11 du 09 février 2013 approuvant la création d'un tarif concession 1m<sup>2</sup> pour un monument cinéraire et modification des durées d'acquisition des concessions funéraires,

**Considérant** qu'afin de mettre en conformité la délibération avec la réalité de la surface des concessions, il conviendrait de modifier sur le tableau les concessions de 2 et 4 m<sup>2</sup> qui sont en réalité des concessions de 3 et 4,5 m<sup>2</sup>,

| Type de concession | Délibération de 2013   | Surface réelle           | Tarifs | Durée  |
|--------------------|------------------------|--------------------------|--------|--------|
|                    | Surface/capacité       |                          |        |        |
| Monument cinéraire | 1 m <sup>2</sup>       | 1 m <sup>2</sup>         | 100 €  | 50 ans |
| Concession         | <b>2 m<sup>2</sup></b> | <b>3 m<sup>2</sup></b>   | 200 €  | 50 ans |
| Concession         | <b>4 m<sup>2</sup></b> | <b>4,5 m<sup>2</sup></b> | 400 €  | 50 ans |
| Concession         | 6 m <sup>2</sup>       | 6 m <sup>2</sup>         | 500 €  | 50 ans |
| Case Columbarium   | 2 urnes                |                          | 1000 € | 30 ans |

**Considérant** que les autres termes de la délibération susmentionnée restent inchangés,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'accepter** que soit modifier le tableau comme indiqué ci-dessus,
- **Précise** que ces modifications seront applicables à compter du 04 juillet 2016,
- **Dit** que les recettes correspondantes seront encaissées selon la réglementation en vigueur, à l'article 70311 « concession dans les cimetières ».

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur GAUTIE. En sachant, vous le savez, il y a de plus en plus et fort heureusement, je suis militant, maintenant je me permets de le dire de la crémation, de monuments cinéraires, de columbarium ou autre. Je vous invite là aussi tout comme pour le chemin de la gravière ou toute autre surface de notre commune à aller voir le cimetière au-delà du nouveau mur que nous avons fait pour voir sur la droite on l'a aménagé, différentes dispositions en vue d'accueillir des urnes ou des caveaux rétrécis que nous concèderons aux habitants de cette population pour que leurs aïeux vivent en paix. Y a t-il des objections sur ces tarifs ? Non, c'est l'unanimité. Ca peut être revu à tout moment.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D26**

**Objet : Modification de la délibération cimetière**

**Votants : 27**

**Abstention : 0**

**Exprimés : 27**

**Contre : 0**

**Pour : 27**

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire et modifiant le statut des cendres funéraires, notamment l'interdiction de garder une urne à son domicile,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2321-2 et L 2223-13,

**Vu** la délibération n° 2013\_02\_D11 du 09 février 2013 approuvant la création d'un tarif concession 1m<sup>2</sup> pour un monument cinéraire et modification des durées d'acquisition des concessions funéraires,

**Considérant** qu'afin de mettre en conformité la délibération avec la réalité de la surface des concessions, il conviendrait de modifier sur le tableau les concessions de 2 et 4 m<sup>2</sup> qui sont en réalité des concessions de 3 et 4,5 m<sup>2</sup>,

| Type de concession | Délibération de 2013   | Surface réelle           | Tarifs | Durée  |
|--------------------|------------------------|--------------------------|--------|--------|
|                    | Surface/capacité       |                          |        |        |
| Monument cinéraire | 1 m <sup>2</sup>       | 1 m <sup>2</sup>         | 100 €  | 50 ans |
| Concession         | <b>2 m<sup>2</sup></b> | <b>3 m<sup>2</sup></b>   | 200 €  | 50 ans |
| Concession         | <b>4 m<sup>2</sup></b> | <b>4,5 m<sup>2</sup></b> | 400 €  | 50 ans |
| Concession         | 6 m <sup>2</sup>       | 6 m <sup>2</sup>         | 500 €  | 50 ans |
| Case Columbarium   | 2 urnes                |                          | 1000 € | 30 ans |

**Considérant** que les autres termes de la délibération susmentionnée restent inchangés,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Accepte** que soit modifier le tableau comme indiqué ci-dessus,
- **Précise** que ces modifications seront applicables à compter du 04 juillet 2016,
- **Dit** que les recettes correspondantes seront encaissées selon la réglementation en vigueur, à l'article 70311 « concession dans les cimetières ».

**Monsieur le Maire** : Monsieur JEANDOT, nous allons parler du rapport annuel qui nous tombe tous les ans sur le prix et la qualité des services d'assainissement collectif, nous verrons ensuite le non collectif et l'eau.

**26. Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS)  
d'assainissement collectif – exercice 2015**  
rapporteur : Monsieur JEANDOT

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif,

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'adopter** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- **De décider** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **De décider** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **De décider** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**Monsieur JEANDOT** : Vous avez eu communication du rapport par voie électronique

**Monsieur le Maire** : Merci. Y a t-il des oppositions à ce que nous adoptions ce rapport ? pas d'objection.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D27**

**Objet : Adoption du RPQS d'assainissement collectif – exercice 2015**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif,

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Adopte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- **Décide** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **Décide** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **Décide** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**27. Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS)  
d'assainissement non collectif – exercice 2015**

*rapporteur : M. JEANDOT*

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement non collectif, **Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'adopter** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif
- **De décider** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **De décider** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **De décider** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**Monsieur le Maire** : Il n'y a pas d'objection ?

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D28**

**Objet : Adoption du RPQS d'assainissement non collectif – exercice 2015**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement non collectif,

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Adopte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif
- **Décide** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **Décide** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **Décide** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**Monsieur le Maire** : Nous en venons à tout autre chose, bien que ce soit des rapports, pour les trois sujets qui suivent, monsieur ROUSSEAUX pour l'eau.



**28. Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services (RPQS) du service public d'eau potable – exercice 2015**  
*rapporteur : Monsieur ROUSSEAUX*

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) du service public d'eau potable, **Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'adopter** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,
- **De décider** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **De décider** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **De décider** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur ROUSSEAUX, pareil pour ce rapport ? pas d'objection ?

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D29**

**Objet : Adoption du RPQS du service public d'eau potable –exercice 2015**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Considérant** que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) du service public d'eau potable,

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

**Considérant** qu'en application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

**Considérant** que le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

**Considérant** que le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

Après présentation de ce rapport,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Adopte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,
- **Décide** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- **Décide** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- **Décide** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

**Monsieur le Maire** : Nous en venons à l'adduction en eau potable, madame DECOUDUN n'étant pas là c'est monsieur GAUTIE qui va se faire un plaisir de nous en rendre compte, il s'agit là aussi de prendre acte d'un rapport annuel de délégataire.

**29. Approbation du Rapport Annuel et du compte d'affermage du délégataire sur le service d'adduction en eau potable – exercice 2015-**

*rapporteur : Madame DECOUDUN (absente remplacée M. GAUTIE)*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales qui impose, par son article L.1411-3, la production par le délégataire d'un rapport annuel comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité de service,*

*Vu la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, et plus particulièrement son article 2,*

*Vu l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016*

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante qui en prend acte,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De prendre acte** du Rapport Annuel du Délégataire (RAD) sur le service public d'adduction en eau potable pour l'exercice 2015
- **De prendre acte** du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'adduction en eau potable pour l'exercice 2015

**La version détaillée du rapport annuel du délégataire en version papier est consultable en mairie.**



Département du TARN ET GARONNE  
Commune de MONTECH

COMPTE D'AFFERMAGE EAU

ANNEE 2015

| Désignation des opérations                                                               | Nombre M3         | Montant Surtaxe          | Montant Recette Fermière |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>ABONNEMENTS</b><br>Année 2015                                                         |                   | 28 402,79                | 104 287,07               |
| <b>M3 FACTURES</b><br>Année 2015 Particuliers et communaux<br>Année 2015 VEG vers FINHAN | 254 944<br>73 129 | 130 020,24               | 214 510,15<br>23 437,85  |
| Total exercice N                                                                         | 328 073           | 158 423,03               | 342 235,07               |
| <b>ABONNEMENTS</b>                                                                       |                   | -30,59                   | -106,35                  |
| <b>M3 FACTURES</b>                                                                       | -3 682            | -773,22                  | -3 023,82                |
| Total exercices antérieurs                                                               | -3 682            | -803,81                  | -3 130,17                |
| <b>TOTAL DES EMISSIONS</b>                                                               | 324 391           | 157 619,22               | 339 104,90               |
| Nombre de branchements : 2 665                                                           |                   |                          |                          |
| <b>Reprise impayés exercice précédent</b>                                                |                   | 3 568,82                 |                          |
| <b>Impayés en cours à déduire</b>                                                        |                   | -4 543,93                |                          |
| <b>FACTURES IRRECOURVABLES</b>                                                           |                   | -333,31                  |                          |
| <b>ACOMPTES VERSES</b><br>Le 01/04/2015<br>Le 01/10/2015                                 |                   | -14 103,30<br>-78 514,44 |                          |
| Résultats généraux                                                                       | 324 391           | 63 693,06                | 339 104,90               |

Arrêté le présent décompte de surtaxe à la somme de : **63 693,06 Euros**

Quint Fonsegrives, le 27/03/2016

  
DIRECTION  
OPÉRATIONNELLE  
TOULOUSE  
7 Avenue Marcure  
B.P. 33394  
31133 BALMA CEDEX

821400/01

► SAUR

Siège social : Les Cyclades, 1 rue Antoine Lavoisier - 78280 Guyancourt  
Tél. 01 30 60 84 00 - Tlc : 01 30 60 27 89 - www.saur.com

Saur - S.A.S. au capital de 101 529 000 € - R.C.S. Versailles 339 379 984 - TVA Intracommunautaire FR 28 339 379 98

**Monsieur le Maire** : Merci monsieur GAUTIE.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D30**

**Objet : Approbation du rapport annuel et du compte d'affermage du délégataire sur le service d'adduction en eau potable – exercice 2015**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales qui impose, par son article L.1411-3, la production par le délégataire d'un rapport annuel comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public et une analyse de la qualité de service,

**Vu** la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, et plus particulièrement son article 2,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante qui en prend acte,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Prend acte** du Rapport Annuel du Délégataire (RAD) sur le service public d'adduction en eau potable pour l'exercice 2015
- **Prend acte** du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'adduction en eau potable pour l'exercice 2015

**Monsieur le Maire** : Monsieur PERLIN vous êtes en charge du rapport annuel et du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'assainissement collectif.

**30. Approbation du Rapport Annuel et du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'assainissement collectif – exercice 2015-  
rapporteur : Monsieur PERLIN**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales qui impose, par son article L.1411-3, la production par le délégataire d'un rapport annuel comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférente à l'exécution de la DSP et une analyse de la qualité de service,


**Vu** la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, et plus particulièrement son article 2,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante qui en prend acte,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **De prendre acte** du Rapport Annuel du Délégataire (RAD) sur le service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2015.
- **De prendre acte** du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2015.



Département du TARN ET GARONNE  
Commune de MONTECH

**COMPTE D'AFFERMAGE ASSAINISSEMENT**

**ANNEE 2015**

| Désignation des opérations                               | Nombre M3      | Montant Surtaxe           | Montant Recette Fermière |
|----------------------------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------|
| <b>ABONNEMENTS</b><br>Année 2015                         |                | 74 606,96                 | 64 068,02                |
| <b>M3 FACTURES</b><br>Année 2015                         | 212 779        | 140 434,14                | 255 978,30               |
| Total exercice N                                         | 212 779        | 215 041,10                | 320 046,32               |
| <b>ABONNEMENTS</b>                                       |                | -173,75                   | -147,10                  |
| <b>M3 FACTURES</b>                                       | -5 416         | -3 366,66                 | -5 053,47                |
| Total exercices antérieurs                               | -5 416         | -3 540,41                 | -5 200,57                |
| <b>TOTAL DES EMISSIONS</b>                               | <b>207 363</b> | <b>211 500,69</b>         | <b>314 845,75</b>        |
| Nombre de branchements : 2 323                           |                |                           |                          |
| <b>Reprise impayés exercice précédent</b>                |                | 10 332,33                 |                          |
| <b>Impayés en cours à déduire</b>                        |                | -9 830,13                 |                          |
| <b>FACTURES IRRECOURVABLES</b>                           |                | -1 036,68                 |                          |
| <b>ACOMPTES VERSES</b><br>Le 01/04/2015<br>Le 01/10/2015 |                | -37 024,00<br>-106 061,06 |                          |
| Résultats généraux                                       | 207 363        | 67 881,15                 | 314 845,75               |

Arrêté le présent décompte de surtaxe à la somme de : **67 881,15 Euros**

Quint Fonsegrives, le 27/03/2016



821401/02

**SAUR**  
DIRECTION  
OPERATIONNELLE  
TOULOUSE  
7 Avenue Mercure  
B.P. 33394  
31133 BALMA CEDEX

**SAUR**  
 Siège social : Les Cyclades, 1 rue Antoine Lavoisier - 78280 Guyancourt  
 Tél. 01 30 60 84 00 - Tlc : 01 30 60 27 89 - www.saur.com  
 Saur - S.A.S. au capital de 101 629 000 € - R.C.S. Versailles 339 379 984 - TVA Intracommunautaire FR 28 339 379 98

**Monsieur PERLIN** : Vous avez la version détaillée sur le tableau. Vous avez également sur le tableau un nombre de m3, des montants des surtaxes revenant à la commune et les montants recettes fermières.

**Monsieur le Maire** : On peut constater que le fermage assainissement rapporte plus que l'affermage de l'eau. Merci Monsieur PERLIN. Pour les gens que ça intéresse, c'est tous bien sûr mais en particulier allez consulter ces comptes d'affermage et ces rapports annuels du délégataire qui sont riches de renseignements, en sachant vous le savez que nous avons pris la décision de ne pas prendre en régie ces opérations.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D31**

**Objet : Approbation du rapport annuel et du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'assainissement collectif – exercice 2015**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales qui impose, par son article L.1411-3, la production par le délégataire d'un rapport annuel comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la DSP et une analyse de la qualité de service,

**Vu** la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, et plus particulièrement son article 2,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Considérant** que ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante qui en prend acte,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Prend acte** du Rapport Annuel du Délégué (RAD) sur le service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2015.
- **Prend acte** du compte d'affermage du délégataire sur le service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2015.

**Monsieur le Maire** : Monsieur CASSAGNEAU, concernant une cession de parcelle.

**31. Cession de la parcelle cadastrée ZI n° 7, située au 1224 route de Montbartier, lieu-dit Petit.-**

*rapporteur : Monsieur CASSAGNEAU*

**Monsieur CASSAGNEAU** : Nous avons déjà délibéré sur la cession d'une parcelle route de Cadars, d'une parcelle route du tour de ronde, là c'est la dernière pour le moment. C'est la parcelle située 1224 route de Montbartier. A la base nous avons prévu de la découper en deux lots, dans la première délibération que l'on avait prise, pour faire deux maisons. Nous venons d'être contacté le 30 juin par Monsieur CECILLE de ARGOGROUPE. Ils sont intéressés pour faire un gros projet constitué de 30 logements dont 8 T2, 18 T3, 4 T4, du R+1 donc des logements uniquement sociaux, ça représenterait 2000 m² de surface de plancher sur cette parcelle qui fait 5350 m². Vous avez le plan derrière ainsi qu'une vue d'ensemble du projet.

*Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L3211-14 et L3221-1,*

*Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux opérations immobilières effectuées par les Communes,*

*Vu l'estimation du service des domaines en date du 23 juin 2016,*

*Vu le courrier en date du 8 juin 2016 de Monsieur Vincent CECILLE, représentant la société LIBERTEA – ARGOGROUPE,*

**Considérant** l'accord de la société LIBERTEA - ARGOGROUPE, représentée par Monsieur Vincent CECILLE, domiciliée 2 rue des Glières, ANNECY (74000), sur l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 5350 m<sup>2</sup>, située 1224, route de Montbartier, Lieu-dit Petit, à, appartenant à la commune de Montech, au prix de 170 000 euros TTC.

**Considérant** que l'accord sur la cession de la parcelle ZI7 à la société LIBERTEA – ARGOGROUPE est conditionné par la réalisation du projet ci-annexé à la présente délibération consistant à la réalisation d'un programme de 30 logements.

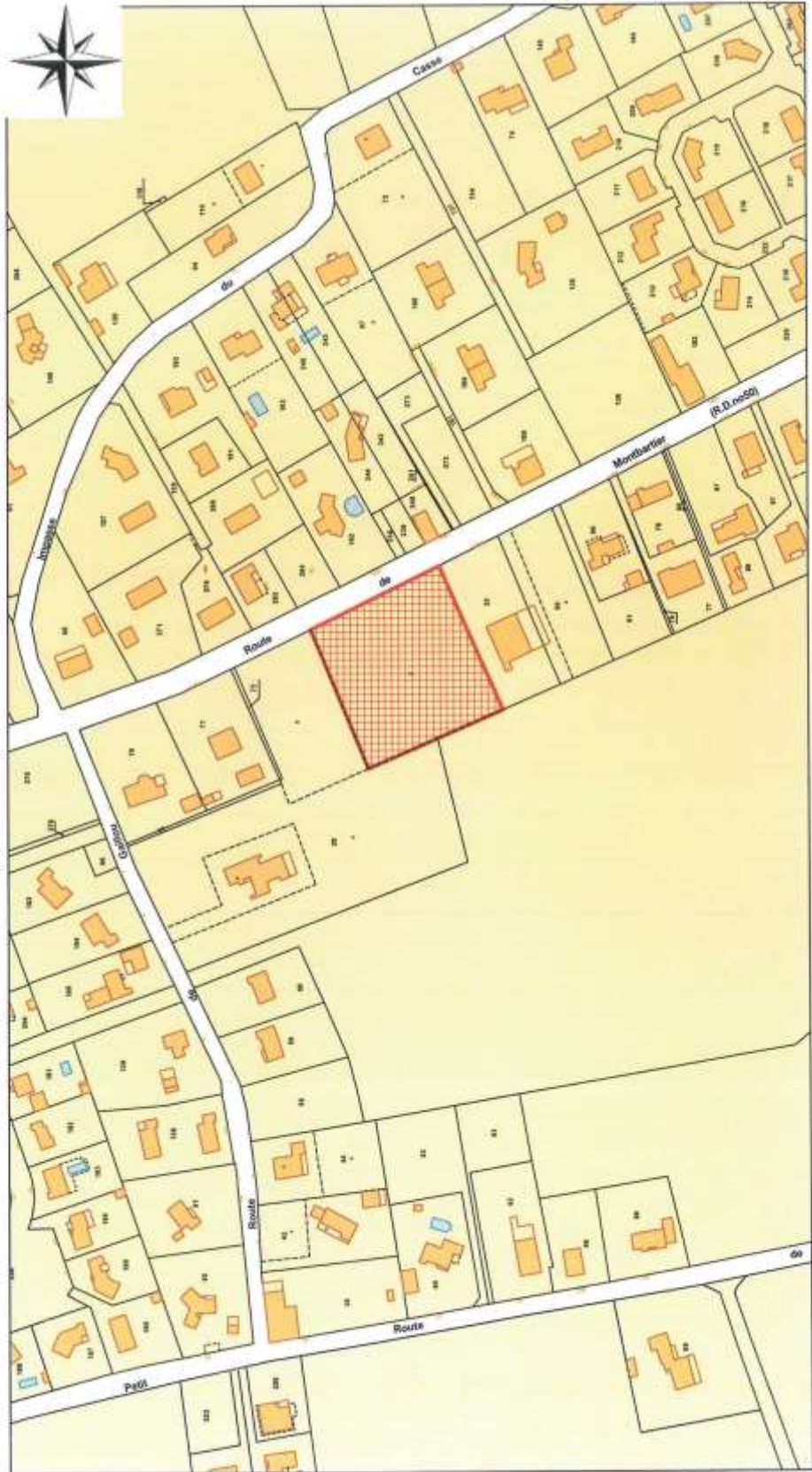
**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'approuver** la cession de la parcelle cadastrée ZI n°7, située 1224 route de Montbartier, lieu-dit Petit, à la société LIBERTEA - ARGOGROUPE, représentée par Monsieur Vincent CECILLE, domiciliée 2 rue des Glières, ANNECY (74000), au prix de 170 000 euros net.
- **D'affirmer que** les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.
- **De l'autoriser** à signer les actes à intervenir (toute convention sous-seing privé et/ou leur confirmation par acte authentique...) ainsi que tout document relatif à cette vente.

# COMMUNE DE MONTECH

## Extrait de Plan



Imprimé le : 20/06/2016

Source : DGI - Cadastre Droits réservés - Plans mis à jour en : 2015

Echelle : 1/2500



# MONTECH

## LISTE DES PARCELLES SELECTIONNEES :



| SECTION | NUMERO | CONTENANCE : | PROPRIETAIRE :     | ADRESSE :                              |
|---------|--------|--------------|--------------------|----------------------------------------|
|         | Z17    | 9360         | COMMUNE DE MONTECH | 0000 PL. DE LA MAIRIE<br>87700 MONTECH |



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES  
PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE TARN-ET-GARONNE

DIVISION MISSIONS DOMANIALES

5-7 ALLÉES DE MORTAFIEU - CS 70770  
82037 MONTAUBAN CEDEX

Pour nous joindre / Références  
Votre correspondant : Muriel Baux Noailles  
Tel : 05.63.21.47.44

Courriel :  
muriel.bauxnoailles@dgifp.finances.gouv.fr

## AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Code du Domaine de l'État art. R 4 ou décret n° 86-  
455 du 14 mars 1986 modifié)  
Loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001.

Montauban, le 23 juin 2016

\*\*\*\*

**Mairie de Montech**

LIDO N° 2016-125V0279

**Service consultant :** Mairie de Montech.

**Date de la consultation :** Le consultant nous demande la réactualisation d'un avis délivré le 9 décembre 2014.  
Demande du 14 juin 2016 reçue le 16 juin 2016.

**Opération soumise au contrôle (objet et but) :** Estimation de la valeur vénale de la parcelle ZI 7 (5350 m<sup>2</sup>)  
située lieu dit « Petit » route de Montbartier à Montech.

**Propriétaire présumé :** Commune de Montech.

**Description sommaire :** Grande parcelle de surface plutôt carrée située route de Montbartier.

**Situation locative :** bien évalué libre de toute occupation.

**Urbanisme :** Zone UD du PLU.

**DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE ACTUELLE :**


Compte tenu des éléments d'appréciation connus du service et des termes de comparaison, la valeur vénale estimée à  
**120 000 € HT** peut être reconduite.

Ce prix est négociable dans la limite de 10 % généralement admise dans le département.

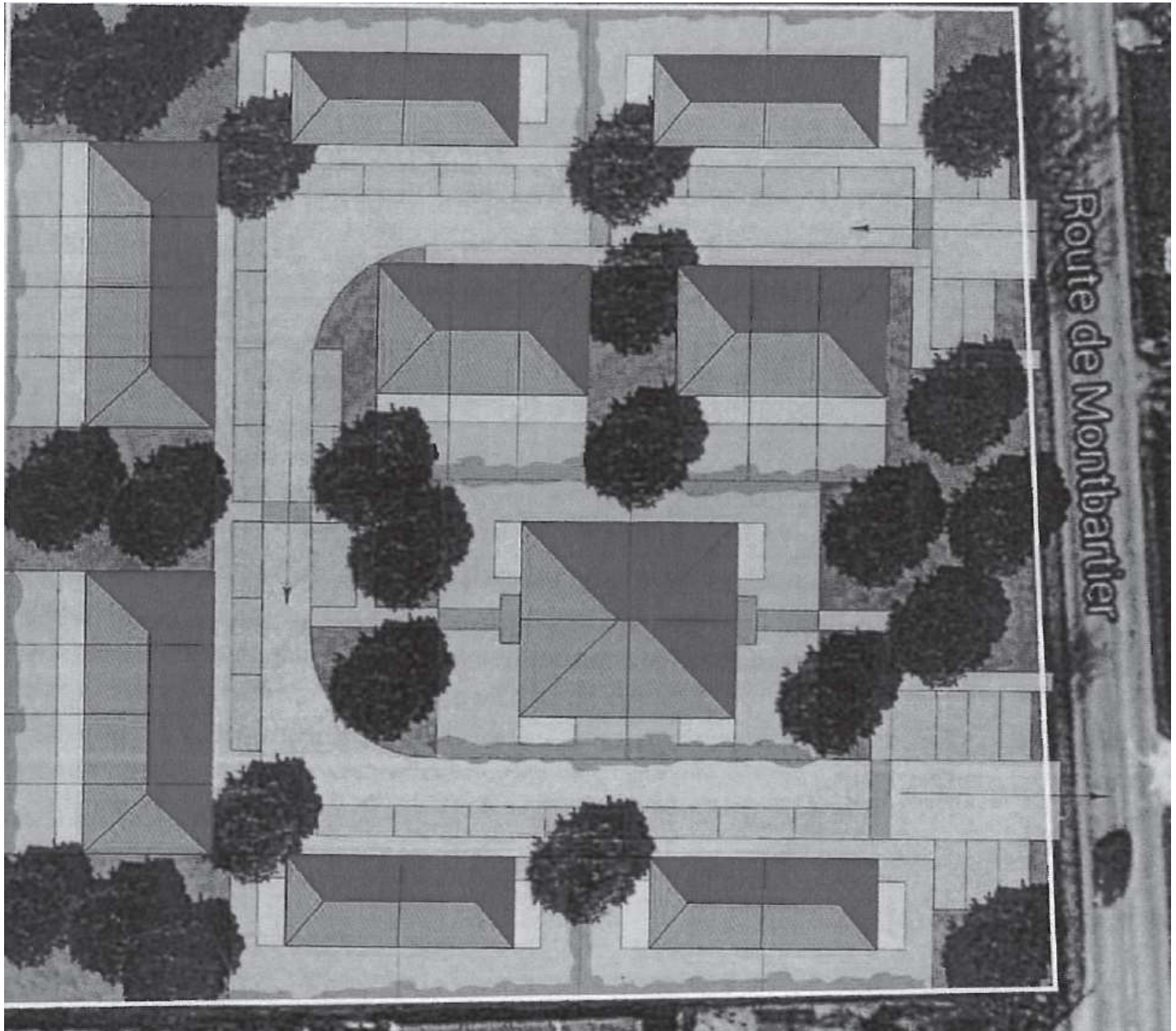
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est  
nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de **deux ans** ou si les règles d'urbanisme, notamment celles relatives à la  
constructibilité du bien ou les conditions du projet étaient appelées à changer. Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition  
réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17  
Modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des trésoreries territorialement compétentes de la Direction  
Générale des Finances Publiques. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour l'Administrateur général des Finances Publiques  
L'inspecteur évaluateur

  
Muriel Baux Noailles

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS



**Monsieur le Maire** : Merci monsieur CASSAGNEAU, des remarques ? Vous en avez discuté en commission je vois. J'ai reçu avec vous, monsieur CASSAGNEAU et d'autres, les promoteurs, ce sera une belle réalisation je pense. C'est d'accord, nous l'approuvons cette cession ? je vous remercie.

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D32**

**Objet** : Cession de la parcelle cadastrée ZI n° 7, située au 1224 route de Montbartier, lieu-dit Petit.

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L3211-14 et L3221-1,

**Vu** l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux opérations immobilières effectuées par les Communes,

**Vu** l'estimation du service des domaines en date du 23 juin 2016,

**Vu** le courrier en date du 8 juin 2016 de Monsieur Vincent CECILLE, représentant la société LIBERTEA – ARGOGROUPE,

**Considérant** l'accord de la société LIBERTEA - ARGOGROUPE, représentée par Monsieur Vincent CECILLE, domiciliée 2 rue des Glières, ANNECY (74000), sur l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 5350 m<sup>2</sup>, située 1224, route de Montbartier, Lieu-dit Petit, à, appartenant à la commune de Montech, au prix de 170 000 euros TTC.

**Considérant** que l'accord sur la cession de la parcelle ZI7 à la société LIBERTEA – ARGOGROUPE est conditionné par la réalisation du projet ci-annexé à la présente délibération consistant à la réalisation d'un programme de 30 logements.

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité des Commissions « Voirie, réseaux, bâtiments communaux et sécurité » et « Urbanisme » du 21 juin 2016

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** la cession de la parcelle cadastrée ZI n°7, située 1224 route de Montbartier, lieu-dit Petit, à la société LIBERTEA - ARGOGROUPE, représentée par Monsieur Vincent CECILLE, domiciliée 2 rue des Glières, ANNECY (74000), au prix de 170 000 euros net.
- **Affirme que** les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les actes à intervenir (toute convention sous-seing privé et/ou leur confirmation par acte authentique...) ainsi que tout document relatif à cette vente.

**Question rajoutée en début de séance :**

**Objet : Tarifs des services et prestations de la régie du complexe hôtelier de plein air**

**Monsieur le Maire** : Une question que j'ai rajouté à l'ordre du jour, j'en avais fait part en tout début de séance, il s'agit des prestations pour le camping. Monsieur DAIME.

**Monsieur DAIME** : Merci, monsieur le Maire. La personne que nous avons embauchée pour le snack a repris les tarifs, certaines modifications de tarifs de matières premières ont été effectuées, on devait ajuster nos prix de vente pour avoir une marge de manœuvre et éviter de revoter des tarifs à chaque fois on a indiqué cette fois des fourchettes de prix selon les producteurs ou les produits que nous utiliserons au niveau du snack. Vous avez sur la délibération les tarifs 2015 et la proposition qui vous est faite pour 2016.

**Monsieur le Maire** : Vous les avez ces tarifs, il peut y avoir des discussions sur certaines choses mais je vous en ferais grief si on relevait tout cela, c'est étudié avec le technicien que nous venons d'embaucher, qui a pris ses fonctions il y a trois ou quatre jours. C'est pour être en concordance avec ce qui se fait. Je vous conseille là aussi, je vous suggère même, à l'occasion d'une soirée d'été d'aller manger, bien que n'étant pas campeur donc il ne faut pas en abuser, au snack du camping, ne serait-ce que pour rencontrer le personnel de là-bas. C'est d'accord ? ces tarifs sont adoptés. Oui Monsieur DAL SOGLIO.

**Monsieur DAL SOGLIO** : C'était pour avoir quelques petites précisions sur l'utilisation de ce snack. J'aimerais savoir si l'on peut manger le midi, le soir, le petit déjeuner. S'il faut réserver ou pas... et qui peut y aller ?

**Monsieur le Maire** : Allez-y poser toutes les questions, avec qui, comment, pourquoi ? oui c'est surtout ça, qui peut y aller ? Je ne pense pas que ce soit un restaurant. Monsieur DAIME.

**Monsieur DAIME** : Cette année il sera ouvert uniquement le soir. L'année dernière nous avons un prestataire qui était là toute la journée sur le site, qui dormait sur le site et qui arrivait à faire les différents repas. Là c'est quelqu'un qu'on a embauché qui aura des amplitudes horaires, il vient je crois à 17 heures pour mettre en place avant de servir et on ne mange que le soir. Il y a une journée de fermeture qui est à priori le jeudi. C'est normalement un snack qui est ouvert aux utilisateurs du camping. Effectivement un élu peut y aller mais ce n'est pas un restaurant, nous ne sommes pas là pour faire de la concurrence.

**Monsieur le Maire** : Vous y allez avec votre compagnon une fois etc, mais ce n'est pas un restaurant qui fait concurrence aux autres, surtout pas. C'est la restauration des campeurs.

**Monsieur DAIME** : Il y aura des petits déjeuners qui seront assurés mais non pas par la personne qui fait le snack mais par l'accueil du camping. Le snack sera ouvert les mois de juillet et d'août.

**Monsieur le Maire** : Il ne faut pas confondre avec un restaurant classique, ce n'est surtout pas ça. Tout comme il y a une petite "épicerie" à l'accueil, ne venez pas acheter votre boîte de sardines là il faut aller ailleurs, il ne faut pas les acheter là. S'il vous manque une bouteille d'huile un soir, ne venez pas là, ce n'est pas fait pour ça. Sauf si vous campez.

*Vu les délibérations n°2013\_05\_31\_D14 du 31 mai 2013 et 2015\_27\_06\_D15 du 27 juin 2015 adoptant les tarifs des services et prestations de la Régie du Camping Municipal,*

***Considérant** que, dans le cadre de l'article 5 des statuts de la régie du complexe hôtelier de plein air, le Conseil municipal doit déterminer les tarifs du service,*

***Considérant** qu'il est nécessaire de modifier la délibération susmentionnée en raison de l'augmentation*

du prix de certaines matières premières et de la diversification de l'offre de produits proposés,  
**Sur proposition** du Conseil d'exploitation de la Régie du Complexe Hôtelier de Plein Air de la Ville de Montech,

**Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :**

- **D'adopter** les tarifs ci-annexés, pour les prestations et services proposés au sein du complexe hôtelier de plein air de la ville de Montech à partir de la saison 2016.

| <b>Boissons - Plats</b>        | <b>Tarifs 2015</b> | <b>Proposition 2016</b> |
|--------------------------------|--------------------|-------------------------|
| boissons non alcoolisées       | de 1,00€ à 2,30€   | de 0,50€ à 4,00€        |
| apéritifs                      | 2,50€              | de 2,50€ à 3,00€        |
| verre de vin 12,5 cl           | 1,50€              | de 1,50€ à 2,50€        |
| pichet 50 cl de vin            | 3,50€              | de 3,50€ à 4,50€        |
| pichet litre de vin            | 6,50€              | de 6,50 € à 8,00€       |
| bouteille de vin rouge ou rosé | 11,50€             | de 11,50€ à 13,00€      |
| bières                         | 2,00€              | de 2,00€ à 2,50€        |
| snack                          | de 2,00€ à 5,00€   | de 2,00€ à 5,00€        |
| pizzas                         | de 6,00€ à 10,00€  | de 6,00€ à 10,00€       |
| plats chauds garnis            | de 6,50€ à 10,00€  | de 6,50€ à 11,50€       |
| plats froids                   | de 2,50€ à 6,50€   | de 2,50€ à 6,50€        |
| entrées                        | de 1,50€ à 3,50€   | de 1,50€ à 3,50€        |
| desserts maison                | de 2,00€ à 3,00€   | de 2,00€ à 3,00€        |
| glaces diverses                | de 1,00€ à 3,00€   | de 1,00€ à 3,50€        |
| formules                       | de 9,00€ à 12,00€  | de 9,00€ à 12,00€       |
| menus enfants                  | 5,50€              | de 5,50€ à 6,00€        |
| Petits déjeuners               | de 3,00€ à 7,00€   | de 3,00€ à 7,00€        |

**La délibération suivante est adoptée :**

**Délibération n° 2016\_07\_D33**

**Objet : Tarifs des services et prestations de la régie du complexe hôtelier de plein air.**

Votants : 27

Abstention : 0

Exprimés : 27

Contre : 0

Pour : 27

Le rapporteur donne  
lecture du rapport suivant :

**Vu** les délibérations n°2013\_05\_31\_D14 du 31 mai 2013 et 2015\_27\_06\_D15 du 27 juin 2015 adoptant les tarifs des services et prestations de la Régie du Camping Municipal,

**Considérant** que, dans le cadre de l'article 5 des statuts de la régie du complexe hôtelier de plein air, le Conseil municipal doit déterminer les tarifs du service,

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier la délibération susmentionnée en raison de l'augmentation du prix de certaines matières premières et de la diversification de l'offre de produits proposés,

**Sur proposition** du Conseil d'exploitation de la Régie du Complexe Hôtelier de Plein Air de la Ville de Montech,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Adopte** les tarifs ci-annexés, pour les prestations et services proposés au sein du complexe hôtelier de plein air de la ville de Montech à partir de la saison 2016.

| <b>Boissons - Plats</b>        | <b>Proposition 2016</b> |
|--------------------------------|-------------------------|
| boissons non alcoolisées       | de 0,50€ à 4,00€        |
| apéritifs                      | de 2,50€ à 3,00€        |
| verre de vin 12,5 cl           | de 1,50€ à 2,50€        |
| pichet 50 cl de vin            | de 3,50€ à 4,50€        |
| pichet litre de vin            | de 6,50 € à 8,00€       |
| bouteille de vin rouge ou rosé | de 11,50€ à 13,00€      |
| bières                         | de 2,00€ à 2,50€        |
| snack                          | de 2,00€ à 5,00€        |
| pizzas                         | de 6,00€ à 10,00€       |
| plats chauds garnis            | de 6,50€ à 11,50€       |
| plats froids                   | de 2,50€ à 6,50€        |
| entrées                        | de 1,50€ à 3,50€        |
| desserts maison                | de 2,00€ à 3,00€        |
| glaces diverses                | de 1,00€ à 3,50€        |
| formules                       | de 9,00€ à 12,00€       |
| menus enfants                  | de 5,50€ à 6,00€        |
| Petits déjeuners               | de 3,00€ à 7,00€        |

### **Questions diverses.**

**Monsieur le Maire** : Le président de la communauté de communes a écrit à mesdames et messieurs les maires, à mesdames et messieurs les conseillers communautaires, dont à certains d'entre vous ici dont madame LLAURENS pour faire le choix du nom de la future intercommunalité. Alors commençons par son nom, écrivais-je ; ainsi j'ai l'honneur de vous demander de consulter l'ensemble de votre conseil municipal, ce qui est le cas, et de votre personnel également afin de proposer un nom, pour ce faire écrivez par e-mail, ccgc.secretariat..... le mail de la communauté de communes, par téléphone ou par un courrier pour proposer un nom en sachant qu'il faudrait que ce soit fait avant la fin du mois d'août, nous avons tout l'été pour cogiter sur un nom. La loi NOTRe fait obligation de trouver un nom avant le mois de décembre obligatoirement et le siège administratif. Pensez-y. Moi j'ai fait mon information ce jour, 20 h 20, en conseil municipal, ne dites pas que je ne vous l'ai pas demandé. Monsieur PERLIN.

**Monsieur PERLIN** : Monsieur le Maire, lors du dernier conseil municipal et lors de la discussion que nous avons eu concernant la vente du terrain au restaurant, personnellement je m'étais plaints qu'on avait pas de vision d'aménagement de cette zone...

**Monsieur le Maire** : et on devait se réunir

**Monsieur PERLIN** : ... et vous aviez promis qu'on se réunirait car vous aviez une bonne vision...

**Monsieur le Maire** : Dans l'été.

**Monsieur PERLIN** : ... effectivement vous n'avez pas donné de date

**Monsieur le Maire** : Merci pour le rappel, si vous le souhaitez on pourrait la fixer tout de suite cette réunion. On avait dit qu'on se réunirait, qui le souhaitait d'ailleurs, en composition de conseil municipal, pour discuter sur site ou pas. Il s'agit d'aller sur le site, parler tranquillement les idées que j'ai etc. Pour les gens intéressés, monsieur PERLIN et moi-même déjà et d'autres, on était d'autres, un samedi ? je suis là ce samedi 09 juillet, ça vous va ?

**Monsieur PERLIN** : Oui moi ça va, à quelle heure et rendez-vous où ?

**Monsieur le Maire** : Comme vous voulez, en fin de matinée, 11 heures. On se retrouve à la médiathèque. Vous y êtes monsieur GAUTIE ?

Monsieur GAUTIE il faudra trouver si possible les clés qui mènent au hangar des ateliers municipaux. Monsieur GAUTIE s'occupe de tout cela. Je note le 09 juillet à 11 heures réunion élus papeterie, vous faites bien de le rappeler monsieur PERLIN, ça ne mettait pas passé de l'esprit mais...Monsieur GAUTIE me souffle qu'il me l'avait dit mais je ne l'avais pas entendu. Merci, bonnes vacances pour ceux qui partent et à samedi pour la plupart.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h25.

Le Maire,

Jacques MOIGNARD.